

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/47257]

Circulaire ministérielle PLP 63 traitant des directives pour l'établissement du budget de police 2024 à l'usage des zones de police

A l'attention de :

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de province,

Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Mesdames et Messieurs les Chefs de corps,

Mesdames et Messieurs les Comptables spéciaux,

Madame le Haut Fonctionnaire de Bruxelles-Capitale,

Mesdames, Messieurs,

La présente circulaire a pour objet de synthétiser les données nécessaires à l'élaboration du budget des zones de police pour l'exercice 2024. Elle constitue un document de référence à destination des chefs de corps, des comptables spéciaux, mais également des membres du conseil de police qui demeurent les décideurs finaux dans la confection du budget de la zone de police.

Afin de permettre aux personnes chargées de la confection du budget de disposer des données relatives aux dotations fédérales, les montants ont été publiés sur le site Internet de la Direction générale Sécurité et Prévention : www.besafe.be.

Il en va de même pour le présent document.

Il est possible, malgré le soin apporté à la rédaction de la présente circulaire, que certaines de vos questions restent sans réponse. Je vous invite dès lors à prendre contact avec mon Administration qui se tient à votre disposition pour toute information complémentaire.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/47257]

Ministeriële omzendbrief PLP 63 betreffende de onderrichtingen voor het opstellen van de politiebegroting voor 2024 ten behoeve van de politiezones

Ter attentie van :

de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

de Heer Minister-president van de Brussels Hoofdstedelijke Regering,

de Dames en Heren Burgemeesters,

de Dames en Heren Korpschefs,

de Dames en Heren Bijzondere Rekenplichtigen.

de Dame Hoge Ambtenaar van Brussel-Hoofdstad

Geachte Dames, Heren,

Deze omzendbrief heeft als doel de gegevens, noodzakelijk voor het opstellen van de begroting van de politiezones voor het begrotingsjaar 2024, te bundelen. Het vormt een referentiedocument bestemd voor de korpschefs, de bijzondere rekenplichtigen, maar ook voor de politieraadsleden die de eindbeslissers blijven voor de begrotingsopmaak van de politiezone.

Om de personen die belast zijn met de begrotingsopmaak te laten beschikken over de gegevens betreffende de federale dotaties, worden de bedragen gepubliceerd op de website van de Algemene Directie Veiligheid en Preventie: www.besafe.be

Hetzelfde geldt voor huidig document.

Ondanks het feit dat deze omzendbrief met zorg werd opgesteld, bestaat de mogelijkheid dat sommige van uw vragen nog onbeantwoord blijven. Ik verzoek u dan ook contact op te nemen met mijn Administratie die te uwer beschikking staat voor bijkomende inlichtingen.

I.	INTRODUCTION	3
II.	DIRECTIVES D'ORDRE GENERAL	3
1.	REALISATION DU BUDGET	3
1.1.	Cadre légal	3
1.2.	Modèle de budget	3
1.3.	Planning pluriannuel financier.....	3
2.	VOTE DU BUDGET.....	4
3.	UTILISATION DES 'CREDITS PROVISOIRES' DANS L'ATTENTE DE L'APPROBATION DU BUDGET PAR L'AUTORITE DE TUTELLE ..	5
4.	MODIFICATIONS BUDGETAIRES	5
5.	TUTELLE SPECIALE D'APPROBATION SUR LE BUDGET, LES MODIFICATIONS BUDGETAIRES, LA CONTRIBUTION D'UNE COMMUNE ET SES MODIFICATIONS	5
5.1.	Cadre légal	5
5.2.	Envoi du budget et des annexes.....	6
III.	DIRECTIVES RELATIVES AU BUDGET DU SERVICE ORDINAIRE	8
1.	DEPENSES ORDINAIRES - PERSONNEL (70)	8
1.1.	Généralités	8
1.2.	Traitement des membres du personnel	8
1.2.1.	Prévisions de l'évolution de l'indice santé.....	8
1.2.2.	Traitement du mois de décembre	8
1.2.3.	Prestations irrégulières du mois de décembre.....	9
1.2.4.	Pécule de vacances.....	9
1.3.	Cotisations de sécurité sociale et de retraite (ONSS / SFP)	9
1.3.1.	Pourcentages des cotisations de pension et de sécurité sociale pour l'année 2024 et suivantes.....	Erreur !
	Signet non défini.	
1.3.2.	Cotisation de responsabilisation.....	11
1.3.3.	Allocations du comptable spécial et du secrétaire de la zone de police	11
1.4.	Régime de fin de carrière et non-activité préalable à la pension (NAPAP) pour les membres du personnel du cadre opérationnel	12
1.4.1.	Subside fédéral	12
1.4.2.	Article budgétaire et codes économiques	13
1.5.	Module de calcul des frais de personnel 2024	13
1.6.	Sous-fonctions éventuelles concernant les dépenses de personnel	14
2.	DEPENSES ORDINAIRES - FRAIS DE FONCTIONNEMENT (71)	15
2.1.	Indemnités	15
2.2.	Achats équipements individuels de base et de fonction	15
2.3.	Location des bâtiments fédéraux.....	15
3.	DEPENSES ORDINAIRES - TRANSFERTS (72).....	16
4.	DEPENSES ORDINAIRES - DETTE (7X)	16
4.1.	Dépenses d'intérêt et d'amortissement	16
4.2.	Mécanisme de correction concernant le transfert des bâtiments fédéraux aux zones de police	16
5.	DEPENSES ORDINAIRES - PRELEVEMENTS (78)	17
6.	RECETTES ORDINAIRES - PRESTATIONS (60)	17

7. RECETTES ORDINAIRES – TRANSFERTS (61).....	18
7.1. Dotation fédérale aux zones de police - exercices antérieurs (66) – Indexation de la dotation fédérale de base 2023 - 330/465-48/2023	18
7.2. Dotations et subventions fédérales exercice propre (2024) aux zones de police (61)	18
7.2.1 Dotation fédérale de base pour l'année 2024 - 330/465-48	18
7.2.2. Dotation fédérale complémentaire pour l'année 2024 - 33004/465-48	19
7.2.3. Subvention sociale fédérale I - 2024 - 330/465-02	19
7.2.4. Subvention sociale fédérale II 2024 - 33001/465-02	19
7.2.5. Dotation fédérale 2024 Equipement maintien de l'ordre public - 33003/465-48	20
7.2.6. Subvention fédérale en matière de baux de location fédéraux transférés à certaines zones de police (rémunération locative) - 33001/465-01	21
7.2.7. Subvention fédérale complémentaire “sécurité routière” - 33005/465-48	21
7.2.8. Dotation fédérale aux zones de police locale destinée à stimuler certaines initiatives – 33007/465-48	21
7.2.9. Dotation fédérale liée à la mise en œuvre de la loi “Salduz” - 33008/465-48	21
7.2.10. Dotation fédérale dans le cadre de l'accord sectoriel 2018- 33009/465-48	22
7.2.11. Dotation fédérale dans le cadre de l'accord sectoriel 2022 - 33009/465-48	23
7.3. La (les) dotation(s) communale(s) (61)	23
8. RECETTES ORDINAIRES - DETTE (62).....	23
IV. DIRECTIVES RELATIVES AU SERVICE EXTRAORDINAIRE.....	24
V. CONCLUSION.....	234
VI. ANNEXES.....	245
1. PIECES JUSTIFICATIVES.....	245
1.1. Liste des pièces justificatives à annexer au budget	245
1.2. Liste des pièces justificatives à annexer aux modifications budgétaires.....	256
2. LIEN ENTRE LES CODES ECONOMIQUES ET LES COMPOSANTS SALARIAUX PAR LE BIAIS DES SUFFIXES.....	267
3. ARTICLES BUDGETAIRES RELATIFS AUX CONTRIBUTIONS FEDERALES ET COMMUNALES.....	299
4. TUTELLE 1 : LES CREDITS BUDGETAIRES PAR ARTICLE BUDGETAIRE AVEC LE CALCUL DE LA SUBVENTION SOCIALE II ET LE CONTROLE DES COTISATIONS PATRONALES	323
5. TUTELLE 2 : LES CREDITS BUDGETAIRES TOTALISES PAR ARTICLE BUDGETAIRE POUR LES OPERATIONNELS, LES MEMBRES DU PERSONNEL CALOG, LE SECRETAIRE ET LE COMPTABLE SPECIAL	40
6. DOTATIONS ET ALLOCATIONS FEDERALES 2024 (SOUS RESERVE)	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.6

I. INTRODUCTION

Pour l'application de la présente circulaire, on entend par :

- «LPI» : la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;
- «RGCP» : l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la police locale
- «NLC» : la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;
- «Conseil» : le conseil communal dans les zones monocommunes et le conseil de police dans les zones pluricommunales ;
- «Collège» : le collège des bourgmestre et échevins dans les zones monocommunes et le collège de police dans les zones pluricommunales ;
- «Exercice N» : l'année à laquelle le budget se rapporte ;
- «Exercice N-1» : l'année précédente.

II. DIRECTIVES D'ORDRE GENERAL

1. REALISATION DU BUDGET

1.1. CADRE LEGAL

L'établissement du budget ainsi que le vote et l'approbation de celui-ci sont réglés par l'article 34 LPI, lequel rend applicable l'article 241 et partiellement le Titre VI, Chapitres 1 et 2 NLC.

Les prescriptions budgétaires, financières et comptables des zones de police sont, quant à elles, fixées par le RGCP. Notons que les dépenses et recettes de la police locale sont de préférence inscrites sous le code fonctionnel 330xx. La classification fonctionnelle et économique, la classification des comptes généraux et individuels ainsi que des plans comptables minimaux et des suffixes sont fixées aux annexes 1, 2, 3, 4 et 5 du RGCP.

Le contenu/la signification des codes économiques doit être respecté(e) rigoureusement, seule la description peut être remplacée par une description plus claire, adaptée à la zone de police locale. Cela ne vaut toutefois pas pour les articles budgétaires relatifs aux dotations fédérales dont le libellé doit être appliqué en l'état.

1.2. MODELE DE BUDGET

Le modèle de budget de police est celui du budget communal. Je vous demande de bien vouloir le respecter rigoureusement, de même que les modifications budgétaires qui y ont été apportées.

La page de garde ainsi que le fichier récapitulatif (inputmodule) du budget de police sont disponibles sur le site Internet de la Direction générale Sécurité et Prévention (www.besafe.be).

1.3. PLANNING PLURIANNUEL FINANCIER

Le planning pluriannuel devient de plus en plus un outil de référence au niveau local afin de développer une vision budgétaire à moyen terme au regard des capacités financières disponibles. Une approche identique au niveau des zones de police me paraît dès lors indiquée en raison de l'impact que représente le budget de la police locale ou la dotation communale sur le planning pluriannuel et le budget des communes.

2. VOTE DU BUDGET

Avant que le conseil ne délibère sur le budget des dépenses et des recettes, le collège commente le projet (rapport) qu'il a établi après avoir recueilli l'avis de la commission où siègent au moins un membre du collège, le chef de corps de la police locale et le comptable spécial.

Rappelons également pour les zones de police pluricomunales qu'en matière budgétaire, il y a dérogation à la règle générale selon laquelle chaque membre du conseil de police dispose d'une voix lors des votes (art. 26, al. 1^{er}, LPI). Pour l'établissement du budget, les modifications budgétaires et les comptes annuels, chaque groupe de représentants d'une commune dispose, au sein du conseil de police, d'un nombre de voix équivalent à celui dont dispose, au sein du collège de police, le bourgmestre de la même commune (art. 26, al. 2, LPI). Ces voix sont réparties de manière égale entre le groupe de représentants d'une commune.

Par ailleurs, chaque membre du conseil de police dispose tout au long de l'année d'un nombre de voix identique, quel que soit le nombre de représentants de sa commune présents lors de la (des) séance(s) du conseil où une décision est prise en matière de budget (modifications budgétaires) et de comptes annuels. Par conséquent, la voix d'un conseiller absent est irrévocablement perdue et ne peut être réattribuée aux représentants présents de sa commune.¹

L'arrêté royal du 20 décembre 2000 (M.B. 29 décembre 2000) ainsi que les circulaires ministérielles PLP 6 du 19 mars 2001 (M.B. 13 avril 2001) et PLP 43 du 12 octobre 2007 (M.B. 29 octobre 2007) fournissent de plus amples informations sur la méthode de calcul du nombre de voix dont dispose chaque bourgmestre au sein du collège de police.

Chaque bourgmestre dispose d'un nombre de voix proportionnel à la dotation minimale que sa commune investit dans la zone pluricomunale (art. 24 LPI). La notion de "dotation minimale" renvoie à la contribution de chaque commune à la zone de police pluricomunale en vue de la réalisation par la police locale de la fonction de police de base concourant au service minimal garanti aux autorités et citoyens (art. 3 LPI). Le législateur a clairement souhaité qu'une éventuelle augmentation de la contribution d'une commune au budget de la zone de police en vue de la réalisation des missions et objectifs qui lui sont particuliers (art. 36, 4^o et art. 40, al. 3, LPI) ne puisse en rien influencer la répartition des voix au sein du collège de police et par extension du conseil de police². Une commune qui financerait la police locale en vue de la réalisation d'objectifs qui lui sont particuliers et décrits comme tels (ex. : une surveillance renforcée aux abords des écoles dans certains quartiers de la commune, la mise en place d'une brigade canine dont les autres communes ne souhaitent pas l'installation, etc.) ne peut donc s'en prévaloir pour obtenir une puissance votale plus importante.

Cette répartition des voix au sein du collège de police doit être revue annuellement en se basant sur la contribution de chacune des communes telle que définie dans les comptes zonaux approuvés par l'autorité de tutelle. La répartition des voix doit en effet être le reflet de la participation financière que chaque commune investit réellement au profit de la zone de police, d'où la référence aux comptes zonaux. A défaut de compte zonal 2023 clôturé et approuvé par l'autorité de tutelle, la répartition des voix sera revue sur la base de la contribution financière de chacune des communes à la zone pluricomunale, telle que définie dans le dernier compte communal approuvé par l'autorité de tutelle.

¹ Voir à ce sujet le point V de la circulaire ministérielle PLP 32 du 15 octobre 2003 relative au fonctionnement des conseil et collège de police, M.B. 27 octobre 2003.

² Voir Exposé des motifs de la LPI (art. 24).

3. UTILISATION DES 'CREDITS PROVISOIRES' DANS L'ATTENTE DE L'APPROBATION DU BUDGET PAR L'AUTORITE DE TUTELLE

Conformément à l'article 13 du RGCP, tant que le budget 'exercice N' n'a pas été approuvé par le gouverneur, les autorités de police locale appliquent la règle des 'crédits provisoires' ou des 'douzièmes provisoires' pour effectuer leurs dépenses relatives à l'exercice N, sans que celles-ci ne puissent être affectées à des dépenses d'une nature nouvelle.

Deux possibilités s'offrent en la matière :

- a) Le budget 'exercice N' n'a PAS été APPROUVE par le conseil avant le 1^{er} janvier 'exercice N' :

Le conseil doit alors constater formellement, en 'exercice N-1' et de manière motivée, le recours aux crédits provisoires 'exercice N' par le biais d'une délibération particulière ; il lui est toutefois possible d'approuver un ou plusieurs douzièmes provisoires. L'affectation des crédits provisoires au service ordinaire ne peut, par mois révolu ou entamé, s'élever à plus d'un douzième du crédit budgétaire de l'exercice antérieur ('exercice N-1'). Cette restriction n'est toutefois pas applicable aux dépenses relatives à la rémunération du personnel, au paiement des primes d'assurances et des taxes, ni aux dépenses relatives à l'amortissement et aux charges de la dette (art. 13, §2, du RGCP).

- b) Le budget 'exercice N' a été APPROUVE par le conseil avant le 1^{er} janvier 'exercice N', mais n'a pas encore été approuvé par le gouverneur au 1^{er} janvier 'exercice N' :

Le conseil NE doit PAS prendre d'arrêté particulier. L'affectation des crédits provisoires au service ordinaire ne peut pas s'élever, par mois révolu ou entamé, à plus d'un douzième du crédit budgétaire de l'exercice en cours ('exercice N') ou du crédit budgétaire de l'exercice antérieur ('exercice N-1') si ce dernier est inférieur au crédit de l'exercice en cours ('exercice N'). Cette restriction n'est toutefois pas applicable aux dépenses relatives à la rémunération du personnel, au paiement des primes d'assurances et des taxes, ni aux dépenses relatives à l'amortissement et aux charges de la dette (art. 13, §2, du RGCP).

4. MODIFICATIONS BUDGETAIRES

Les modifications budgétaires concernant l'exercice N doivent être transmises à l'autorité de tutelle pour le 15 novembre au plus tard de façon à ne pas compromettre l'engagement régulier des dépenses.

Au moment de la dernière modification budgétaire, le conseil a également tout intérêt à procéder à une estimation très précise pour que les derniers chiffres budgétaires se rapprochent le plus possible du compte budgétaire. Cela permet d'établir le budget suivant de manière plus réaliste.

5. TUTELLE SPECIALE D'APPROBATION SUR LE BUDGET, LES MODIFICATIONS BUDGETAIRES, LA CONTRIBUTION D'UNE COMMUNE ET SES MODIFICATIONS

5.1. CADRE LEGAL

La tutelle spécifique sur le budget, les modifications budgétaires et la contribution financière des communes à la zone pluricommunale est régie par les articles 71 à 76 LPI. Pour de plus amples informations concernant les procédures de tutelle et les délais concernés, il convient de se référer à la circulaire PLP 12 du 8 octobre 2001.

Je souhaite rappeler aux conseils communaux et de police que les délibérations du conseil relatives au budget de la police locale et les modifications qui y sont apportées, ainsi que les délibérations du conseil relatives à la contribution de la commune faisant partie d'une zone pluricommunale à la zone de police, et ses modifications, doivent être

transmises au gouverneur dans le cadre de la tutelle administrative spécifique instituée par la LPI, et ce dans les vingt jours qui suivent la prise de décision (article 71 LPI).

5.2. ENVOI DU BUDGET ET DES ANNEXES

Le budget, les modifications budgétaires et les annexes sont exclusivement envoyés au gouverneur, de préférence par voie électronique. Les annexes doivent être envoyées en même temps que le budget, à l'exception de la preuve d'affichage et de certaines pièces justificatives dont ne disposerait pas encore la zone de police au moment de transmettre le budget.

La liste complète de ces documents est reprise à l'**annexe 1** de la présente circulaire.

Le budget doit également être accompagné d'un fichier récapitulatif qui doit être transmis au gouverneur par voie électronique. Le "lay-out" du fichier récapitulatif (inputmodule) du budget de police est téléchargeable sur le site www.besafe.be de la Direction générale Sécurité et Prévention.

Lorsque le budget doit être établi en deux langues en vertu des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, de ses arrêtés d'exécution et d'autres textes réglementaires, il est également soumis en deux langues au gouverneur. Il en va de même pour les pièces jointes au budget qui sont établies dans deux langues.

Il appartient enfin au gouverneur de veiller à ce que le fichier électronique et la version papier du budget approuvé comportent exclusivement les chiffres approuvés et contrôlés par lui, éventuellement complétés par les remarques formulées.

5.3. ENVOI DES DONNEES TRIMESTRIELLES

L'article 3.2 de la Directive européenne 2011/85/UE précise que les Etats membres sont obligés, à partir de 2014, d'assurer la publication régulière des données relatives à l'exécution du budget des différents niveaux de pouvoir. Ces données budgétaires se composent d'un résumé des recettes, des dépenses et du solde.

Les délais dans lesquels les données visées doivent être fournies sont fixés comme suit :

A partir de l'année 2024 et pour chaque année suivante, le fichier Excel contenant les données du

Premier trimestre sera transmis par les zones de police à l'expert financier provincial, au plus tard le premier lundi du mois de juin de la même année. Celui-ci l'envoie au plus tard l'avant-dernier lundi du mois de juin de la même année à budgetpzp@ibz.be.

Deuxième trimestre sera transmis par les zones de police à l'expert financier provincial, au plus tard le premier lundi du mois de septembre de la même année. Celui-ci l'envoie au plus tard l'avant-dernier lundi du mois de septembre de la même année à budgetpzp@ibz.be.

Troisième trimestre sera transmis par les zones de police à l'expert financier provincial, au plus tard le premier lundi du mois de décembre de la même année. Celui-ci l'envoie au plus tard l'avant-dernier lundi du mois de décembre de la même année à budgetpzp@ibz.be.

Quatrième trimestre sera transmis par les zones de police à l'expert financier provincial, au plus tard le premier lundi du mois de mars de l'année suivante. Celui-ci l'envoie au plus tard l'avant-dernier lundi du mois de mars de la même année à budgetpzp@ibz.be.

Province	E-mail	Correspondant
Bruxelles-Capitale	financeszp@sprb.brussels	BIARENT Angéline
Anvers	toezichtlokalepolitie@fdgantwerpen.be	DE FRE Marie-France
Limbourg	federaaltoezicht@limburg.be	LANNAERT Rebekka
Flandre orientale	toezicht.OVL@ibz.fgov.be	FOCKE Ina
Brabant flamand	politietoezicht@vlaamsbrabant.be	VAN HERCK Ronny
Flandre occidentale	politietoezichtwvl@ibz.fgov.be	MAES Sarah VANBORM Sabine
Hainaut	veronique.cambier@ibz.fgov.be	CAMBIER Véronique
Liège	brigitte.maes@provincedeliege.be	MAES Brigitte
Luxembourg	nathalie.hermand@ibz.fgov.be	HERMAND Nathalie
Namur	tutelle@sfgnamur.be	PAULUS Bernard
Brabant wallon	corine.sermeus@gouverneurbw.be	SERMEUS Corine

III. DIRECTIVES RELATIVES AU SERVICE ORDINAIRE

En ce qui concerne les normes budgétaires minimales, je vous prie d'inscrire au budget ordinaire des dépenses 'exercice N' au minimum les crédits budgétaires nécessaires pour la rémunération correcte du personnel et pour le bon fonctionnement de la zone de police.

1. DEPENSES ORDINAIRES - PERSONNEL (70)

1.1. GENERALITES

Les dépenses en personnel doivent être estimées de manière réaliste en tenant compte des facteurs suivants :

- Le respect de l'arrêté royal du 5 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale, *M.B.*, 12 octobre 2001 ;
- L'attribution d'augmentations périodiques et leur timing ;
- L'augmentation ou la diminution probable ou réelle du nombre de membres du personnel ;
- Les prévisions mensuelles pour l'indice santé (v. infra) ;
- Les crédits budgétaires nécessaires pour répondre aux obligations/dépenses relatives aux traitements et allocations, indemnités et primes non liées aux prestations durant l'exercice 'exercice N' ;
- Les crédits budgétaires nécessaires pour la dernière période de référence 'exercice N-1' jusqu'à l'avant-dernière période de référence 'exercice N' pour répondre aux obligations/dépenses relatives aux allocations, indemnités et primes liées aux prestations.

1.2. LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU PERSONNEL

1.2.1. **Prévisions de l'évolution de l'indice santé**

L'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans le secteur public a été dépassé pour la dernière fois en novembre 2022. Conformément aux prévisions mensuelles pour l'indice santé du Bureau fédéral du Plan (3 octobre 2023), le prochain dépassement de l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 125.60 points³) par l'indice santé lissé (tel que défini par la loi du 23 avril 2015 concernant la promotion de l'emploi, *M.B.* 27 avril 2015) devrait se produire en octobre 2023. Par conséquent, les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique seraient adaptés au coût de la vie, en d'autres termes augmentés de 2%, respectivement en novembre 2023 et en décembre 2023.

En mars 2024, le prochain indice santé serait atteint : 128,11. Par conséquent, les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique seraient adaptés au coût de la vie, en d'autres termes augmentés de 2%, respectivement en avril 2024 et en mai 2024.

L'indice santé suivant de 130,67 serait atteint en septembre 2024. Par conséquent, les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique seraient adaptés au coût de la vie, en d'autres termes augmentés de 2%, respectivement en octobre 2024 et en novembre 2024.

Pour des informations récentes en la matière, vous pouvez consulter le site Internet du Bureau fédéral du Plan (www.plan.be).

1.2.2. **Le traitement du mois de décembre**

En exécution de l'article XI.II.13. §1^{er}, PJPoI, tous les membres de la police intégrée sont payés à terme échu. Une disposition transitoire a toutefois été introduite pour les anciens membres du personnel du cadre opérationnel qui

³ Indice-pivot de base 2013.

avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale à la date du 30 mars 2001.

Auparavant, les crédits pour les traitements de décembre 'exercice N-1' et les allocations, indemnités et primes non liées aux prestations de décembre 'exercice N-1' étaient budgétisées dans l'exercice financier N "exercice antérieur" et ce, même s'ils n'étaient payables que le premier jour ouvrable du mois de janvier suivant. Depuis l'arrêt n° 226.189 du 23 janvier 2014 du Conseil d'Etat, les crédits pour les traitements de décembre 'exercice N-1' et les allocations, indemnités et primes non liées aux prestations de décembre 'exercice N-1' doivent être budgétisés dans l'exercice financier 'N-1', même s'ils ne sont payables que le premier jour ouvrable du mois de janvier suivant (art. 2 de l'arrêté royal n° 279).

Cette adaptation ayant un impact financier certain pour les zones de police, un 13^{ème} mois de traitement devant être régularisé, une période transitoire de quatre ans a été instaurée (cfr. PLP 54 du 15 décembre 2015 traitant des directives pour l'établissement du budget de police 2016 à l'usage des zones de police). Cette période de transition a pris fin le 31 décembre 2019. Il n'est dès lors plus possible, depuis le 1^{er} janvier 2020, d'inscrire le mois de traitement de décembre de l'exercice 'N-1' au budget de l'exercice N'. Toutes les zones de police doivent donc, pour tous les membres du personnel, inscrire au budget de l'année 2024, les mois de traitement de janvier 2024 à décembre 2024.

En ce qui concerne le paiement du traitement de décembre, je me réfère à la communication du SSGPI du 27 juillet 2017 (SSGPI-RIO-2017/556).

1.2.3. Prestations irrégulières du mois de décembre

Les prestations irrégulières du mois de décembre de l'exercice N doivent idéalement être enregistrées à l'exercice N+1 (exercice antérieur). Le budget des zones de police est en effet basé sur des droits constatés et la constatation du droit de ces prestations irrégulières se fait sur la base du modèle 9bis. Etant donné qu'il n'est possible d'enregistrer le modèle 9bis, reprenant les informations complètes, qu'à partir du 1^{er} janvier de l'exercice N+1, le droit des prestations irrégulières de décembre de l'exercice N n'est constaté qu'au cours de l'exercice N+1.

1.2.4. Pécule de vacances

Conformément à l'arrêté royal du 29 avril 2009 portant fixation du pécule de vacances du personnel des services de police, le pourcentage de 92 % du traitement mensuel est applicable au pécule de vacances de tous les membres du personnel des services de police.

1.3 COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE ET DE RETRAITE (ONSS / SFP)

1.3.1. Pourcentages des cotisations de pension et de sécurité sociale pour l'année 2024 et suivantes

La loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé des administrations provinciales et locales et des zones de police locale, modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives, a été publiée au Moniteur belge du 3 novembre 2011.

Cette loi réforme le système de pension des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations locales affiliées en matière de pension au Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales qui comprend les ex-pools de pension 1 et 2, ainsi que le volet relatif à la police locale de l'ex-pool 5 (= ex-fonds de pension de la police intégrée) et les nouveaux adhérents.

Pour les zones de police locale, les taux de cotisation de pension pour la période 2022-2024 sont fixés comme suit ⁴:

	Zones de police locale
2022	43%, dont 7,50% de cotisation personnelle
2023	44%, dont 7,50% de cotisation personnelle
2024	45%, dont 7,50% de cotisation personnelle

Contrairement à ce qui a prévalu jusqu'en 2015 inclus, aucune diminution du taux de cotisation de pension n'a été prévue pour les administrations ex-pool 5 (zones de police locale) depuis 2016. Pour 2024, un taux de cotisation de pension de 45% s'appliquera.

Le taux de cotisation de pension pour 2025 a provisoirement été fixé à respectivement 45%. Il convient de préciser que tant que ce pourcentage n'a pas été fixé par arrêté royal, le taux revêt un caractère purement indicatif.

Ci-après, les pourcentages des cotisations de sécurité sociale et de pension qui sont d'application en 2024 aux statutaires, aux contractuels et aux ACS⁵ :

	STATUTAIRES		CONTRACTUELS		ACS	
	Cotisation		Cotisation		Cotisation	
	Employeur	Employé	Employeur	Employé	Employeur	Employé
Soins de santé	-	3,55%	-	3,55%	-	3,55%
Solde cotisation employeur de base	9,10%	-	21,77%	-	21,77%	-
Pensions contractuels	-	-	-	7,50%	-	7,50%
Maladies professionnelles	0,17%	-	0,17%	-	0,17%	-
Fonds amiante	0,01%	-	0,01%	-	0,01%	-
Modération salariale	6,20%	-	6,91%	-	6,91%	-
Indemnités journalières	-	-	-	1,15%	-	1,15%
Chômage	-	-	-	0,87%	-	0,87%
<u>SOUS-TOTAL</u>	15,48%	3,55%	28,86%	13,07%	28,86%	13,07%
Pensions	37,50%	7,50%	-	-	-	-
<u>TOTAL</u>	52,98%	11,05%	28,86%	13,07%	28,86%	13,07%

Arrêté royal du 29 novembre 2019 en exécution de l'article 16, alinéa 1^{er}, 1), de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives, M.B. 6 décembre 2019.

Arrêté royal du 16 février 2022 pris pour l'année 2023 en exécution de l'article 16, alinéa 1^{er}, 1), de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives, M.B. 2 mars 2022.

Arrêté royal du 17 février 2022 pris pour l'année 2024 en exécution de l'article 16, alinéa 1^{er}, 1), de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives, M.B. 6 mars 2022.

⁵ ACS : Agent contractuel subventionné

Accidents du travail	Contrat (estimation 1,7 %)		Contrat (estimation 1,7 %)		Contrat (estimation 1,7 %)	
Service social commun	0,15%		0,15%		0,15%	

Le solde de la cotisation employeur de base des statutaires (9,10%) est la différence entre la cotisation employeur de base pour une administration locale (23,07%) d'une part, et la somme des cotisations employeur pour les maladies professionnelles du secteur privé (1%), les accidents du travail du secteur privé (0,30%), les indemnités AMI (2,35%), le chômage (1,46%) et les pensions (8,86%), d'autre part.

Le solde de la cotisation employeur de base du contractuel ou d'un contractuel subventionné (21,77%) est la différence entre la cotisation employeur de base pour une administration locale (23,07%) d'une part, et la somme des cotisations employeur pour les maladies professionnelles du secteur privé (1%) et les accidents du travail du secteur privé (0,30%), d'autre part.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les agents contractuels subventionnés sont totalement redevables des cotisations de sécurité sociale mais peuvent bénéficier d'une réduction groupe cible. Dans la DmfAPPL, les contractuels subventionnés doivent être indiqués avec les codes travailleurs 024 et 484. Afin de pouvoir bénéficier de la réduction de la cotisation patronale de sécurité sociale égale à 23,18%, il convient d'indiquer le code de réduction «4001» dans le bloc «Déduction occupation» (90109). Le taux de la cotisation patronale dû à l'ONSS pour un contractuel subventionné correspond, en raison de ladite réduction, à 5,68% (=28,86% - 23,18%).

Il convient également de souligner que le code de réduction «4001» ne peut être utilisé que pour les contractuels subventionnés travaillant dans la Région de Bruxelles-Capitale. Les zones de police de la Région flamande, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone ne sont plus autorisées à utiliser le code de réduction « 4001 ».

1.3.2. Cotisation de responsabilisation

La loi précitée du 24 octobre 2011 prévoit l'introduction d'une cotisation de responsabilisation à charge des administrations locales dont les charges de pensions individuelles solidarisées sont supérieures aux recettes des cotisations pension de base versées.

Cette cotisation éventuelle prendra la forme d'un pourcentage déterminé (= coefficient de responsabilisation) de la différence entre d'une part, les charges de pension individuelles - supportées par le Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales - et, d'autre part, les cotisations de base versées par l'administration pour la même année en vue du financement dudit fonds. Ce coefficient de responsabilisation (pour l'année N) est fixé annuellement par le SFP au cours du troisième trimestre de l'année civile suivante (année N+1).

Des avances sur la cotisation de responsabilisation doivent être payées sous la forme de mensualités. Plus particulièrement, les administrations qui étaient redevables d'une cotisation de responsabilisation pour 2022 sont tenues de payer, en 2024, des mensualités qui portent sur la cotisation de responsabilisation pour l'année 2024.

En d'autres termes, les zones de police qui étaient redevables d'une cotisation de responsabilisation pour 2022 doivent payer à l'ONSS, en 2024, la cotisation de responsabilisation pour l'année 2024 au moyen de versements mensuels. En

outre, elles recevront fin septembre 2024 la notification de l'ONSS indiquant le montant définitif de la cotisation de responsabilisation due pour 2023 et, le cas échéant, le solde restant dû.

Il appartient en conséquence aux zones de police de prévoir dans le budget N (exercice antérieur), sous l'article budgétaire 330/113-48/2020, les crédits nécessaires pour le paiement de la cotisation de responsabilisation.

Je vous invite à inscrire dans votre budget 2024 les montants repris dans les simulations qui vous ont été envoyées par le SFP.

Les informations générales relatives aux cotisations de pension, de sécurité sociale et de responsabilisation se retrouvent également dans les instructions administratives de l'ONSS mises à jour trimestriellement et publiées sur le site Internet de la Sécurité sociale : www.socialsecurity.be.

.1.3.3. Allocations du comptable spécial et du secrétaire de la zone de police

Nous rappelons à ce sujet que les allocations du comptable spécial et du secrétaire de la zone de police sont uniquement soumises aux cotisations de la sécurité sociale et non à la cotisation de retraite.

1.4 REGIME DE FIN DE CARRIERE ET NON-ACTIVITE PREALABLE A LA PENSION (NAPAP) POUR LES MEMBRES DU PERSONNEL DU CADRE OPERATIONNEL

1.4.1. Subside fédéral

Afin de permettre de faire face aux surcoûts dus à l'allongement de la carrière des membres du personnel du cadre opérationnel, le Conseil des Ministres du 11 octobre 2015 a décidé de prévoir un mécanisme de financement temporaire pour les exercices budgétaires 2016-2019. Cette aide financière, sous forme de subside, a été accordée aux zones de police pour chacun des membres du personnel qui répond aux conditions de l'art. XII.XIII.1 PJPol.

Il s'agit des membres du personnel du cadre opérationnel qui bénéficiaient, avant le 10 juillet 2014, d'un âge de pension anticipée préférentiel de 54, 56 ou 58 ans et qui répondent aux conditions supplémentaires suivantes :

- a) le membre du personnel a atteint l'âge requis pour bénéficier de la NAPAP. Les agents de police, les inspecteurs, les inspecteurs principaux et les officiers, à l'exception des officiers qui avaient un âge de pension préférentiel de 58 ans, peuvent bénéficier de la NAPAP à partir de l'âge de 58 ans. Les officiers qui avaient un âge de pension préférentiel de 58 ans peuvent bénéficier de la NAPAP à partir de l'âge de 60 ans ;
- b) le membre du personnel compte, au début de la non-activité, au moins 20 années de services dans le secteur public admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes prises en compte pour la fixation du traitement ;
- c) le membre du personnel satisfait, à la fin de la non-activité d'une durée maximale de 4 ans, aux conditions pour prétendre à la pension anticipée, telles que prévues à l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Le subside est constitué, d'une part, du coût réel (pécule de vacances et allocation de fin d'année compris) des membres du personnel bénéficiant de la non-activité préalable à la pension (NAPAP) et, d'autre part, du coût réel (pécule de vacances et allocation de fin d'année compris, mais à l'exclusion des autres allocations et indemnités) des membres du personnel remplissant les conditions pour pouvoir bénéficier de la non-activité, mais qui font le choix de continuer à travailler plus longtemps.

L'arrêté royal du 22 février 2016 portant les modalités d'octroi des subsides pour soutenir le régime de fin de carrière des membres du personnel du cadre opérationnel de la police locale pour l'année 2016 prévoyait l'octroi de subsides pour l'année 2016⁶. Des arrêtés royaux similaires ont été adoptés pour les années 2017 à 2023 incluse.

Les notifications du budget 2024 du 13 octobre 2023 confirment la prolongation du financement des mesures de fin de carrière pour les membres de la police locale pour l'année 2024. Un budget de 38.300kEUR a été arrêté pour 2024.

Il est toutefois demandé aux zones de police de limiter les inscriptions aux trois premiers trimestres. Des précisions seront apportées ultérieurement quant au quatrième trimestre.

1.4.2. Article budgétaire et codes économiques

Le subside doit être inscrit à l'article budgétaire 33002 465-02 tant pour les membres du personnel qui bénéficient de la non-activité préalable à la pension que pour les membres du personnel qui remplissent les conditions pour pouvoir bénéficier de la non-activité préalable à la pension, mais qui font le choix de travailler plus longtemps.

Le traitement d'attente alloué aux membres du personnel durant la période de non-activité préalable à la pension doit être inscrit sous le code économique 111-10. Le pécule de vacances, de même que l'allocation de fin d'année sont respectivement inscrits sous les codes économiques 112-10 et 111-10/12.

Le traitement, le pécule de vacances et l'allocation de fin d'année octroyés aux membres du personnel qui remplissent les conditions pour pouvoir bénéficier de la non-activité préalable à la pension, mais qui font le choix de continuer à travailler plus longtemps, doivent être inscrits sous les codes normaux pour le traitement (111-01/00), le pécule de vacances (112-01) et l'allocation de fin d'année (111-01/12).

1.4.3. Accord sectoriel police intégrée

Suite à la décision du Conseil des ministres du 1^{er} avril 2022, la revalorisation pécuniaire mettant en œuvre l'accord sectoriel GPI sera effective à partir du 1^{er} octobre 2023 (45%). Le 1^{er} octobre 2024, une deuxième étape sera franchie dans la mise en œuvre de l'accord sectoriel (100%).

Pour 2024, ce montant s'élèvera à € 57.016.000.

Dès que les montants individuels seront connus, ils seront communiqués aux zones de police.

1.5. MODULE DE CALCUL DES FRAIS DE PERSONNEL 2024

Afin d'aider les zones de police dans l'estimation réaliste des dépenses de personnel 2024, un module de calcul "**BudgPersPZAutom_FR**" est mis à votre disposition sur le site Internet www.ssgpi.be (voir la rubrique "*Manuels*" - Téléchargement du Module budgétaire).

Par le biais du login dans "Themis", les zones peuvent - via "Traitements" - "Module budgétaire Local", créer et télécharger en permanence les fichiers nécessaires pour le module budgétaire - "éléments barémiques" et "suppléments". Depuis 2019, ces deux fichiers peuvent uniquement être obtenus par cette voie.

⁶ Arrêté royal du 25 décembre 2016 portant modification de l'arrêté royal du 22 février 2016 portant les modalités d'octroi des subsides pour soutenir le régime de fin de carrière des membres du personnel du cadre opérationnel de la police locale pour l'année 2016 et fixant les modalités d'octroi de ces subsides pour l'année 2017.

Points d'attention pour l'élaboration du budget 2024 :

- Dans le cadre de l'accord budgétaire du gouvernement fédéral, une revalorisation pécuniaire sera menée en vue de la mise en œuvre de l'accord sectoriel en 2 temps. A partir d'octobre 2024, une augmentation salariale de 55%, telle qu'initialement prévue, sera appliquée.

La façon dont fonctionne le module budgétaire signifie que seul 1 montant peut être calculé par échelon salarial et par échelle. En 2024, il y aura toutefois 2 montants par échelle (le 1^{er} pour la période de janvier à septembre et le 2^{ème} pour la période d'octobre à décembre).

C'est pourquoi il a fallu créer des échelles contenant des "montants fictifs" qui représentent, pour chaque échelon salarial, 9/12^{ème} de l'ancien montant et 3/12^{ème} du nouveau montant qui sera appliqué dès octobre 2024.

- Pour le personnel opérationnel, les augmentations salariales de l'année précédente peuvent automatiquement être reportées depuis la version 2019.

- Prévisions d'inflation 2024 : le module est adapté en fonction des prévisions du Bureau fédéral du Plan.

- 2 finalisations possibles sont disponibles :

1) finalisation de l'estimation du budget avec X (2024) et X-1 (2023) ;

2) finalisation de tous les droits budgétisés durant X 2024 (également ce qui est payé pour X-1 ou antérieurement).

Maintien du code statut (5) pour les membres du personnel NAPAP avec des codes économiques spécifiques sur les feuilles Tutelle (la répartition économique est disponible dans la feuille "Total général" après activation de la procédure "Mise à jour feuilles Tutelle". La répartition n'est pas spécifiquement présente dans les feuilles sous-jacentes Total ou Code total), le pourcentage droit DOIT toujours être écrasé.

- L'indemnité de télétravail n'a pas encore été reprise dans les estimations qui sont calculées par le module budgétaire.

Les explications liées à l'exécution de ces nouvelles fonctionnalités sont disponibles sur le site du SSGPI (Rubrique : Manuels > Nouveautés Module). La présentation PowerPoint disponible dans la même rubrique sur le site web est utilisable comme manuel abrégé.

Un éventuel soutien supplémentaire peut être demandé en s'adressant au Contact Center du SSGPI au numéro 02/554.43.16.

1.6. SOUS-FONCTIONS EVENTUELLES CONCERNANT LES DEPENSES DE PERSONNEL

Conformément au module de calcul mis à disposition, les sous-fonctions 33001 jusqu'à 33069 sont réservées pour la budgétisation des dépenses de personnel du cadre opérationnel. La marge permet d'effectuer une subdivision complémentaire en fonction des besoins de la zone de police. Les sous-fonctions 33070 jusque 33097 sont, quant à elles, réservées au personnel administratif et logistique (CALog).

Les dépenses de personnel relatives aux agents contractuels subventionnés (ACS) transférés vers les zones de police doivent être budgétisées dans le budget de police, tout comme la prime qui y est liée. La prime des autorités supérieures pour les ACS doit être budgétisée sous l'article 330/465-05.

La sous-fonction 33098 est réservée à la budgétisation de l'allocation au secrétaire de la zone de police. Cette allocation (facultative) est fixée, conformément à l'article 32bis LPI, par le conseil communal - et dans les zones pluricomunales par le conseil de police - en tenant compte des conditions de l'arrêté royal du 29 novembre 2001 fixant l'allocation du comptable spécial de la zone de police (M.B., 12 décembre 2001). Elle est uniquement soumise à la cotisation de sécurité sociale et donc pas à la cotisation de retraite.

La sous-fonction 33099 est réservée à la budgétisation de l'allocation au comptable spécial. Il s'agit du cas où la fonction de comptable spécial est remplie par un receveur communal, un receveur du Centre public d'aide sociale (CPAS), un membre du personnel de la commune, du CPAS ou d'une zone de police conformément à l'article 30 LPI. Si cette fonction est exercée par un receveur régional, veuillez vous référer au point III.3 de la présente circulaire.

La sous-fonction 33000 (réservée aux conseillers) ne peut pas être utilisée.

2. DEPENSES ORDINAIRES - FRAIS DE FONCTIONNEMENT (71)

2.1. INDEMNITES

En ce qui concerne l'indemnité pour le téléphone, l'entretien de l'uniforme, les frais de repas et de séjour, les déplacements de service, un code économique de la série "121-xx" est utilisé. Par analogie avec les dépenses de personnel, un suffixe sera également ajouté aux composantes salariales qui doivent être reliées à ces codes économiques.

Le calcul détaillé des montants budgétés inscrits sous les codes économiques 121-XX est également repris, selon le type d'indemnité, dans le tableau du personnel de la zone de police. Le module de calcul pour les frais de personnel, mentionné au point III.1.4 de la présente circulaire, peut servir de base.

2.2. ACHATS D'EQUIPEMENT INDIVIDUEL DE BASE ET DE FONCTION

Les achats doivent être budgétés sous le code économique 124-05 "Achat d'équipement individuel de base et de fonction". On fera de préférence une distinction entre l'équipement de base et l'équipement de fonction.

Lors de l'élaboration du budget 'exercice N', il faut tenir compte, conformément à la circulaire GPI 31⁷, du passage - en cas de mobilité - de membres du personnel d'une zone de la police locale à une autre, de la police fédérale à la police locale et de la police locale à la police fédérale. Dans ce cas, le lieu de destination est chargé du financement de l'équipement de fonction.

2.3. LOCATION DES BATIMENTS FEDERAUX

L'arrêté royal du 9 novembre 2003 (M.B., 29 décembre 2003) organisant les conditions et modalités du transfert de propriété des bâtiments administratifs et logistiques de l'Etat aux communes ou aux zones de police pluricommunales, prévoit les modalités relatives à la location éventuelle des bâtiments fédéraux.

Ces bâtiments fédéraux sont mis, pour une durée déterminée, à la disposition des zones de police - qui ont renoncé au transfert de ceux-ci - en contrepartie du paiement d'un loyer conforme au prix du marché. Ce loyer est indexé annuellement selon la formule mentionnée sur les avenants du contrat de location et doit être budgété sous le code économique 126-01.

Les loyers dont les communes et les zones pluricommunales sont redevables pour l'usage temporaire des bâtiments auxquels elles ont renoncé, doivent être versés le premier jour de chaque mois sur le compte : **BE25 6792 0041 0282**, Mécanisme de correction - Rue du Commerce 96, 1040 Bruxelles. Veuillez mentionner la communication suivante : **numéro de la zone - emplacement du bâtiment - "LOYER" - mois - année.**

⁷ Dans la circulaire GPI 31 du 20 décembre 2002 relative au transfert de l'équipement de fonction dans le cadre de la mobilité, les notions "d'équipement de base" et "d'équipement de fonction" sont clairement définies (M.B. 21 janvier 2003).

3. DEPENSES ORDINAIRES - TRANSFERTS (72)

Si la fonction de comptable spécial est assurée par un receveur régional, la contribution pour son traitement et pour ses dépenses de fonctionnement doit être prévue sous le code économique 415-01.

Lors de la budgétisation de la contribution en question, il y a lieu de tenir compte de l'évaluation des tâches du receveur régional dans une zone de police :

- la zone de police est prise en compte pour 1/10 point par habitant ;
- avec toutefois un minimum de 3.000 points et un maximum de 13.000 points.

Outre la contribution aux frais de personnel, il est possible d'imputer également une contribution pour les frais de transport et de bureau du receveur régional. D'autres dotations budgétisées doivent être motivées.

4. DEPENSES ORDINAIRES - DETTE (7X)

4.1. DEPENSES D'INTERET ET D'AMORTISSEMENT

Les dépenses d'intérêt et d'amortissement concernant aussi bien les prêts réalisés que ceux qui restent à souscrire, sont globalement prévues sous la fonction 330.

Les intérêts et amortissements 'exercice N' relatifs aux prêts transférés doivent être budgétisés de manière réaliste sur la base des listes qui sont fournies par les institutions financières concernées. Ces listes sont jointes en annexe au budget de police.

Les taux d'intérêt des nouveaux prêts à souscrire sont estimés de manière réaliste en fonction des conditions du marché en vigueur. Pour les nouveaux prêts, une charge d'intérêt de six mois est prévue dans le budget 'exercice N'. Un amortissement de capitaux peut être envisagé en fonction du type de financement qui est prévu, visant toujours le financement le plus avantageux.

Il est recommandé de négocier conjointement les conditions de prêt par des accords de coopération (avec une (des) commune(s), avec d'autres zones de police..) en vue d'obtenir de meilleures conditions. Le tableau concernant l'évolution de la dette de la zone de police, complété par les nouveaux prêts à souscrire, doit également être joint.

Si la zone de police a obtenu un taux d'intérêt négatif pour un emprunt, celui-ci doit être considéré comme un apport en capital et doit être enregistré sous le code économique 330/264-03.

4.2. MECANISME DE CORRECTION CONCERNANT LE TRANSFERT DES BATIMENTS FEDERAUX AUX ZONES DE POLICE

Les zones doivent estimer le montant pour 2024 en se basant sur le montant du mécanisme de correction les concernant qui est mentionné à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 (modifiée par l'arrêté royal du 18 novembre 2008). Ce montant est multiplié par l'indice santé du mois de janvier 2024 tel qu'il ressort des prévisions du Bureau fédéral du plan (www.plan.be) (v. également le point III.1.2.1.), divisé par l'indice santé du mois de janvier 2006 (102,82 points).

Pour de plus amples informations concernant le mécanisme de correction relatif au transfert des bâtiments, je vous renvoie à la circulaire budgétaire PLP 48 à destination des zones de police.

5. DEPENSES ORDINAIRES - PRELEVEMENTS (78)

L'article 8 du RGCP précise notamment que, lorsque les moyens budgétaires du service ordinaire sont suffisants, le conseil peut inscrire au budget ordinaire de police des crédits en vue d'affecter ces disponibilités à la couverture de dépenses extraordinaires.

Un prélèvement des excédents du service ordinaire vers le service extraordinaire est d'usage pour le financement des dépenses extraordinaires de faible valeur. Un autre financement possible des dépenses extraordinaires de faible valeur consiste bien entendu en une intervention directe de la (des) commune(s) dans le service extraordinaire du budget de police par le biais d'une subvention communale extraordinaire.

Les prélèvements du service ordinaire au service extraordinaire éventuellement prévus doivent être comptabilisés avant la fin de l'exercice, en fonction des dépenses réellement engagées pour le service extraordinaire pour lesquelles un financement par le biais de prélèvements a été prévu conformément au budget de police. En ce qui concerne les prélèvements du service ordinaire vers le service extraordinaire, un transfert éventuel de crédits de dépenses vers un exercice suivant n'est en effet pas possible.

Si la zone de police souhaite affecter des excédents du service ordinaire, en préfinancement des dépenses extraordinaires, notamment dans l'attente du prêt demandé, (1) les crédits nécessaires relatifs au prélèvement du service ordinaire vers le service extraordinaire et concernant la réalimentation pour le service extraordinaire vers le service ordinaire doivent être inscrits au budget et (2) les enregistrements nécessaires conformément au RGCP doivent être réalisés dans la comptabilité policière au moment de l'affectation des excédents du service ordinaire.

6. RECETTES ORDINAIRES - PRESTATIONS (60)

L'article 90 LPI prévoit que le conseil peut arrêter un règlement relatif à la perception d'une rétribution pour des missions de police administrative de la police locale et que le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions de cette perception et ses modalités.

Dans l'attente de la publication de cet arrêté royal, l'article 90 LPI reprend donc les dispositions de l'article 223bis de la NLC, tel qu'abrogé par la LPI (inséré par la loi du 15 juillet 1992). Les décisions du conseil communal qui ont été prises antérieurement au 1^{er} janvier 2002 sur la base de l'article 223bis NLC peuvent continuer à être mises en œuvre dans les zones de police monocommunes.

Les recettes provenant de missions ainsi prestées par la zone de police au profit des "entreprises et familles", doivent être inscrites sous le code économique 161-01. En cas de recettes éventuelles provenant de services rendus au profit de "secteurs publics", le code économique 162-01 est indiqué.

Une location, par la zone de police, d'un bien immobilier qui n'est pas utilisé par la zone de police (par exemple un bâtiment fédéral ou communal transféré à la zone de police) doit être consignée dans la comptabilité policière sous le code économique 163-01 en cas de location à des "entreprises ou familles" ou sous le code économique 164-01 en cas de location au "secteur public". En cas de location, je vous invite à stipuler dans le contrat un loyer conforme au prix du marché imputant au moins les charges comptables pour la zone de police.

Conformément à l'article 33 LPI, rendant l'article 232 NLC applicable à la zone de police, le conseil fixe les conditions du bail.

7. RECETTES ORDINAIRES – TRANSFERTS (61)

Comme précédemment évoqué, le RGCP a été adapté pour tenir compte de l'instauration des suffixes se rapportant aux composantes salariales, elles-mêmes reliées aux codes économiques relatifs aux dépenses en personnel, au remboursement des frais et des indemnités de service ou aux honoraires et indemnités du personnel non policier. Pour assurer une comptabilité uniforme et transparente, les articles budgétaires des dotations fédérales et communales ainsi que leur libellé ont également été fixés de manière univoque dans le RGCP (annexe 2).

7.1. DOTATION FEDERALE AUX ZONES DE POLICE - EXERCICES ANTERIEURS (66) – INDEXATION DE LA DOTATION FEDERALE DE BASE 2023 - 330/465-48/2023

Bien que l'indexation de la dotation fédérale de base pour l'année 2023 ne pourra être définie avec certitude que lorsque la valeur de l'indice santé de décembre 2023 aura été arrêtée de manière définitive (soit début janvier 2024), j'ai néanmoins chargé mes services d'effectuer une étude prévisionnelle de l'indexation complémentaire de la dotation de base 2023, dont les résultats font apparaître que celle-ci sera négative pour l'année 2023.

Je vous invite dès lors à n'inscrire aucun chiffre à ce sujet dans le budget pour l'année 2024.

7.2. DOTATIONS ET SUBVENTIONS FEDERALES - EXERCICE 2024 PROPRE AUX ZONES DE POLICE (61)

7.2.1. Dotation fédérale de base pour l'année 2024 - 330/465-48

Pour rappel, la dotation fédérale de base s'articule autour de trois composantes, à savoir 1) la dotation fédérale de base sensu stricto qui correspond à l'application de la norme KUL propre à chaque zone de police et à l'atténuation de l'effet de cette application par le mécanisme de solidarité (suprazonal et intrazonal), 2) la restauration progressive de la solidarité aux zones de police qui présentaient un solde positif en application du financement forfaitaire reposant sur la norme KUL et 3) le financement de l'allocation «Région de Bruxelles-Capitale».

Il convient de préciser que la restauration structurelle des 0,25/12èmes attribuée annuellement aux zones de police qui présentaient un solde positif en application du financement forfaitaire basé sur la norme KUL, n'a pas été retenue.

La dotation fédérale de base 2024 est budgétisée sous l'article 330/465-48 "dotation fédérale de base", d'après les montants joints à l'annexe 6. Le montant repris est celui sans l'augmentation de 0.25/12ème pour la 2ème composante.

Je vous rappelle que ce montant est un montant prévisionnel, basé sur une estimation de l'évolution de l'indice santé pour 2023 et 2024. Les montants prévisionnels seront corrigés une fois que l'indice santé de 2024 sera fixé.

Par le passé, il est déjà arrivé qu'en raison d'une conjoncture économique peu favorable, l'indexation prévisionnelle de l'indice santé délivrée par le Bureau du Plan et utilisée pour le calcul de la dotation fédérale de base, soit surévaluée au regard de l'évolution réelle de l'indice santé. Cette surévaluation de l'inflation a engendré à plusieurs reprises l'attribution aux zones de police d'une dotation fédérale de base qui excédait celle que la progression réelle de l'indice santé justifiait.

C'est ainsi que le montant du 'trop perçu par les zones de police' au titre de dotation fédérale de base (N) a systématiquement été porté en déduction de la dotation fédérale de base de l'année suivante (N+1) par l'adoption au budget de l'Etat d'une disposition particulière autorisant le mécanisme de compensation.

Aux fins de mettre un terme au mécanisme de compensation, la circulaire PLP 54 a prévu que le montant alloué mensuellement aux zones de police au titre d'avance sur la dotation fédérale de base soit diminué de 3%, et ce pour permettre la création d'une réserve financière suffisante destinée à supporter l'éventuelle surévaluation.

La création de cette réserve sera reconduite annuellement afin d'éviter, à l'avenir, la correction de l'indexation de la dotation fédérale de base par compensation sur la dotation fédérale de base N+1.

Ainsi, depuis 2017, le montant des avances mensuelles de la dotation fédérale de base est versé aux zones de police à concurrence de 98% du montant de la dotation fédérale de base N-1, tels que publiés par arrêté royal.

Egalement pour l'année 2024, le montant des avances sera toutefois versé aux zones de police à concurrence de 98% des montants de la dotation de base 2023.

7.2.2. Dotation fédérale complémentaire 2024 - 33004/465-48

La dotation fédérale complémentaire 2024 est budgétisée sous l'article 33004/465-48 "dotation fédérale complémentaire" d'après les montants joints à l'annexe 6.

7.2.3. Subvention sociale fédérale I 2024 - 330/465-02

La méthode de calcul de cette subvention est identique à celle définie par l'arrêté royal du 6 janvier 2003 portant l'octroi à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une subvention sociale fédérale pour l'année 2003 (M.B., 21 janvier 2003). Il convient toutefois d'observer ici qu'outre l'indexation de cette subvention, son montant a également été adapté en fonction du taux de cotisation patronale pour les pensions d'application en 2024 (cfr. III. 1.3.1. de la présente circulaire).

La subvention sociale fédérale I 2024 est budgétisée sous l'article 330/465-02 "Subvention sociale fédérale I", d'après les montants joints à l'annexe 6.

7.2.4. Subvention sociale fédérale II - 2024 - 33001/465-02

Base légale⁸ :

Par subvention sociale fédérale II, il faut entendre l'aide financière fédérale concernant le surcoût relatif aux cotisations patronales de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel des zones de police, redevables en application de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, appelé ci-après "PJPol".

Estimation :

L'estimation de la subvention sociale fédérale II doit être égale aux cotisations patronales de sécurité sociale estimées dans les dépenses du budget 'exercice N' sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel des zones de police, redevables en application du PJPol moins le plafond annuel tel que calculé et communiqué à la zone de police par l'ONSS, indexation 'exercice N'.

Il y a lieu d'entendre par plafond annuel, le montant annuel redevable par la ou les communes de la zone de police en matière de cotisations patronales de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel de police des communes sur la base des déclarations pour l'année 2000, introduites par la ou les communes de la zone de police avant le 1^{er} avril 2002. Le plafond annuel indexé reste donc redevable par la zone de police.

Le module de calcul en matière de coût du personnel génère automatiquement une **estimation** en matière de subvention sociale fédérale II sur la base des dépenses de personnel estimées. Il faut encore à cet effet introduire, via la feuille Tab "Para"(mètres), le plafond annuel pour l'année 2000 dans la cellule B6. Le module de calcul prévoit une indexation automatique.

⁸ La loi du 6 mai 2002 portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale précise à l'article 15 ce qui suit : "En matière de cotisations de sécurité sociale afférentes aux allocations, primes et indemnités des membres du personnel, la charge supportée par les communes et les zones de police pluricommunales est limitée aux cotisations de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités qui étaient supportées pour l'année 2000 par les communes pour le personnel de la police". En exécution des articles 15 et 16 de la loi précitée, l'Arrêté royal du 14 mai 2002 fixant le surcoût relatif à la partie des cotisations de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel des zones de police a été adopté.

Modalités pratiques :

L'ONSS calcule chaque trimestre la subvention sociale fédérale II pour ce trimestre, sur la base de la déclaration introduite trimestriellement par le SSGPI.

Cette subvention pour un trimestre déterminé est égale aux cotisations patronales de sécurité sociale redevables pour le trimestre en question sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel de la zone de police, redevables en application du PJPol moins le plafond trimestriel indexé.

Chaque trimestre, l'ONSS déduit la subvention sociale fédérale II calculée pour ce trimestre du montant total dont la zone de police est redevable en matière de cotisations de sécurité sociale. Compte tenu du principe de l'exhaustivité (ou universalité) du budget, disposant que toutes les recettes et dépenses doivent être reprises dans le budget, la zone de police comptabilise la subvention sociale fédérale II lors de la réception de la facture trimestrielle de l'ONSS, en tant que recette sous l'article budgétaire 33001/465-02 "Subvention sociale fédérale II" (cf. point III.7.2.3 de la présente circulaire) et en tant que dépense sur le Compte général 45400 "Cotisations à l'ONSS".

La subvention sociale fédérale II est payée directement par l'autorité fédérale à la Sécurité sociale.

Les pourcentages relatifs aux cotisations patronales de sécurité sociale (cotisation pension exclue) tels que mentionnées dans le tableau au point III.1.3.1 de la présente circulaire, sont de 15,48 % pour les statutaires, 28,86 % pour les contractuels et 28,86 % pour les ACS.

Nous attirons une fois de plus votre attention sur ce qui suit :

- les éventuels jetons de présence des conseillers, l'indemnité du comptable spécial et l'indemnité éventuelle du secrétaire de la zone de police ne sont pas versés aux bénéficiaires en application du PJPol. Ils ne tombent par conséquent PAS sous l'application de la subvention sociale fédérale II ;
- par membres du personnel de la zone de police, il faut entendre tous les membres du personnel opérationnels et CALog de la zone de police sans distinction quant à leur provenance (ex-communal, ex-fédéral ou nouveaux engagements).

L'estimation budgétaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues sur les allocations, primes et indemnités en application du PJPol, moins le plafond annuel communiqué par l'ONSS (indexé conformément à l'art. 4 de l'arrêté royal du 14 mai 2002 fixant le surcoût relatif à la partie des cotisations de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel des zones de police), constitue l'estimation budgétaire pour la subvention sociale fédérale II.

7.2.5. Dotation fédérale équipement maintien de l'ordre public - 33003/465-48

La dotation fédérale équipement maintien de l'ordre public 2024 est budgétisée sous l'article 33003/465-48 "dotation fédérale équipement maintien de l'ordre public", d'après les montants joints à l'annexe 6.

Conformément à la directive ministérielle MFO-2 du 23 novembre 2017 relative au mécanisme de solidarité entre les zones de police en matière de renforts pour les missions de police administrative, cette dotation est uniquement attribuée depuis 2019 aux zones de police de la catégorie Hycap B et aux zones de police de la catégorie Hycap A qui choisissent d'être réparties dans la catégorie Hycap B par le biais d'une association ou d'un accord de collaboration structurel.

7.2.6. Subvention fédérale en matière de baux de location fédéraux transférés à certaines zones de police (rémunération locative) – 33001/465-01

La rémunération locative attribuée aux zones de police en contrepartie des baux de location que la Régie avait conclus pour les bâtiments ou parties de bâtiments hébergeant des fonctionnaires fédéraux qui ont été transférés vers les zones de police, doit être budgétisée sous le code économique 465-01.

Vous trouverez le montant de cette rémunération locative à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 (modifiée par l'arrêté royal du 18 novembre 2008). Son montant doit être actualisé suivant les mêmes modalités que celles prévalant pour le mécanisme de correction et rappelées par la présente circulaire en son point III.4.2. La subvention dont question est versée en même temps que le mécanisme de correction.

7.2.7. Subvention fédérale complémentaire "sécurité routière" - 33005/465-48

Les allocations fédérales destinées à la répartition d'une partie des recettes fédérales en matière de sécurité routière doivent être inscrites au budget sous le numéro d'article 33005/465-48 : "Subvention fédérale sécurité routière". Cela s'applique tant à la première tranche qu'à la deuxième tranche qui sera payée aux zones de police au cours de l'exercice budgétaire 2024.

Le montant de la première tranche inscrit au budget ne peut pas être supérieur au montant de 2023. Dès que les chiffres officiels seront connus pour l'année 2024, le montant inscrit antérieurement devra être adapté par le biais d'une modification budgétaire.

Les montants de la deuxième tranche qui sont payés durant l'exercice budgétaire 2024 et correspondent aux recettes supplémentaires de l'année 2019 (comme prévu à l'art. 6, 2° de la loi du 6 décembre 2005 relative à la répartition d'une partie des recettes fédérales en matière de sécurité routière) sont repris à l'annexe 6 sous réserve.

7.2.8. Dotation fédérale aux zones de police locale, destinée à stimuler certaines initiatives - 33007/465-58

Cette dotation est inscrite à l'article 33007/465-48.

Les montants de cette dotation ne sont pas encore connus. Il convient donc de n'inscrire encore aucun montant au budget 2024.

7.2.9. Dotation fédérale liée à la mise en œuvre de la loi "Salduz" - 33008/465-48

Cette dotation doit être inscrite sous l'article 33008/465-48 "Dotation fédérale Salduz" (v. annexe 3-1/1.1). Cette dotation a été insérée dans le budget de 2024 pour un montant total de 2.074.099,84 EUR. Ce montant total sera réparti proportionnellement entre les zones de police du Royaume en fonction du nombre d'interventions Salduz de catégorie III et IV.

Dès que les montants individuels seront connus, ils seront communiqués aux zones de police qui pourront les inscrire par le biais d'une modification budgétaire.

7.2.10. Dotation fédérale dans le cadre de l'accord sectoriel 2018- 33009/465-48

La dotation doit être inscrite sous l'article 33009/465-48 "dotation fédérale accord sectoriel 2018".

Le crédit global de cette dotation pour l'année 2024 s'élève à 4.500.000,00 EUR.

Dès que les montants individuels seront connus, ils seront communiqués aux zones de police.

7.2.11. Dotation fédérale dans le cadre de l'accord sectoriel 2022- 33010/465-48

La dotation doit être inscrite sous l'article 33010/465-48 "dotation fédérale accord sectoriel 2022".

Le crédit global de cette dotation pour l'année 2024 s'élève à 57.016.000,00 EUR.

Dès que les montants individuels seront connus, ils seront communiqués aux zones de police.

7.3. LA (LES) DOTATION(S) COMMUNALE(S) (61)

Conformément à l'article 208 LPI, modifiant l'article 255 NLC, le conseil communal est obligé d'inscrire au budget communal les frais mis à charge de la commune par ou en vertu de la LPI, en ce compris la dotation de la commune à la zone de police pluricommunale. La dotation communale estimée - service ordinaire - est budgétisée sous l'article 330/485-48 dans le budget de la zone de police. Dans les zones pluricommunales, il est prévu pour chaque commune de la zone un article budgétaire distinct 330xx/485-48. Le RGCP a été adapté dans le même sens.

Conformément à l'article 40, alinéa 5 LPI, la contribution effectuée par les communes d'une zone pluricommunale doit être payée au moins par douzième.

La contribution respective des communes d'une zone pluricommunale à la dotation communale globale est définie de manière concertée et de commun accord entre elles. Ce n'est que dans un second temps et à défaut de pareil consensus qu'il y a lieu de recourir à la clé de répartition définie par l'arrêté royal du 7 avril 2005 fixant les modalités en matière de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone pluricommunale.

A compter de l'exercice budgétaire 2024, le pourcentage de contribution des communes au budget de la zone pluricommunale est défini, à défaut d'accord entre elles et sous réserve de l'article 4, par les facteurs suivants :

- la norme policière fixée conformément à l'annexe 2 de l'AR du 7 avril 2005,
- le revenu imposable net total au sein de la commune,
- le revenu cadastral imposable au sein de la commune.

Pour déterminer les revenus visés aux alinéas 2 et 3, les communes de la zone pluricommunale prennent en compte les dernières données publiées par l'Office belge de statistique, Statbel.

Les éléments précités sont pondérés de la manière suivante : 6, 2, 2.

J'invite les responsables locaux à se concerter au maximum, et dans une bonne entente, au sujet du budget de la police et de(s) (la) dotation(s) communale(s) qui en découle(nt). Pour éviter tout contentieux, la contribution communale doit être approuvée par le conseil communal préalablement au vote du budget de la zone de police.

Il va de soi qu'une concordance est indispensable entre la dotation communale telle que reprise respectivement dans le budget de police, la décision du conseil communal en exécution de l'article 40 LPI et le budget communal. J'invite les gouverneurs à veiller à l'effectivité d'une telle concordance. Les décisions du conseil communal relatives à la contribution de la commune à la zone de police doivent dès lors être annexées au budget et transmises ainsi au Gouverneur (cf. annexe 1 de la circulaire).

8. RECETTES ORDINAIRES - DETTE (62)

Elles comprennent notamment les intérêts bruts sur les comptes financiers et sur les éventuels comptes à terme de la zone de police. Le précompte mobilier est comptabilisé sous le groupe économique 71 - dépenses ordinaires - frais de fonctionnement.

IV. DIRECTIVES RELATIVES AU SERVICE EXTRAORDINAIRE

Une dotation communale éventuelle - service extraordinaire - est budgétisée dans le budget de police sous l'article 330/685-51. Dans les zones pluricommunales, il est recommandé de prévoir, pour chacune des communes, un article budgétaire distinct 330xx/685-51.

En ce qui concerne la vente éventuelle, par les corps de police locale, des bâtiments des brigades territoriales de la police fédérale qui ont été transférés de plein droit au corps de police locale, il faut souligner que le produit de ces ventes doit être utilisé pour financer les investissements du corps de police locale.

V. CONCLUSION

Si, lors de la publication de la présente circulaire, le budget de police 'exercice N' a déjà été approuvé par le conseil, la zone de police doit, au plus tôt, faire concorder le budget 'exercice N' avec la présente circulaire par le biais d'une modification budgétaire et ce, conformément à l'article 14 du RGCP.

Il en va de même pour les dotations fédérales lorsque celles-ci seront publiées au Moniteur belge.

La présente circulaire ainsi que des informations supplémentaires actuelles peuvent être consultées sur la page web suivante : : www.besafe.be.

Mon administration se tient à votre disposition pour de plus amples informations concernant la présente circulaire.

Direction Gestion policière (DG SP)

✉ vpsgpb@ibz.be

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, de bien vouloir mentionner au Mémorial administratif la date à laquelle cette circulaire a été publiée au Moniteur belge.

Annelies VERLINDEN
Ministre de l'Intérieur, des Réformes Institutionnelles et du
Renouveau démocratique

VI. ANNEXES

1. PIECES JUSTIFICATIVES

1.1. LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES A ANNEXER AU BUDGET

1. Délibérations in extenso du conseil communal ou de police comprenant le récapitulatif des totaux des groupes économiques et les délibérations du conseil de la ou des communes faisant partie de la zone de police concernant la dotation communale à la zone de police ;
2. Rapport comprenant une synthèse du budget, la politique générale et financière de la zone de police (notamment en ce qui concerne le plan d'embauche) ainsi qu'un aperçu des données qui peuvent avoir une influence sur l'organisation et le fonctionnement de la zone de police ;
3. Avis circonstancié de la commission budgétaire (article 11 du RGCP) ;
4. Avis d'affichage ;
5. Tableaux du personnel qui mentionnent au minimum l'échelle des traitements, l'ancienneté pécuniaire, les montants des indemnités et allocations fixes, le calcul des prestations irrégulières et/ou le module de calcul des frais de personnel mis à la disposition des zones de police par l'autorité fédérale ;
6. Tableaux bancaires des prêts et de l'évolution de la dette ainsi que le mode de calcul des intérêts pour les nouveaux emprunts ;
7. Tableau de financement du service extraordinaire (voies et moyens) ;
8. Tableau des mouvements des provisions et fonds de réserves ;
9. Projection de l'évolution des crédits sur 3 ans (plan pluriannuel) ;
10. Liste des subsides accordés par la zone de police à des tiers ;
11. Version électronique comprenant la page de données générales relatives à la zone de police et notamment l'effectif minimal et réel. Cette annexe peut être téléchargée depuis le site de la Direction générale Sécurité et Prévention : www.besafe ;
12. Aperçu comprenant les crédits budgétaires par article budgétaire avec le calcul de la subvention sociale II et le contrôle des cotisations patronales (annexe 4 : Tutelle 1).
Nous rappelons que la feuille "Tutelle 1" permet aussi bien aux zones de police qu'à l'autorité de tutelle de vérifier la subvention sociale II et le calcul des cotisations patronales ;
13. Aperçu comprenant les crédits budgétaires totalisés par article budgétaire pour les opérationnels, les membres du personnel CALog, le secrétaire et le comptable spécial (annexe 5 : Tutelle 2).
La feuille "Tutelle 2" reprend, par article budgétaire, les crédits budgétaires pour les dépenses en personnel et les indemnités aussi bien du personnel opérationnel qu'administratif et logistique. Le crédit budgétaire est en outre constitué pour l'indemnisation ou la rémunération du secrétaire et des comptables spéciaux et les cotisations patronales y relatives.
Rappelons que les allocations et/ou indemnités équivalentes qui ont la même finalité que celle attribuée à un suffixe déterminé devront être comptabilisées sous ce même suffixe (ex : les heures de nuit dans l'ancien statut).
Enfin, pour les zones de police qui ne font pas usage de ce module budgétaire (Tutelle 1 et Tutelle 2), il est impératif qu'elles transmettent au gouverneur un document de contrôle équivalent qui servira de justification pour la constitution des crédits budgétaires, de la subvention sociale II et des cotisations patronales.
14. Toute pièce justificative utile, par exemple (liste non exhaustive) :
 - convention de sécurité routière et/ou tableau de l'affectation des crédits⁹ ;

⁹ Dans le budget, les articles budgétaires des dépenses liées à la convention de sécurité routière seront précisés soit par le libellé, soit par le code fonctionnel.

- document justifiant le montant repris dans le cadre de la procédure de transfert des bâtiments ;
- calcul de la subvention sociale II (notamment du plafond à déduire des cotisations sociales sur les allocations) ;
- documents émis par d'autres instances (Région, par exemple), justifiant l'inscription de recettes.

1.2. LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A ANNEXER AUX MODIFICATIONS BUDGETAIRES

1. Un rapport comprenant une synthèse de la modification budgétaire; celui-ci comporte, conformément à l'article 14 du RGCP, une justification valable pour chaque crédit et les modifications éventuelles concernant la gestion générale et financière de la zone de police ;
2. L'avis de la commission budgétaire comme visé à l'article 11 du RGCP ;
3. En cas de modification des frais de personnel, un tableau modifié comprenant toutes les données relatives au personnel qui justifient les données budgétaires ; il fait au moins mention de l'échelle des traitements, de l'ancienneté pécuniaire, des indemnités et des allocations de chaque membre du personnel (le cas échéant selon le matricule, numéro interne). Le module de calcul pour l'estimation des frais de personnel mis à disposition au niveau fédéral peut servir de base à cet égard ;
4. En cas de modification des prêts ou de la charge de prêt, un tableau modifié des prêts et de l'évolution de la dette ;
5. En cas de modification des dépenses extraordinaires ou du financement prévu, un tableau de financement adapté ;
6. En cas de modification des provisions et/ou fonds de réserves, un tableau adapté représentant les mouvements ;
7. En cas de modification des crédits budgétaires concernant les frais de personnel : un aperçu adapté des crédits budgétaires par article budgétaire avec le calcul de la subvention sociale II et le contrôle des cotisations patronales (Tutelle 1) ;
8. En cas de modification des crédits budgétaires concernant les frais de personnel : un aperçu adapté des crédits budgétaires pour les opérationnels, les membres du personnel CALog, le secrétaire et le comptable spécial (Tutelle 2) ;
9. L'avis d'affichage.

2. LIEN ENTRE LES CODES ECONOMIQUES ET LES COMPOSANTS SALARIAUX PAR LE BIAIS DES SUFFIXES

Code officiel et suffixe			Description
Agent contractuel subventionné	CALog Remplaçant contrat 4/5	Opérationnel	Descriptif des éléments de la rémunération
<u>Rémunérations fixes</u>			
111-02/00	111-01/00	111-01/00	Traitement
		111-10	Traitement d'attente (NAPAP)
-	111-01/00	111-01/00	Allocation/indemnité comptable spécial & secrétaire
-	-	111-01/01	Allocation de mandat (Chef de corps)
111-02/02	111-01/02	111-01/02	Allocation de foyer ou de résidence
111-02/04	111-01/04	111-01/04	Supplément semaine volontaire de quatre jours
112-02	112-01	112-01	Allocation de vacances + prime Copernic
		112-10	Allocation de vacances (NAPAP)
111-02/12	111-01/12	111-01/12	Allocation de fin d'année (AFA)
		111-10/12	Allocation de fin d'année (AFA-NAPAP)
<u>Allocations variables</u>			
111-09/00	111-08/00	111-08/00	Heures supplémentaires
111-09/01	111-08/01	111-08/01	Heures de weekend
111-09/20	111-08/20	111-08/20	Heures de nuit 19:00-22:00
111-09/21	111-08/21	111-08/21	Heures de nuit 22:00-06:00
111-09/03	111-08/03	111-08/03	Contactable & Rappelable - contactable
-	-	111-08/04	Service ininterrompu 24H
-	-	111-08/05	Allocation d'immigration (demi-jour et journée complète)
-	-	111-08/06	Allocation observateur aérien
111-09/07	111-08/07	111-08/07	Allocation mentor - mission enseignement
<u>Allocations fixes (payées avec le traitement)</u>			
-	-	111-01/05	Allocation de proximité
-	-	111-01/06	Allocation de motard
111-02/07	111-01/07	111-01/07	Allocation analyste criminel/stratégique
-	-	111-01/08	Instructeur
-	-	111-01/09	Allocation complémentaire et/ou compensatoire
111-02/40	111-01/40	111-01/40	Prime Bruxelles
-	-	111-01/41	Prime d'engagement - Bruxelles
111-02/50	111-01/50	111-01/50	Bilinguisme
111-02/51	111-01/51	111-01/51	Allocation connaissance autres langues
-	111-01/78	-	Allocation de maîtrise
-	111-01/79	-	Allocation de formation
-	111-01/80	-	Allocation de sélectionné
111-02/81	111-01/81	-	Allocation de tenue pour militaires
111-02/82	111-01/82	-	Prime de dirigeant

<u>Allocations ou primes uniques</u>			
111-02/14	111-01/14	-	Prime d'intégration Niveau D
111-09/90	111-08/90	-	Prime de développement des compétences
111-02/99	111-01/99	111-01/99	Autre allocation "fixe"
111-09/99	111-08/99	111-08/99	Autre allocation "variable ou liée aux prestations"
<u>Indemnités fixes</u>			
-	-	121-03	Indemnité entretien uniforme
121-48/01	121-48/01	121-48/01	Indemnité de téléphone
-	-	121-48/02	Indemnité enquête judiciaire - Mensuel
-	-	121-48/04	Indemnité pour chien policier
121-48/05	121-48/05	121-48/05	Indemnité télétravail
121-48/06	121-48/06	121-48/06	Indemnité frais de bureau
<u>Indemnités variables</u>			
115-02/10	115-01/10	115-01/10	Indemnité de déplacement lieu de travail/maison/KM
115-02/11	115-01/11	115-01/11	Indemnité de déplacement lieu de travail/maison/Abt Soc
121-01	121-01	121-01	Indemnité de déplacement (frais de voyage)
-	-	121-48/03	Indemnité enquête judiciaire - Journalier
121-48/20	121-48/20	121-48/20	Indemnités de repas : Modèle 9BIS
121-48/21	121-48/21	121-48/21	Indemnités de repas & frais de séjour : Modèle L021
		121-48/22	Indemnités de repas : Modèle LO96
115-41/02	115-41/01	115-41/02	Chèques-repas
121-48/99	121-48/99	121-48/99	Autres indemnités
113-02	113-01	113-01	Cotisations patronales ordinaires sur allocations fixes, traitement, mandat & supplément semaine volontaire de 4 jours
	113-21	113-21	Cotisations patronales pensions sur traitement, mandat, etc.
113-09	113-08	113-08	Cotisations patronales ordinaires sur les allocations liées aux prestations
117-01	117-01	117-01	Prime accidents du travail
118-01	118-01	118-01	Cotisation service social
<u>Élément nécessaire pour le calcul de la charge patronale et Subvention sociale II</u>			
111-02/12	111-01/12	111-01/12	Partie fixe de l'allocation de fin d'année (AFA) Base de la charge patronale & Subvention sociale II
<u>Autres</u>			
111-21	111-21	111-21	Traitements conseillers
111-22	111-22	111-22	Jetons de présence conseillers
112-21	112-21	112-21	Indemnité pour frais de dernière maladie et funéraires
117-02	117-02	117-02	Cotisations du service de médecine du travail



3. ARTICLES BUDGETAIRES RELATIFS AUX CONTRIBUTIONS FEDERALES ET COMMUNALES

1. Les dotations et allocations fédérales aux zones de police - Federale dotaties en toelagen aan de politiezones

1.1. Pour toutes les zones de police Voor alle politiezones		
F/E	Omschrijving	Libellé
330/465-48/20XX	Indexatie federale basisdotatie XXXX	Indexation dotation fédérale de base "exercice XXXX"
330/465-48	Federale basisdotatie	Dotation fédérale de base
33004/465-48	Bijkomende federale dotatie	Dotation fédérale complémentaire
330/465-02	Federale sociale toelage I	Subvention sociale fédérale I
33001/465-02	Federale sociale toelage II	Subvention sociale fédérale II
33003/465-48	Federale dotatie uitrusting handhaving openbare orde	Dotation fédérale équipement maintien de l'ordre public
33005/465-48	Federale toelage verkeersveiligheid	Subvention fédérale sécurité routière
33006/465-48	Enmalige bijkomende specifieke toelage	Allocation fédérale complémentaire spécifique et unique
33007/465-48	Federale dotatie ter stimulering van bepaalde initiatieven	Dotation destinée à stimuler certaines initiatives
33008/465-48	Federale dotatie "Salduz"	Dotation fédérale "Salduz"
33009/465-48	Federale dotatie sectoraal akkoord 2018	Dotation fédérale accord sectoriel 2018
33010/465-48	Federale dotatie sectoraal akkoord 2022	Dotation fédérale accord sectoriel 2022
33001/465-01	Overgedragen huurovereenkomsten	Subvention fédérale en matière de baux de location fédéraux transférés
33002/465-02	Subsidie NAVAP	Subside NAPAP
33003/465-02	Kosten sociale promotie agenten van politie naar basiskader	Coûts promotion sociale des agents de police vers le cadre de base

1.2. Pour quelques zones - Voor enkele zones		
F/E	Omschrijving	Libellé
33002/465-48	Federale toelage aan boventallige politiezones	Subvention fédérale aux zones de police excédentaires

1.3. Zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale - Politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	
F/E	Omschrijving
33020/485-48	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om uitgaven te dekken die verbonden zijn aan de financiering van inspecteurs in het kader van de versterking van de veiligheid in het openbaar vervoer
33021/485-48	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om bepaalde uitgaven te dekken die verbonden zijn aan de veiligheid voortvloeiend uit de organisatie van de Europese Toppen in Brussel en van de functie van Brussel als nationale en internationale hoofdstad (gewone dienst)
33021/685-51	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om bepaalde uitgaven te dekken die verbonden zijn aan de veiligheid voortvloeiend uit de organisatie van de Europese Toppen in Brussel en van de functie van Brussel als nationale en internationale hoofdstad (buitengewone dienst)
33022/485-48	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar aanleiding van de terroristische dreiging (gewone dienst)
33022/685-51	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar aanleiding van de terroristische dreiging (buitengewone dienst)
33023/485-48	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – andere initiatieven (gewone dienst)
33023/685-51	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – andere initiatieven (buitengewone dienst)
1.4. Transfert des bâtiments fédéraux aux zones de police - Overdracht van federale gebouwen aan de politiezones	
F/E	Omschrijving
33001/891-01	Correctiemechanisme ten gunste van de PZ
33001/261-03	Indexatie op correctiemechanisme ten gunste van de PZ
33001/911-01	Correctiemechanisme ten laste van de PZ
33001/211-01	Indexatie op correctiemechanisme ten laste van de PZ
33001/301-02	Terugbetaling van onwaardes op geïnde vastgestelde rechten van de gewone dienst

1.3. Zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale - Politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	
F/E	Libellé
33020/485-48	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale destinée à couvrir les dépenses liées au financement d'inspecteurs dans le cadre du renforcement de la sécurité dans les transports en commun
33021/485-48	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale destinée à couvrir certaines dépenses liées à la sécurité découlant de l'organisation des Sommets européens à Bruxelles et de la fonction de capitale nationale et internationale de Bruxelles (service ordinaire)
33021/685-51	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale destinée à couvrir certaines dépenses liées à la sécurité découlant de l'organisation des Sommets européens à Bruxelles et de la fonction de capitale nationale et internationale de Bruxelles (service extraordinaire)
33022/485-48	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la menace terroriste (service ordinaire)
33022/685-51	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la menace terroriste (service extraordinaire)
33023/485-48	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale – autres initiatives (service ordinaire)
33023/685-51	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale – autres initiatives (service extraordinaire)

1.4. Transfert des bâtiments fédéraux aux zones de police - Overdracht van federale gebouwen aan de politiezones	
F/E	Libellé
33001/891-01	Mécanisme de correction au bénéfice de la zone de police
33001/261-03	Indexation du mécanisme de correction au bénéfice de la zone de police
33001/911-01	Mécanisme de correction à charge de la zone de police
33001/211-01	Indexation du mécanisme de correction à charge de la zone de police
33001/301-02	Remboursement de non valeurs sur droits constatés perçus du service ordinaire

2. Relevé des dotations communales - Overzicht gemeentelijke dotaties

2.1. Service ordinaire - Gewone dienst	
F/E	Omschrijving
330/485-48	Gemeentelijke dotatie
330XX/485-48	Meergemeentezone: het wordt aanbevolen om per gemeente een afzonderlijk begrotingsartikel te voorzien
	Libellé Dotation communale (zone unicommunale) Zone pluricommunale: il est recommandé de prévoir un article budgétaire pour chaque commune.
2.2. Service extraordinaire - Buitengewone dienst	
F/E	Description
330/685-51	Gemeentelijke dotatie (eengemeentezone)
330XX/685-51	Gemeentelijke dotatie van de gemeente xxxx (meergemeentezone)
	Libellé Dotation communale (zone unicommunale) Dotation de la commune xxxx (zone pluricommunale)

3. Subvention APE (RW) / ACS (RB) - Toelage GESCO

F/E	Omschrijving	Libellé
330XX/465-05	Premie van de hogere overheden voor het gesubsidieerd personeel (GESCO)	Contribution de l'autorité supérieure pour le personnel contractuel subventionné

4. Relevé des subventions des autres pouvoirs publics - Overzicht dotaties andere overheidsinstellingen

F/E	Omschrijving	Libellé
330XX/485-05	-	Subvention personnelle pour accompagnement social (perçu par la commune et ristourné à la ZP)



4. TUTELLE 1 : LES CREDITS BUDGETAIRES PAR ARTICLE BUDGETAIRE AVEC LE CALCUL DE LA SUBVENTION SOCIALE II ET LE CONTROLE DES COTISATIONS PATRONALES

Code fonctionnel	Code économique	N° de l'article	Groupe	Zone de police : 5XXX Nom de la zone	Montant			Subvention sociale II & Contrôle du calcul des charges patronales
					2024	2023	Total	
Membres du personnel statutaires - Ops								Pct
33001	111-01/	33001/111-01	70	Rémunération du personnel opérationnel (soumis à la cotisation patronale pensions)	a)	a')		
33001	111-01/01	33001/111-01	STII	Allocation de mandat (soumis Pat Pens) - Subv soc de base II	a)	a')		
33001	111-01/02	33001/111-01	70	Allocation de foyer/résidence du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	111-01/	33001/111-01	70	Allocations fixes du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	111-01/12	33001/111-01	70	Allocation de fin d'année du personnel opérationnel (partiellement soumis)	a)	--		
33001	111-01/12	33001/111-01	X	Partie fixe AFA base patronale & base subv soc II C)	a)	--		
33001	111-08	33001/111-08	70	Allocations variables pour prestations du personnel opérationnel	a)	a')	b)	b')
33001	111-10	33001/111-10		Non-activité préalable à la pension (NAPAP)				
33001	111-10/12	33001/111-10/12		Allocation de fin d'année NAPAP				
33001	112-01	33001/112-01	70	Pécule de vacances du personnel opérationnel	a)	--		
33001	112-10	33001/112-10		Allocation de vacances NAPAP				

33001	113-01	33001/113-01	70	Cotisations patronales ordinaires à l'ONSS (traitement et allocations fixes du personnel opérationnel)	a)	a')	c)	c')
33001	113-21	33001/113-21	70	Cotisations patronales pension du personnel opérationnel	a)	a')	c)	c')
33001	113-08	33001/113-08	70	Cotisations patronales ordinaires à l'ONSS sur les allocations variables pour prestations du personnel opérationnel	a)	a')	c)	c')
33001	115-01	33001/115-01	70	Indemnité pour frais de déplacement du et vers le lieu de travail du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	117-01	33001/117-01	70	Primes pour l'assurance des accidents du travail du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	118-01	33001/118-01	70	Cotisations au service social du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	121-01	33001/121-01	71	Indemnité pour frais de déplacement et de séjour du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	121-03	33001/121-03	71	Indemnité pour entretien de la tenue du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	121-48	33001/121-48	71	Autres indemnités du personnel opérationnel	a)	a')	D)	D')
Fin personnel statutaire - Ops							E) 0,00%	E) 0,00%

			2024		2023		Total	Pct
Personnel contractuel - Ops								
33001	111-01/	33001/111-01	70	Rémunération du personnel opérationnel soumis à la cotisation patronale pensions	a)	a')		
33001	111-01/01	33001/111-01	STII	Allocation de mandat (soumis Pat Pens) Base Subv soc II	a)	a')		
33001	111-01/02	33001/111-01	70	Allocation de foyer/résidence du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	111-01/	33001/111-01	70	Allocations fixes du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	111-01/12	33001/111-01	70	Allocation de fin d'année du personnel opérationnel (partiellement soumis)	a)	--		
33001	111-01/12	33001/111-01	X	Partie fixe AFA Base patronale & base subv soc 2 C)	a)	--		
33001	111-08	33001/111-08	70	Allocations variables pour prestations du personnel opérationnel	a)	a')	b)	b')
33001	112-01	33001/112-01	70	Pécule de vacances du personnel opérationnel	a)	--		

33001	113-01	33001/113-01	70	Cotisations patronales à l'ONSS (traitement et allocations fixes) du personnel opérationnel	a)	a')	c)	c')
33001	113-08	33001/113-08	70	Cotisations patronales à l'ONSS sur les allocations variables pour prestations du personnel opérationnel	a)	a')	c)	c')
33001	115-01	33001/115-01	70	Indemnité pour frais de déplacement du et vers le lieu de travail du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	117-01	33001/117-01	70	Primes pour l'assurance des accidents du travail du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	118-01	33001/118-01	70	Cotisations au service social du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	121-01	33001/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour du personnel opérationnel et des mandataires	a)	a')		
33001	121-03	33001/121-03	71	Indemnité pour les frais de tenue du personnel opérationnel	a)	a')		
33001	121-48	33001/121-48	71	Autres indemnités du personnel opérationnel	a)	a')	F)	F)

Fin : membres du personnel contractuels - Ops

SOUS-TOTAL GROUPE I				H =D+F	H =D'+F'	I	100%	I'	100%
---------------------	--	--	--	--------	----------	---	------	----	------

Personnel statutaire du cadre administratif et logistique - CALog		2024	2023	Total	Pct
33091	111-01/	33091/111-01	70	Rémunération du cadre administratif et logistique	a')
33091	111-01/02	33091/111-01	70	Allocation de foyer ou de résidence du cadre administratif et logistique	a')
33091	111-01/	33091/111-01	70	Allocations fixes du cadre administratif et logistique	a')
33091	111-01/12	33091/111-01	70	Allocation de fin d'année du cadre administratif et logistique (partiellement soumis)	a')
33091	111-01/12	33091/111-01	X	Partie fixe AFA Base patronale & base subv soc 2 C)	--
33091	111-08	33091/111-08	70	Allocations variables pour prestations du cadre administratif et logistique	a)
		33091/111-08		Prime de développement des compétences	z)

33091	112-01	33091/112-01	70	Pécule de vacances du cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	113-01	33091/113-01	70	Cotisations patronales à l'ONSS (traitement et allocations fixes) pour le cadre administratif et logistique	a)	--	c)	c')
33091	113-21	33091/113-21	70	Cotisations patronales pensions du cadre administratif et logistique	a)	a')	c)	c')
33091	113-08	33091/113-08	70	Cotisations patronales à l'ONSS sur les allocations variables pour prestations du cadre administratif et logistique	a)	a')	c)	c')
33091	115-01	33091/115-01	70	Indemnité pour frais de déplacement du et vers le lieu de travail du cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	117-01	33091/117-01	70	Primes pour l'assurance des accidents du travail pour le cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	118-01	33091/118-01	71	Cotisations au service social pour le cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	121-01	33091/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour pour le cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	121-48	33091/121-48	71	Autres indemnités pour le cadre administratif et logistique	a)	a')	0,00	0,00
Fin : membres du personnel statutaires du cadre administratif et logistique - CALog								
							0,00%	0,00%

Membres du personnel contractuels du cadre administratif et logistique - CALog								
					2024	2023	Total	Pct
33091	111-01/	33091/111-01	70	Rémunération du cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	111-01/02	33091/111-01	70	Allocation de foyer ou de résidence du cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	111-01/	33091/111-01	70	Allocations fixes du cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	111-01/12	33091/111-01	70	Allocation de fin d'année du cadre administratif et logistique (partiellement soumis)	a)	--		
33091	111-01/12	33091/111-01	X	Partie fixe AFA Base patronale & base subv soc 2 C)	a)	--		
33091	111-08	33091/111-08	70	Allocations variables pour prestations du cadre administratif et logistique	a)	a')	b)	b')
		33091/111-08		Prime de développement des compétences	z)	--		

33091	112-01	33091/112-01	70	Pécule de vacances du cadre administratif et logistique	a)	--		
33091	113-01	33091/113-01	70	Cotisations patronales à l'ONSS (traitement et allocations fixes) pour le cadre administratif et logistique	a)	a')	c)	c')
33091	113-21	33091/113-21	70	Cotisations patronales pensions du cadre administratif et logistique	0,00	0,00	0,00	0,00
33091	113-08	33091/113-08	70	Cotisations patronales à l'ONSS sur les allocations variables pour prestations du cadre administratif et logistique	a)	a')	c)	c')
33091	115-01	33091/115-01	70	Indemnité pour frais de déplacement du et vers le lieu de travail du cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	117-01	33091/117-01	70	Primes pour l'assurance des accidents du travail pour le cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	118-01	33091/118-01	71	Cotisations au service social pour le cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	121-01	33091/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour pour le cadre administratif et logistique	a)	a')		
33091	121-48	33091/121-48	71	Autres indemnités pour le cadre administratif et logistique	a)	a')	0,00	0,00
Fin : membres du personnel contractuels du cadre administratif et logistique - CALog								
							0,00%	0,00%

				2024		2023		Total	Pct
Personnel contractuel du cadre administratif et logistique (CALog) - Contrat remplacement 4/5									
33091	111-01/	33091/111-01	70	Rémunération du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')			
33091	111-01/02	33091/111-01	70	Allocation de foyer/résidence du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')			
33091	111-01/	33091/111-01	70	Allocations fixes du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')			
33091	111-01/12	33091/111-01	70	Allocation de fin d'année du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5 (partiellement soumis)	a)	--			
33091	111-01/12	33091/111-01	X	Partie fixe AFA Base patronale & base subv soc 2 C)	a)	--			
33091	111-08	33091/111-08	70	Allocations variables pour prestations du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')	b)	b')	
33091	112-01	33091/112-01	70	Pécule de vacances du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	--			

33091	113-01	33091/113-01	70	Cotisations patronales à l'ONSS (traitement et allocations fixes) pour le cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')	c)	c')
33091	113-21	33091/113-21	70	Cotisations patronales pensions du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	0,00	0,00	0,00	0,00
33091	113-08	33091/113-08	70	Cotisations patronales à l'ONSS sur les allocations variables pour prestations du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')	c)	c')
33091	115-01	33091/115-01	70	Indemnité pour frais de déplacement du et vers le lieu de travail du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')		
33091	117-01	33091/117-01	70	Primes pour l'assurance des accidents du travail du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')		
33091	118-01	33091/118-01	71	Cotisations au service social du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')		
33091	121-01	33091/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour du cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')		
33091	121-48	33091/121-48	71	Autres indemnités pour le cadre administratif et logistique - Rempl 4/5	a)	a')	0,00	0,00
Fin : Membres du personnel contractuels du cadre administratif et logistique - Contrat remplacement 4/5								
SOUS-TOTAL GROUPE II					0,00	0,00	100,00%	100,00%

Agents contractuels subventionnés - ACS du cadre administratif et logistique								
					2024	2023	Total	Pct
33091	111-02	33091/111-02	70	Rémunération des contractuels subventionnés	a)	a')		
33091	111-02/02	33091/111-02	70	Allocation de foyer/résidence des contractuels subventionnés	a)	a')		
33091	111-02/	33091/111-02	70	Allocations fixes des contractuels subventionnés	a)	a')		
33091	111-02/12	33091/111-02	70	Allocation de fin d'année des contractuels subventionnés	a)	--		
33091	111-02/12	33091/111-02	X	Partie fixe AFA Base patronale & base subv soc 2 C)	a)	--		
33091	111-09	33091/111-09	70	Allocations variables pour prestations des contractuels subventionnés	a)	a')	b)	b')
33091	112-02	33091/112-02	70	Pécule de vacances pour les agents contractuels subventionnés	a)	--		

33091	113-02	33091/113-02	70	Cotisations patronales à l'ONSS (traitement et allocations fixes) des agents contractuels subventionnés	a)	a')	c)	c')
33091	113-09	33091/113-09	70	Cotisations patronales à l'ONSS sur les allocations variables pour prestations pour les agents contractuels subventionnés	a)	a')	c)	c')
33091	--	--	--	Cotisations patronales pensions des contractuels subventionnés	-	-	-	-
33091	115-02	33091/115-02	70	Indemnité pour frais de déplacement du et vers le lieu de travail pour les agents contractuels subventionnés	a)	a')		
33091	117-01	33091/117-01	70	Primes pour l'assurance des accidents du travail des agents contractuels subventionnés	a)	a')		
33091	118-01	33091/118-01	71	Cotisations au service social pour les agents contractuels subventionnés	a)	a')		
33091	121-01	33091/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour des contractuels subventionnés	a)	a')		
33091	121-48	33091/121-48	71	Autres indemnités pour les contractuels subventionnés	a)	a')	0,00	0,00
Fin : Contractuels subventionnés - ACS du cadre administratif et logistique							0,00%	0,00%
SOUS-TOTAL GROUPE III					0,00	0,00	100,00%	100,00%
33098	111-01	33098/111-01	70	Rémunération du secrétaire de la zone	a)	a')		
33098	113-01	33098/113-01	70	Cotisations patronales à l'ONSS pour le secrétaire de la zone	a)	a')		
33098	118-01	33098/118-01	71	Cotisations au service social - y)	a)	a')		
33098	121-01	33098/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour - x)	a)	a')		
33099	111-01	33099/111-01	70	Rémunération du comptable spécial	a)	a')		
33099	113-01	33099/113-01	70	Cotisations patronales à l'ONSS pour le comptable spécial	a)	a')		
33099	118-01	33099/118-01	71	Cotisations au service social - y)	a)	a')		
33099	121-01	33099/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour - x)	a)	a')	0,00	0,00

TOTAL GENERAL & SUBVENTION SOCIALE II					
	J	0,00	J'	0,00	STII) 0,00
Explicatif					
Tous les montants sont mentionnés en euro et eurocent					
Les pourcentages contiennent 2 DECIMALES					
a) & a')	D, F & D', F'		Sous-totaux par catégorie d'un groupe		
b) & b')	H & H'		Somme des sous-totaux		
	E, G & E', G'		Pourcentage d'une catégorie dans le groupe		
	I & I'		Somme du pourcentage E/G = 100		
c) & c')	J & J'		Total général du budget ou de la modification budgétaire		
z)	STII & STII'		Total général de la subvention sociale II		
y)					
x)					

Montant scindé du 111-08 pour permettre le contrôle du calcul des charges patronales pensions
 La cotisation service social est calculée pour le comptable spécial/receveur et le secrétaire
 Dans certains cas, le remboursement des frais de déplacement peut être prévu pour le comptable spécial ou le secrétaire. Cette rubrique a donc été ajoutée.

5. TUTELLE 2 : LES CREDITS BUDGETAIRES TOTALISES PAR ARTICLE BUDGETAIRE POUR LES OPERATIONNELS, LES MEMBRES DU PERSONNEL CALOG, LE SECRETAIRE ET LE COMPTABLE SPECIAL

ZONE DE POLICE 5XXX : Nom de la zone		2024	2023				
Personnel opérationnel - Ops							
33001	111-01	33001/111-01	70	Rémunération du personnel opérationnel	a	a'	
33001	111-08	33001/111-08	70	Allocations variables pour prestations du personnel opérationnel	a	a'	
33001	111-10	33001/111-10		Non-activité préalable à la pension (NAPAP)			
33001	111-10/12	33001/111-10/12		Allocation de fin d'année NAPAP			
33001	112-01	33001/112-01	70	Pécule de vacances du personnel opérationnel	a	-	
33001	112-10	33001/112-10		Allocation de vacances NAPAP			
33001	113-01	33001/113-01	70	Cotisations patronales à l'ONSS (traitement et allocations fixes) du personnel opérationnel	a	a'	
33001	113-21	33001/113-21	70	Cotisations patronales pension du personnel opérationnel	a	a'	
33001	113-08	33001/113-08	70	Cotisations patronales à l'ONSS sur les allocations variables pour prestations du personnel opérationnel	a	a'	
33001	115-01	33001/115-01	70	Indemnité pour frais de déplacement du et vers le lieu de travail du personnel opérationnel	a	a'	A A'
Personnel du cadre administratif et logistique (CALog)							
33091	111-01	33091/111-01	70	Rémunération du personnel CALog	b	b'	
33091	111-08	33091/111-08	70	Allocations variables pour prestations du personnel opérationnel & CALog	b	b'	
33091	112-01	33091/112-01	70	Pécule de vacances du personnel CALog	b	-	

33091	113-01	33091/113-01	70	Cotisations patronales à l'ONSS (traitement et allocations fixes) du personnel CALog	b	b'	b'	
33091	113-21	33091/113-21	70	Cotisations patronales pension du personnel CALog	b	b'	b'	
33091	113-08	33091/113-08	70	Cotisations patronales à l'ONSS sur les allocations variables pour prestations du personnel CALog	b	b'	b'	
33091	115-01	33091/115-01	70	Indemnité pour frais de déplacement du et vers le lieu de travail du personnel CALog	b	b'	b'	B B'

Agents contractuels subventionnés (ACS)

33091	111-02	33091/111-02	70	Rémunération des agents contractuels subventionnés	c	c'	c'	
33091	111-09	33091/111-09	70	Allocations variables pour prestations des agents contractuels subventionnés	c	c'	c'	
33091	112-02	33091/112-02	70	Pécule de vacances pour les agents contractuels subventionnés	c	c'	c'	
33091	113-02	33091/113-02	70	Cotisations patronales à l'ONSS (traitement et allocations fixes) des agents contractuels subventionnés	c	c'	c'	
33091	113-09	33091/113-09	70	Cotisations patronales à l'ONSS sur les allocations variables pour prestations pour les agents contractuels subventionnés	c	c'	c'	
33091	115-02	33091/115-02	70	Indemnité pour frais de déplacement du et vers le lieu de travail pour les agents contractuels subventionnés	c	c'	c'	C C'

Personnel opérationnel - Ops

33001	117-01	33001/117-01	70	Primes pour l'assurance des accidents du travail du personnel opérationnel	d	d'	d'	
-------	--------	--------------	----	--	---	----	----	--

33001	118-01	33001/118-01	70	Cotisations au service social du personnel opérationnel	d	d'	
33001	121-01	33001/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour du personnel opérationnel	d	d'	
33001	121-03	33001/121-03	71	Indemnité pour entretien de la tenue du personnel opérationnel	d	d'	
33001	121-48	33001/121-48	71	Autres indemnités du personnel opérationnel	d	d'	D

Personnel Administratif et Logistique - CALog & A.C.S.							
33091	117-01	33091/117-01	70	Primes pour l'assurance des accidents du travail du personnel CALog	e	e'	
33091	118-01	33091/118-01	70	Cotisations au service social du personnel CALog	e	e'	
33091	121-01	33091/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour du personnel CALog	e	e'	
33091	121-48	33091/121-48	71	Autres indemnités du personnel CALog	e	e'	E

Personnel du cadre opérationnel (Cops) et du cadre administratif et logistique (CALog)							
33001	117-01	33001/117-01	70	Primes pour l'assurance des accidents du travail du personnel opérationnel & CALog	c	c'	
33001	118-01	33001/118-01	70	Cotisations au service social du personnel opérationnel & CALog	c	c'	
33001	121-01	33001/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour du personnel opérationnel & CALog	c	c'	
33001	121-03	33001/121-03	71	Indemnité pour entretien de la tenue du personnel opérationnel & CALog	c	c'	

33001	121-48	33001/121-48	71	Autres indemnités du personnel opérationnel & CALog	c	c'	C	C'
-------	--------	--------------	----	---	---	----	---	----

Agents contractuels subventionnés								
33091	117-01	33091/117-01	70	Primes pour l'assurance des accidents du travail pour les agents contractuels subventionnés	d	d'		
33091	118-01	33091/118-01	70	Cotisations au service social pour les agents contractuels subventionnés	d	d'		
33091	121-01	33091/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour pour les agents contractuels subventionnés	d	d'		
33091	121-48	33091/121-48	71	Autres indemnités pour les agents contractuels subventionnés	d	d'	D	D'

Comptable spécial et Secrétaire de la zone								
33098	111-01	33098/111-01	70	Rémunération du secrétaire de la zone de police	f	f'		
33098	113-01	33098/113-01	70	Cotisations patronales à l'ONSS pour le secrétaire de la zone de police	f	f'		
33098	118-01	33098/118-01	71	Cotisations au service social	f	f'		
33098	121-01	33098/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour du personnel de police et des mandataires	f	f'		
33099	111-01	33099/111-01	70	Rémunération du comptable de la zone de police	f	f'		
33099	113-01	33099/113-01	70	Cotisations patronales à l'ONSS pour le comptable spécial de la zone de police	f	f'		
33099	118-01	33099/118-01	71	Cotisations au service social	f	f'		
33099	121-01	33099/121-01	71	Frais de déplacement et de séjour du personnel de police et des mandataires	f	f'	F	F'

Total 2024 :							G (=A+B+C+D+E+F)	
Total 2023 :							G' (=A'+B'+C'+D'+E'+F')	
Subvention sociale II								
Montant plafonné de la charge patronale des allocations								
				CALog		Ops		
2024	X	Y	Z	Y+Z-X	Z	-		
2023		Y'	Z'	-	Z'	Y'+Z		

6. DOTATIONS ET ALLOCATIONS FEDERALES 2024 (SOUS RESERVE)

De bedragen worden meegedeeld onder voorbehoud van hun goedkeuring bij koninklijk besluit Les montants sont communiqués sous réserve de leur effective confirmation par arrêté royal														
N° Zone	Federale basisdotatie	Federale bijkomende dotatie - algemeen	Federale bijkomende dotatie - contract	Federale bijkomende dotatie complémentaire TOTAL	Dotatie HHOO	Sociale dotatie I	VVF saldo 2019	Dotation fédérale de base	Dotation fédérale complémentaire - Général	Dotation fédérale complémentaire - Contrat	Dotation fédérale complémentaire TOTAL	Dotation MROP	Dotation sociale I	Solde 2019 FSR
	€899.218.616,66	€52.699.477,10	€5.241.801,03	€57.941.278,13	€424.823,80	€199.431.147,66	€ 68.824.946,12	total / total						
5267	Genappe / Nivelles	NIVELLES-GENAPPE	€ 3.569.583,98	€ 341.409,12	€ 0,00	€ 341.409,12	€ 202.402,44	€ 3.569.583,98	€ 341.409,12	€ 0,00	€ 341.409,12	€ 2.421,35	€ 698.599,77	€ 202.402,44
5268	Braine-Le-Château / Ittre / Rebecq / Tubize	OUEST BRABANT WALLON	€ 2.798.451,63	€ 363.677,00	€ 0,00	€ 363.677,00	€ 174.638,38	€ 2.798.451,63	€ 363.677,00	€ 0,00	€ 363.677,00	€ 1.162,30	€ 709.504,81	€ 174.638,38
5269	La Hulpe / Lasne / Rixensart	LA MAZERINE	€ 2.318.671,63	€ 130.132,81	€ 0,00	€ 130.132,81	€ 175.343,02	€ 2.318.671,63	€ 130.132,81	€ 0,00	€ 130.132,81	€ 1.162,30	€ 570.779,11	€ 175.343,02
5270	Chastre / Court-Saint-Etienne / Mont-Saint-Guibert / Villers-La- Ville / Walhain	ORNE - THYLE	€ 1.948.677,16	€ 149.258,97	€ 0,00	€ 149.258,97	€ 196.456,44	€ 1.948.677,16	€ 149.258,97	€ 0,00	€ 149.258,97	€ 0,00	€ 606.236,90	€ 196.456,44
5271	Wavre	WAVRE	€ 2.577.095,51	€ 122.012,42	€ 0,00	€ 122.012,42	€ 165.304,46	€ 2.577.095,51	€ 122.012,42	€ 0,00	€ 122.012,42	€ 0,00	€ 551.282,73	€ 165.304,46
5272	Beauvechain / Chaumont- Gistoux / Grez-Doiceau / Incourt	ARDENNES BRABANCONNES	€ 1.753.778,51	€ 58.319,40	€ 0,00	€ 58.319,40	€ 186.189,59	€ 1.753.778,51	€ 58.319,40	€ 0,00	€ 58.319,40	€ 0,00	€ 353.649,53	€ 186.189,59
5273	Braine-l'Alleud	BRAINE-L'ALLEUD	€ 1.949.031,43	€ 112.988,16	€ 0,00	€ 112.988,16	€ 156.742,05	€ 1.949.031,43	€ 112.988,16	€ 0,00	€ 112.988,16	€ 0,00	€ 414.838,69	€ 156.742,05
5274	Waterloo	WATERLOO	€ 1.941.164,80	€ 111.037,19	€ 0,00	€ 111.037,19	€ 177.176,03	€ 1.941.164,80	€ 111.037,19	€ 0,00	€ 111.037,19	€ 0,00	€ 414.208,99	€ 177.176,03
5275	Ottignies-Louvain-La-Neuve	OTTIGNIES-LOUVAIN- LA-NEUVE	€ 1.985.176,52	€ 82.940,95	€ 598.807,17	€ 681.748,12	€ 153.532,12	€ 1.985.176,52	€ 82.940,95	€ 598.807,17	€ 681.748,12	€ 0,00	€ 488.684,08	€ 153.532,12

5276	Hélécine / Jodoigne / Orp-Jauche / Perwez / Ramillies	JODOIGNE	€ 2.623.940,98	€ 155.020,04	€ 0,00	€ 155.020,04	€ 0,00	€ 155.020,04	€ 0,00	€ 638.439,60	€ 196.026,14
5277	Liège	LIEGE	€ 31.333.283,47	€ 254.373,00	€ 0,00	€ 254.373,00	€ 0,00	€ 254.373,00	€ 18.612,31	€ 6.738.612,17	€ 479.264,67
5278	Neupré / Seraing	SERAING - NEUPRE	€ 6.064.488,51	€ 118.836,28	€ 0,00	€ 118.836,28	€ 0,00	€ 118.836,28	€ 4.514,63	€ 1.472.031,06	€ 276.944,10
5279	Herstal	HERSTAL	€ 2.814.430,64	€ 253.987,01	€ 0,00	€ 253.987,01	€ 0,00	€ 253.987,01	€ 1.452,53	€ 609.142,84	€ 176.981,79
5280	Beayne-Heusay / Fléron / Soumagne	BEYNE-FLERON-SOUMAGNE	€ 2.417.757,37	€ 90.325,25	€ 0,00	€ 90.325,25	€ 0,00	€ 90.325,25	€ 1.162,30	€ 595.170,40	€ 158.361,65
5281	Bassenge / Blégny / Dalhem / Juprelle / Oupeye / Visé	BASSE-MEUSE	€ 4.276.866,80	€ 916.560,78	€ 0,00	€ 916.560,78	€ 0,00	€ 916.560,78	€ 2.421,35	€ 1.052.820,83	€ 222.835,73
5282	Flémalle	FLEMALLE	€ 1.858.869,82	€ 168.645,92	€ 0,00	€ 168.645,92	€ 0,00	€ 168.645,92	€ 0,00	€ 432.534,82	€ 162.581,59
5283	Aywaille / Chaudfontaine / Esneux / Sprimont / Trooz	SECOVA	€ 4.058.249,39	€ 235.477,62	€ 0,00	€ 235.477,62	€ 0,00	€ 235.477,62	€ 2.421,35	€ 949.988,54	€ 341.583,65
5284	Ans / Saint-Nicolas	ANS - SAINT-NICOLAS	€ 3.487.855,05	€ 85.644,65	€ 0,00	€ 85.644,65	€ 0,00	€ 85.644,65	€ 1.452,53	€ 858.592,75	€ 179.539,68
5285	Awans / Grâce-Hollogne	GRÂCE-HOLLOGNE / AWANS	€ 2.697.159,19	€ 123.165,36	€ 0,00	€ 123.165,36	€ 0,00	€ 123.165,36	€ 0,00	€ 654.928,40	€ 110.942,77
5286	Berloz / Crisnée / Donceel / Faimies / Fexhe-le-Haut-Clocher / Geer / Orege / Remicourt / Waremmes	HESBAYE	€ 2.329.648,81	€ 148.636,03	€ 0,00	€ 148.636,03	€ 0,00	€ 148.636,03	€ 0,00	€ 592.001,30	€ 182.166,61
5287	Jalhay / Spa / Theux	FAGNES	€ 2.991.437,85	€ 152.047,45	€ 166.335,31	€ 318.382,76	€ 0,00	€ 318.382,76	€ 0,00	€ 680.085,02	€ 169.615,54
5288	Aubel / Baelen / Herve / Limbourg / Olne / Plombières / Thimister-Clermont / Welkenraedt	PAYS DE HERVE	€ 4.461.727,48	€ 474.034,33	€ 0,00	€ 474.034,33	€ 0,00	€ 474.034,33	€ 2.131,13	€ 1.257.414,71	€ 269.852,13
5289	Dison / Pepinster / Verviers	VEDRE	€ 6.617.655,74	€ 1.026.110,30	€ 0,00	€ 1.026.110,30	€ 0,00	€ 1.026.110,30	€ 5.482,05	€ 1.620.167,75	€ 289.924,29
5290	Lierneux / Malmédy / Stavelot / Stoumont / Trois-Ponts / Wainmes	STAVELOT-MALMEDY	€ 3.394.587,41	€ 579.176,33	€ 0,00	€ 579.176,33	€ 0,00	€ 579.176,33	€ 0,00	€ 963.467,48	€ 208.590,49

5291	Ambiève / Büllingen (Bullange) / Büthenbach (Butgenbach) / Burg-Reuland / Sankt Vith (Saint-Vith)	EIFEL	€ 3.666.923,59	€ 566.394,36	€ 0,00	€ 566.394,36	€ 0,00	€ 1.189.334,38	€ 184.006,03
5292	Eupen / Kelmis (La Calamine) / Lontzen / Raeren	WESER-GÖHL	€ 4.689.580,28	€ 905.615,19	€ 0,00	€ 905.615,19	€ 2.131,13	€ 1.756.121,01	€ 213.378,73
5293	Braives / Burdinne / Hannut / Héron / Lincent / Wasseiges	HESBAYE OUEST	€ 2.114.271,04	€ 210.539,17	€ 166.335,31	€ 376.874,48	€ 0,00	€ 548.145,62	€ 226.236,29
5294	Amay / Engis / Saint-Georges-Sur-Meuse / Verhaine / Villers-Le-Bouillet / Wanze	AMAY	€ 3.419.594,95	€ 241.604,58	€ 166.335,31	€ 407.939,89	€ 1.162,30	€ 1.002.885,26	€ 227.461,51
5295	Huy	HUY	€ 2.111.277,91	€ 268.892,07	€ 632.074,23	€ 900.966,30	€ 0,00	€ 525.867,36	€ 163.997,43
5296	Anthisnes / Clavier / Comblain-Au-Pont / Ferrières / Hamoir / Marchin / Modave / Nandrin / Ouffet / Tinlot	CONDROZ	€ 3.851.474,69	€ 236.828,88	€ 166.335,31	€ 403.164,19	€ 0,00	€ 1.207.797,81	€ 300.941,37
5297	Arlon / Attert / Habay / Martelange	ARLON	€ 4.789.804,24	€ 497.450,26	€ 0,00	€ 497.450,26	€ 2.421,35	€ 1.492.613,39	€ 251.925,36
5298	Aubange / Messancy / Musson / Saint-Léger	SUD-Luxembourg	€ 2.423.666,38	€ 416.584,15	€ 0,00	€ 416.584,15	€ 0,00	€ 954.913,85	€ 206.709,04
5299	Chiny / Etalle / Florenville / Meix-Devant-Virton / Rouvrois / Tintigny / Virton	GAUME	€ 4.335.078,44	€ 654.863,66	€ 0,00	€ 654.863,66	€ 0,00	€ 1.366.636,12	€ 290.854,42
5300	Durbuy / Erezée / Gouvy / Hotton / Houffalize / La Roche-en-Ardenne / Manhay / Marche-en-Famenne / Nassogne / Rendeux / Tenneville / Vielsalm	FAMENNE-ARDENNE	€ 9.156.101,89	€ 1.207.166,97	€ 0,00	€ 1.207.166,97	€ 3.062,10	€ 2.814.310,63	€ 469.118,23
5301	Bastogne / Bertogne / Fauvillers / Léglise / Libramont-Chevigny / Neufchâteau / Sainte-Ode / Vaux-Sur-Sûre	CENTRE ARDENNE	€ 7.212.956,79	€ 490.756,23	€ 0,00	€ 490.756,23	€ 2.421,35	€ 2.147.574,37	€ 378.918,57

5302	Bertrix / Bouillon / Daverdisse / Herbeumont / Libin / Paliseul / Saint-Hubert / Tellin / Wellin	SEMOIS ET LESSE	€ 5.478.917,85	€ 560.605,31	€ 0,00	€ 560.605,31	€ 1.452,53	€ 1.680.144,62	€ 314.746,18
5303	Namur	NAMUR	€ 10.050.958,54	€ 541.112,14	€ 0,00	€ 541.112,14	€ 8.931,10	€ 2.406.883,98	€ 400.701,97
5304	Eghezée / Gembloux / La Bruyère	ORNEAU-MEHAIGNE	€ 2.409.810,29	€ 126.847,27	€ 0,00	€ 126.847,27	€ 0,00	€ 631.243,10	€ 311.693,10
5305	Andenne / Assesse / Fernelmont / Gesves / Ohey	ZONE DES ARCHES	€ 3.853.643,01	€ 635.797,32	€ 0,00	€ 635.797,32	€ 2.131,13	€ 1.119.457,69	€ 266.511,90
5306	Floreffe / Fosse-La-Ville / Mettet / Profondeville	ENTRE SAMBRE ET MEUSE	€ 2.998.188,36	€ 179.345,50	€ 0,00	€ 179.345,50	€ 0,00	€ 724.344,69	€ 263.285,28
5307	Sambreville / Sombrefe	SAMSOM	€ 2.334.816,89	€ 256.831,31	€ 299.403,58	€ 556.234,89	€ 1.162,30	€ 574.753,56	€ 244.697,55
5308	Jemeppe-Sur-Sambre	JEMEPPE S/SAMBRE	€ 1.070.782,55	€ 85.766,40	€ 0,00	€ 85.766,40	€ 0,00	€ 263.590,98	€ 110.798,16
5309	Florennes / Walcourt	FLOWAL	€ 2.347.200,09	€ 390.639,45	€ 0,00	€ 390.639,45	€ 0,00	€ 861.103,20	€ 200.560,83
5310	Beauraing / Bièvre / Gedinne / Vresse-Sur-Semois	HOUILLE-SEMOIS	€ 2.465.074,36	€ 433.263,51	€ 255.018,13	€ 688.281,64	€ 0,00	€ 834.903,52	€ 178.121,67
5311	Couvin / Viroinval	DES 3 VALLEES	€ 2.515.737,56	€ 215.851,38	€ 232.869,45	€ 448.720,83	€ 0,00	€ 779.184,33	€ 184.948,05
5312	Anhée / Dinant / Hastière / Onhaye / Yvoir	HAUTE-MEUSE	€ 5.129.882,81	€ 629.536,72	€ 0,00	€ 629.536,72	€ 2.421,35	€ 1.556.111,49	€ 277.028,64
5313	Houyet / Rochefort	LESSE ET LHOMME	€ 2.169.033,94	€ 427.447,59	€ 299.403,58	€ 726.851,17	€ 0,00	€ 817.301,67	€ 181.770,98
5314	Ciney / Hamois / Havelange / Somme-Leuze	CONDROZ-FAMENNE	€ 3.349.324,77	€ 572.297,53	€ 0,00	€ 572.297,53	€ 0,00	€ 1.261.078,69	€ 308.794,44
5315	Cerfontaine / Doische / Philippeville	HERMETON ET HEURE	€ 2.660.003,64	€ 466.264,51	€ 0,00	€ 466.264,51	€ 0,00	€ 966.830,45	€ 219.038,11
5316	Antoing / Brunehaut / Rumes / Tournai	DU TOURNAIS	€ 8.227.986,95	€ 929.327,17	€ 0,00	€ 929.327,17	€ 4.514,63	€ 2.079.623,14	€ 386.763,62
5317	Mouscron	DE MOUSCRON	€ 4.303.247,86	€ 733.494,11	€ 0,00	€ 733.494,11	€ 3.062,10	€ 1.045.466,33	€ 257.128,11
5318	Comines-Warнетon	COMINES-WARNETON	€ 2.228.726,74	€ 447.210,28	€ 0,00	€ 447.210,28	€ 0,00	€ 602.193,25	€ 88.091,97

5319	Beloeil / Leuze-en-Hainaut	BELOEIL / LEUZE-Ht	€ 2.620.438,16	€ 219.531,19	€ 0,00	€ 219.531,19	€ 0,00	€ 778.296,32	€ 124.603,03
5320	Celles / Estaimpuis / Mont-de-l'Enclus / Pecq	DU VAL DE L'ESCAUT	€ 2.018.360,04	€ 395.293,39	€ 0,00	€ 395.293,39	€ 0,00	€ 757.213,79	€ 134.977,46
5321	Bernissart / Péruwelz	PERUWELZ	€ 3.084.341,56	€ 285.142,82	€ 0,00	€ 285.142,82	€ 0,00	€ 892.973,70	€ 219.309,73
5322	Ath	VILLE DE ATH	€ 2.124.510,30	€ 139.339,48	€ 166.335,31	€ 305.674,79	€ 0,00	€ 550.221,07	€ 135.713,79
5323	Ellezelles / Flobecq / Frasnes-Lez-Anvaing / Lessines	DES COLLINES	€ 3.140.779,31	€ 249.808,69	€ 266.136,51	€ 515.945,20	€ 0,00	€ 892.973,89	€ 227.947,34
5324	Mons / Quévy	MONS - QUEVY	€ 10.942.523,27	€ 1.302.805,15	€ 0,00	€ 1.302.805,15	€ 7.418,29	€ 2.701.515,88	€ 481.585,11
5325	La Louvière	LA LOUVIERE	€ 6.620.463,12	€ 143.350,31	€ 0,00	€ 143.350,31	€ 3.872,48	€ 1.261.715,04	€ 267.029,23
5326	Bruglette / Chièvres / Enghien / Jurbise / Lens / Silly	DE SYLLE ET DENDRE	€ 3.141.707,00	€ 189.526,21	€ 0,00	€ 189.526,21	€ 0,00	€ 711.619,76	€ 221.751,58
5327	Boussu / Colfontaine / Frameries / Quaregnon / Saint-Ghislain	BORAINE	€ 7.954.548,41	€ 613.140,14	€ 0,00	€ 613.140,14	€ 5.482,05	€ 2.006.704,45	€ 409.219,10
5328	Braine-Le-Comte / Ecaussinnes / LeRoex / Soignies	HAUTE SENNE	€ 5.248.709,02	€ 353.127,82	€ 0,00	€ 353.127,82	€ 2.421,35	€ 1.432.034,54	€ 237.985,35
5329	Dour / Hensies / Honnelles / Quiévrain	DES HAUTS-PAYS	€ 3.140.438,36	€ 248.542,79	€ 0,00	€ 248.542,79	€ 1.162,30	€ 933.158,14	€ 214.630,78
5330	Charleroi	CHARLEROI	€ 24.994.063,24	€ 327.469,68	€ 0,00	€ 327.469,68	€ 17.643,50	€ 4.919.175,78	€ 673.273,50
5331	Aiseau-Presles / Châtelet / Farciennes	CHATELET	€ 4.078.368,56	€ 323.139,71	€ 0,00	€ 323.139,71	€ 3.062,10	€ 895.445,55	€ 280.660,84
5334	Beaumont / Chimay / Froidchapelle / Momignies / Sivry-Rance	BOTTE DU HAINAUT	€ 3.197.326,84	€ 483.852,79	€ 0,00	€ 483.852,79	€ 0,00	€ 966.514,19	€ 326.585,00
5335	Chapelle-Lez-Herlaimont / Manage / Morlanwelz / Seneffe	MARIEMONT	€ 4.208.203,79	€ 83.276,45	€ 99.801,19	€ 183.077,64	€ 2.421,35	€ 1.022.191,58	€ 312.890,44
5336	Courcelles / Fontaine l'Évêque	ZONE DES TRIEUX	€ 3.540.644,35	€ 214.742,76	€ 0,00	€ 214.742,76	€ 2.421,35	€ 987.378,83	€ 160.247,20

5337	Fleurus / Les Bons Villers / Pont-à-Celles	PONT-A-CELLES	€ 3.119.991,54	€ 178.438,78	€ 166.335,31	€ 344.774,09	€ 1.162,30	€ 873.414,63	€ 256.041,34
5338	Gerpinnes / Ham-Sur-Heure-Nalines / Montigny-Le-Tilleul / Thuin	GERMINALT	€ 3.217.209,65	€ 543.810,81	€ 0,00	€ 543.810,81	€ 1.162,30	€ 703.624,60	€ 231.739,97
5339	Bruxelles/Ixelles Brussel/Elsene	BRUXELLES-CAPITALE/IXELLES BRUSSEL HOOFDSTAD ELSENE	€ 65.771.828,97	€ 21.733,26	€ 0,00	€ 21.733,26	€ 28.294,21	€ 7.770.824,59	€ 1.000.851,58
5340	Ganshoren / Jette / Koekelberg / Berchem-Sainte-Agathe / Molenbeek-Saint-jean Ganshoren / Jette / Koekelberg / Sint-Agatha-Berchem / Sint-Jans-Molenbeek	BRUXELLES-OUEST BRUSSEL-WEST	€ 17.308.105,57	€ 21.733,26	€ 0,00	€ 21.733,26	€ 11.774,48	€ 1.641.208,48	€ 1.696.202,54
5341	Anderlecht / Saint-Gilles / Forest Sint-Gillis / Vorst	MIDI ZUID	€ 22.204.141,63	€ 65.375,83	€ 0,00	€ 65.375,83	€ 14.195,84	€ 3.190.099,70	€ 1.689.794,45
5342	Anderghem / Uccle / Watermael-Boitsfort Oudergem / Ukkel / Watermaal-Bosvoorde	UCCLE/W-B/AUDERGHEM UKKEL/W-B/OUERGEM	€ 12.825.557,55	€ 20.391,71	€ 0,00	€ 20.391,71	€ 8.870,82	€ 1.986.362,03	€ 1.300.622,91
5343	Etterbeek / Woluwe-Saint-Lambert / Woluwe-Saint-Pierre Etterbeek / Sint-Lambrechts-Woluwe / Sint-Pieters-Woluwe	MONTGOMERY	€ 13.503.947,32	€ 64.034,27	€ 0,00	€ 64.034,27	€ 7.418,29	€ 1.720.173,79	€ 1.638.952,18
5344	Evere / Schaerbeek / Saint-Josse-ten-Noode Evere / Schaerbeek / Sint-joost-ten-Noode	BRUXELLES NORD BRUSSEL NOORD	€ 20.612.578,04	€ 65.375,83	€ 0,00	€ 65.375,83	€ 14.195,84	€ 1.755.966,83	€ 1.028.924,79
5345	Antwerpen	ANTWERPEN	€ 57.259.589,64	€ 465.559,16	€ 0,00	€ 465.559,16	€ 28.293,53	€ 7.617.908,00	€ 925.139,43
5346	Zwijndrecht	ZWIJNDRECHT	€ 1.045.497,31	€ 52.192,76	€ 0,00	€ 52.192,76	€ 0,00	€ 258.176,36	€ 152.874,87

5347	Boom / Hemiksem / Niel / Rumst / Schelle	RUPEL	€ 3.228.394,55	€ 123.086,14	€ 0,00	€ 123.086,14	€ 1.452,53	€ 794.722,57	€ 398.357,10
5348	Kapellen / Stabroek	NOORD	€ 1.924.798,89	€ 118.462,60	€ 0,00	€ 118.462,60	€ 0,00	€ 401.407,24	€ 336.338,04
5349	Aartselaar / Edegem / Hove / Kontich / Lint	HEKLA	€ 3.305.360,56	€ 432.425,21	€ 0,00	€ 432.425,21	€ 3.062,10	€ 824.487,59	€ 288.259,51
5350	Essen / Kalmthout / Wuustwezel	GRENS	€ 2.666.551,60	€ 147.974,29	€ 0,00	€ 147.974,29	€ 0,00	€ 764.205,72	€ 418.017,29
5351	Boechout / Borsbeek / Mortsel / Wijnegem / Wommelgem	MINOS	€ 4.093.887,55	€ 132.856,32	€ 0,00	€ 132.856,32	€ 2.421,35	€ 728.370,09	€ 341.350,36
5352	Brasschaat	BRASSCHAAT	€ 2.096.636,29	€ 33.241,81	€ 0,00	€ 33.241,81	€ 0,00	€ 516.121,35	€ 222.005,17
5353	Schoten	SCHOTEN	€ 1.859.476,25	€ 64.868,97	€ 0,00	€ 64.868,97	€ 0,00	€ 422.947,01	€ 378.677,75
5354	Ranst / Zandhoven	ZARA	€ 1.393.581,56	€ 140.481,15	€ 0,00	€ 140.481,15	€ 0,00	€ 482.199,35	€ 234.605,19
5355	Brecht / Malle / Schilde / Zoersel	VOORDERKEMPEN	€ 3.710.075,43	€ 139.901,73	€ 0,00	€ 139.901,73	€ 1.452,53	€ 842.994,92	€ 509.130,53
5359	Bonheiden / Duffel / Putte / Sint-Katelijne-Waver	BODUKAP	€ 3.099.304,76	€ 130.610,53	€ 0,00	€ 130.610,53	€ 1.452,53	€ 762.945,14	€ 385.798,43
5360	Lier	LIER	€ 2.441.781,60	€ 76.004,40	€ 0,00	€ 76.004,40	€ 1.162,30	€ 601.085,01	€ 355.826,15
5361	Benlaar / Nijlen	BERLAAR - NIJLEN	€ 1.657.265,22	€ 179.325,30	€ 0,00	€ 179.325,30	€ 0,00	€ 537.306,42	€ 223.468,69
5362	Heist-op-den-Berg	HEIST	€ 2.122.578,41	€ 297.342,06	€ 0,00	€ 297.342,06	€ 0,00	€ 556.658,36	€ 317.734,64
5363	Hoogstraten / Merksplas / Rijkevorsel	NOORDERKEMPEN	€ 2.330.754,54	€ 754.617,59	€ 0,00	€ 754.617,59	€ 0,00	€ 832.770,37	€ 395.627,21
5364	Baarle-Hertog / Beerse / Kasterlee / Lille / Oud-Turnhout / Turnhout / Vosselaar	REGIO TURNHOUT	€ 6.662.612,44	€ 613.331,71	€ 0,00	€ 613.331,71	€ 4.514,63	€ 1.854.903,18	€ 750.137,21
5365	Herselt / Hulshout / Westerlo	ZUIDERKEMPEN	€ 2.501.035,48	€ 139.734,08	€ 0,00	€ 139.734,08	€ 0,00	€ 585.510,17	€ 325.581,98
5366	Geel / Laakdal / Meerhout	GEEL	€ 4.000.939,31	€ 139.437,77	€ 0,00	€ 139.437,77	€ 2.421,35	€ 960.438,75	€ 541.772,18

5367	Arendonk / Ravels / Retie	KEMPEN N-O	€ 2.224.394,54	€ 308.588,34	€ 0,00	€ 308.588,34	€ 0,00	€ 308.588,34	€ 0,00	€ 772.056,19	€ 278.304,99
5368	Balen / Dessel / Mol	BALEN - DESSEL - MOL	€ 3.645.334,99	€ 166.083,73	€ 0,00	€ 166.083,73	€ 0,00	€ 166.083,73	€ 1.452,53	€ 917.547,46	€ 460.957,38
5369	Grobendonk / Herentals / Herenthout / Olen / Vorselaar	NETELAND	€ 3.437.547,01	€ 205.504,36	€ 0,00	€ 205.504,36	€ 0,00	€ 205.504,36	€ 1.452,53	€ 849.104,88	€ 563.303,52
5371	Lommel	LOMMEL	€ 1.952.247,19	€ 289.980,87	€ 0,00	€ 289.980,87	€ 0,00	€ 289.980,87	€ 968,81	€ 480.577,49	€ 311.684,58
5372	Hamont-Achel / Pelt	HANO	€ 2.398.528,72	€ 125.497,42	€ 0,00	€ 125.497,42	€ 0,00	€ 125.497,42	€ 968,81	€ 670.969,57	€ 375.851,62
5373	Beringen / Ham / Tessenderlo	BERINGEN	€ 3.527.351,14	€ 414.941,73	€ 0,00	€ 414.941,73	€ 0,00	€ 414.941,73	€ 2.421,35	€ 912.027,56	€ 584.869,40
5375	Heusden-Zolder	HEUSDEN-ZOLDER	€ 1.710.466,68	€ 169.225,25	€ 218.242,07	€ 387.467,32	€ 0,00	€ 430.340,64	€ 0,00	€ 430.340,64	€ 288.555,46
5376	Gingelom / Nieuwerkerken / Sint-Truiden	SINT-TRUIDEN	€ 3.368.186,51	€ 318.066,25	€ 0,00	€ 318.066,25	€ 0,00	€ 318.066,25	€ 3.062,10	€ 794.390,35	€ 506.099,35
5377	Hechtel-Eksel / Leopoldsburg / Peer	KEMPENLAND	€ 4.534.388,55	€ 219.929,49	€ 0,00	€ 219.929,49	€ 0,00	€ 219.929,49	€ 1.162,30	€ 1.428.065,35	€ 419.271,70
5379	Alken / Borgloon / Heers / Kortesseem / Wellen	KANTON BORGLOON	€ 2.982.780,63	€ 201.549,91	€ 0,00	€ 201.549,91	€ 0,00	€ 201.549,91	€ 0,00	€ 1.005.045,94	€ 264.875,45
5380	Herstappe / Tongeren	TONGEREN - HERSTAPPE	€ 2.295.197,97	€ 380.032,52	€ 0,00	€ 380.032,52	€ 0,00	€ 380.032,52	€ 0,00	€ 1.050.547,54	€ 226.684,50
5381	Bilzen / Hoeselt / Riemst	BILZEN	€ 4.074.370,22	€ 261.036,35	€ 0,00	€ 261.036,35	€ 0,00	€ 261.036,35	€ 1.162,30	€ 1.173.901,36	€ 490.235,76
5382	Voeren	VOEREN	€ 1.029.365,10	€ 707.448,02	€ 0,00	€ 707.448,02	€ 0,00	€ 707.448,02	€ 0,00	€ 421.085,65	€ 148.653,06
5383	Dilsen-Stokkem / Maaseik	MAASLAND	€ 2.810.053,22	€ 260.055,92	€ 0,00	€ 260.055,92	€ 0,00	€ 260.055,92	€ 0,00	€ 1.095.353,62	€ 386.100,82
5388	Leuven	LEUVEN	€ 8.609.957,37	€ 299.596,85	€ 0,00	€ 299.596,85	€ 0,00	€ 299.596,85	€ 8.387,11	€ 1.486.563,77	€ 493.790,42
5389	Bekkevoort / Geethets / Glabbeek / Kortenaeken / Tielt-Winge	ZONE HAGELAND	€ 2.156.770,88	€ 200.084,82	€ 0,00	€ 200.084,82	€ 0,00	€ 200.084,82	€ 968,81	€ 786.174,60	€ 259.077,44
5391	Bierbeek / Boutersem / Holsbeek / Lubbeek	LUBBEEK	€ 1.628.415,95	€ 117.948,86	€ 0,00	€ 117.948,86	€ 0,00	€ 117.948,86	€ 968,81	€ 351.407,92	€ 220.587,61

5393	Herent / Kortenberg	HERKO	€ 1.511.964,61	€ 226.369,59	€ 0,00	€ 226.369,59	€ 968,81	€ 372.194,82	€ 180.949,18
5394	Aarschot	AARSCHOT	€ 1.794.444,08	€ 34.197,86	€ 0,00	€ 34.197,86	€ 968,81	€ 415.962,04	€ 198.161,00
5395	Boortmeerbeek / Haacht / Keerbergen	HAACHT	€ 1.407.330,20	€ 106.109,02	€ 0,00	€ 106.109,02	€ 968,81	€ 346.437,11	€ 135.332,48
5396	Diest / Scherpenheuvel-Zichem	DEMERDAL - DSZ	€ 2.941.723,10	€ 150.874,25	€ 0,00	€ 150.874,25	€ 1.162,30	€ 802.251,55	€ 453.786,95
5399	Begijnendijk / Rotselaar / Tremelo	BRT	€ 1.375.124,74	€ 60.443,62	€ 0,00	€ 60.443,62	€ 0,00	€ 338.509,36	€ 200.353,43
5400	Zaventem	ZAVENTEM	€ 2.291.996,41	€ 109.820,22	€ 0,00	€ 109.820,22	€ 968,81	€ 564.212,67	€ 301.502,85
5401	Kraainem / Wezembeek-Oppeem	WOKRA	€ 1.393.730,95	€ 22.408,08	€ 0,00	€ 22.408,08	€ 0,00	€ 343.089,66	€ 152.907,88
5402	Hoellaart / Overijse	DRUIVENSTREEK	€ 1.721.173,30	€ 59.800,22	€ 0,00	€ 59.800,22	€ 0,00	€ 423.694,91	€ 201.125,27
5403	Drogenbos / Linkebeek / Sint-Genesius-Rode	ZONE RODE / ZONE RHODE	€ 1.509.414,32	€ 37.554,68	€ 0,00	€ 37.554,68	€ 0,00	€ 371.567,08	€ 249.378,59
5405	Bever / Galmaarden / Gooik / Herne / Lennik / Pepingen	PAJOTTENLAND	€ 1.988.678,10	€ 154.681,33	€ 0,00	€ 154.681,33	€ 0,00	€ 401.377,35	€ 257.911,01
5406	Dilbeek	DILBEEK	€ 2.116.097,59	€ 87.516,09	€ 0,00	€ 87.516,09	€ 968,81	€ 520.911,86	€ 304.791,29
5407	Affligem / Liedekerke / Roosdaal / Termat	TARL	€ 2.366.258,41	€ 149.307,45	€ 0,00	€ 149.307,45	€ 1.162,30	€ 526.009,68	€ 356.364,23
5408	Asse / Merchtem / Opwijk / Wemmel	AMOW	€ 3.795.273,74	€ 162.089,59	€ 0,00	€ 162.089,59	€ 2.421,35	€ 881.643,90	€ 314.328,23
5409	Kapelle-op-den-Bos / Londerzeel / Meise	K - L - M	€ 1.843.477,19	€ 85.865,17	€ 0,00	€ 85.865,17	€ 0,00	€ 450.492,03	€ 344.575,19
5410	Grimbergen	GRIMBERGEN	€ 1.898.293,13	€ 104.864,05	€ 0,00	€ 104.864,05	€ 0,00	€ 467.295,71	€ 292.595,10
5411	Machelen / Vilvoorde	VILVOORDE - MACHELEN	€ 3.464.309,05	€ 99.486,17	€ 0,00	€ 99.486,17	€ 3.062,10	€ 738.555,97	€ 395.599,71
5412	Kampenhout / Steenokkerzeel / Zemst	KASTZE	€ 1.918.353,51	€ 89.354,79	€ 0,00	€ 89.354,79	€ 0,00	€ 420.845,27	€ 380.125,63

5415	Gent	GENT	€ 26.600.395,13	€ 498.577,20	€ 0,00	€ 498.577,20	€ 18.612,31	€ 4.516.911,38	€ 787.228,78
5416	Lochristi / Moerbeke / Wachtebeke / Zelzate	PUYENBROECK	€ 3.655.477,73	€ 175.066,74	€ 0,00	€ 175.066,74	€ 1.162,30	€ 1.042.378,44	€ 366.753,56
5417	Eeklo / Kaprijke / Sint-Laureins	MEEETJESLAND CENTRUM	€ 3.277.658,65	€ 172.546,94	€ 0,00	€ 172.546,94	€ 1.162,30	€ 948.864,66	€ 432.194,00
5418	Destelbergen / Melle / Merelbeke / Oosterzele	REGIO RHODE & SCHELDE	€ 2.998.788,61	€ 97.053,41	€ 0,00	€ 97.053,41	€ 2.421,35	€ 738.201,30	€ 329.395,37
5419	De Pinte / Gavere / Nazareth / Sint-Martens-Latem	SCHELDE - LEIE	€ 1.818.560,82	€ 120.272,75	€ 0,00	€ 120.272,75	€ 0,00	€ 447.668,67	€ 374.888,17
5421	Assenede / Evergem	EVERGEM	€ 2.461.997,87	€ 107.307,43	€ 0,00	€ 107.307,43	€ 0,00	€ 719.311,98	€ 330.174,23
5423	Aalter	AALTER	€ 1.639.697,52	€ 90.419,43	€ 0,00	€ 90.419,43	€ 0,00	€ 421.530,15	€ 208.027,42
5424	Maldegem	MALDEGEM	€ 1.885.425,93	€ 197.569,09	€ 0,00	€ 197.569,09	€ 0,00	€ 485.443,95	€ 173.610,60
5425	Kluisbergen / Kruisem / Oudenaarde / Wortegem-Petegem	VLAAMSE ARDENNEN	€ 3.790.091,73	€ 339.818,33	€ 0,00	€ 339.818,33	€ 2.421,35	€ 962.425,12	€ 468.383,97
5426	Brakel / Horebeke / Maarkehal / Zwalm	BRAKEL	€ 2.150.055,86	€ 144.405,40	€ 0,00	€ 144.405,40	€ 0,00	€ 548.955,77	€ 226.366,25
5427	Ronse	RONSE	€ 2.102.393,90	€ 158.501,23	€ 0,00	€ 158.501,23	€ 0,00	€ 469.345,12	€ 169.409,06
5428	Geraardsbergen / Lierde	GERAARDSBERGEN - LIERDE	€ 2.260.385,12	€ 115.797,91	€ 0,00	€ 115.797,91	€ 0,00	€ 556.430,90	€ 399.790,92
5429	Herzele / Sint-Lievens-Houtem / Zottegem	ZOTTEGEM HERZELE SELHOUTEM	€ 3.206.444,69	€ 79.284,40	€ 0,00	€ 79.284,40	€ 1.162,30	€ 776.633,37	€ 313.693,53
5432	Sint-Niklaas	SINT-NIKLAAS	€ 5.241.336,85	€ 211.994,07	€ 0,00	€ 211.994,07	€ 4.514,63	€ 983.169,13	€ 573.149,99
5433	Kruibeke / Temse	TEMSE	€ 2.819.287,67	€ 146.034,38	€ 0,00	€ 146.034,38	€ 1.162,30	€ 624.384,80	€ 325.361,97
5434	Lokeren	LOKEREN	€ 2.633.201,45	€ 290.032,48	€ 0,00	€ 290.032,48	€ 1.162,30	€ 649.041,79	€ 373.993,11
5435	Hamme / Waasmunster	HAMME	€ 1.658.959,94	€ 94.112,29	€ 0,00	€ 94.112,29	€ 0,00	€ 388.758,85	€ 237.481,87
5436	Berlare / Zele	ZELE	€ 2.382.981,85	€ 188.349,38	€ 0,00	€ 188.349,38	€ 0,00	€ 640.635,26	€ 326.269,36

5437	Buggenhout / Lebbeke	BUGGENHOUT - LEBBEKE	€ 1.557.437,73	€ 69.154,91	€ 0,00	€ 69.154,91	€ 0,00	€ 0,00	€ 395.262,66	€ 143.654,60
5438	Laarne / Wetteren / Wichelen	WETTEREN LAARNE WICHELEN	€ 2.683.146,32	€ 129.658,79	€ 0,00	€ 129.658,79	€ 0,00	€ 1.162,30	€ 670.122,88	€ 406.953,43
5439	Denderleeuw / Haaltert	DENDERLEEUV	€ 2.073.318,05	€ 64.121,57	€ 0,00	€ 64.121,57	€ 0,00	€ 0,00	€ 571.874,97	€ 146.558,56
5440	Aalst	AALST	€ 6.099.404,07	€ 241.727,62	€ 0,00	€ 241.727,62	€ 0,00	€ 5.482,05	€ 1.305.298,81	€ 557.720,88
5441	Erpe-Mere / Ledo	LEDE	€ 2.372.650,63	€ 96.570,31	€ 0,00	€ 96.570,31	€ 0,00	€ 968,81	€ 610.830,98	€ 317.949,44
5442	Ninove	NINOVE	€ 2.345.079,55	€ 116.787,29	€ 0,00	€ 116.787,29	€ 0,00	€ 0,00	€ 538.237,46	€ 350.424,05
5443	Dendermonde	DENDERMONDE	€ 3.339.817,13	€ 516.517,54	€ 0,00	€ 516.517,54	€ 0,00	€ 2.421,35	€ 895.434,45	€ 354.511,82
5444	Brugge	BRUGGE	€ 10.899.955,74	€ 1.011.086,54	€ 13.205,20	€ 1.024.291,74	€ 13.205,20	€ 7.418,29	€ 2.188.891,11	€ 748.691,36
5445	Blankenberge / Zuienkerke	BLANKENBERGE	€ 2.144.002,80	€ 184.113,14	€ 76.374,70	€ 260.487,84	€ 76.374,70	€ 1.162,30	€ 433.140,87	€ 283.463,31
5446	Damme / Knokke-Heist	KNOKKE-HEIST	€ 3.888.057,53	€ 188.971,32	€ 188.809,50	€ 377.780,82	€ 188.809,50	€ 1.452,53	€ 759.622,63	€ 483.291,20
5447	Beernem / Oostkamp / Zedelgem	HET HOUTSCHE	€ 4.032.908,51	€ 222.384,37	€ 0,00	€ 222.384,37	€ 0,00	€ 1.162,30	€ 1.094.657,73	€ 426.713,55
5448	Ardoote / Lichtervelde / Pittrem / Ruiselede / Tielt / Wingene	REGIO TIELT	€ 4.393.529,17	€ 550.818,52	€ 0,00	€ 550.818,52	€ 0,00	€ 1.452,53	€ 1.269.662,58	€ 444.549,94
5449	Oostende	OOSTENDE	€ 7.065.501,48	€ 547.192,54	€ 22.436,40	€ 569.628,94	€ 22.436,40	€ 5.325,01	€ 1.123.387,39	€ 676.081,38
5450	Bredene / De Haan	BREDENE	€ 2.049.442,16	€ 190.362,82	€ 112.459,69	€ 302.822,51	€ 112.459,69	€ 1.162,30	€ 414.659,11	€ 291.380,69
5451	Middelkerke	MIDDELKERKE	€ 1.658.050,58	€ 418.929,39	€ 78.910,67	€ 497.840,06	€ 78.910,67	€ 0,00	€ 408.156,20	€ 241.728,76
5452	Gistel / Ichtegem / Jabbeke / Oudenburg / Torhout	KOUTER	€ 4.268.712,22	€ 309.309,62	€ 0,00	€ 309.309,62	€ 0,00	€ 2.421,35	€ 1.177.850,42	€ 490.506,46
5453	Hooglede / Izegem / Roeselare	RIHO	€ 5.506.437,28	€ 357.011,95	€ 0,00	€ 357.011,95	€ 0,00	€ 4.514,63	€ 1.355.500,21	€ 569.872,31
5454	Dentergem / Ingelmuinster / Meulebeke / Oostrozebeke / Wielsbeke	MIDOW	€ 2.349.078,61	€ 315.634,49	€ 0,00	€ 315.634,49	€ 0,00	€ 0,00	€ 620.265,14	€ 254.831,45

5455	Ledegem / Menen / Wevelgem	GRENSLEIE	€ 4.137.825,12	€ 573.992,64	€ 0,00	€ 573.992,64	€ 2.421,35	€ 1.068.275,25	€ 527.683,37
5456	Kortrijk / Kuurne / Lendelede	VLAS	€ 6.989.901,20	€ 235.696,36	€ 0,00	€ 235.696,36	€ 5.965,75	€ 1.510.513,06	€ 564.589,29
5457	Anzegem / Avelgem / Spiere-Helkijn / Waregem / Zwevegem	MIRA	€ 4.408.062,82	€ 215.483,78	€ 0,00	€ 215.483,78	€ 2.421,35	€ 1.117.184,21	€ 504.344,66
5458	Deerlijk / Harelbeke	GAVERS	€ 1.778.233,51	€ 68.476,60	€ 0,00	€ 68.476,60	€ 0,00	€ 360.541,45	€ 226.514,83
5459	Alveringem / Lo-Reninge / Veurne	SPOORKIN	€ 2.346.511,08	€ 135.718,12	€ 0,00	€ 135.718,12	€ 0,00	€ 870.230,04	€ 225.959,11
5460	Diksmuide / Houthulst / Koekelare / Kortemark	POLDER	€ 3.811.773,50	€ 238.571,92	€ 0,00	€ 238.571,92	€ 1.162,30	€ 1.245.786,50	€ 498.912,86
5461	De Panne / Koksijde / Nieuwpoort	WESTKUST	€ 4.021.711,06	€ 353.296,78	€ 398.805,57	€ 752.102,35	€ 2.421,35	€ 990.010,51	€ 461.984,79
5462	Heuvelland / Ieper / Langemark-Poelkapelle / Mesen / Moorslede / Poperinge / Staden / Vleteren / Wervik / Zonnebeke	ARRO IEPER	€ 9.993.547,86	€ 1.278.263,55	€ 0,00	€ 1.278.263,55	€ 5.482,05	€ 2.755.090,14	€ 834.899,54
5853	Lanaken / Maasmechelen	LANAKEN - MAASMECHELEN	€ 4.390.623,21	€ 404.497,30	€ 451.031,53	€ 855.528,83	€ 1.937,63	€ 1.604.246,23	€ 500.307,95
5904	Beveren / Sint-Gillis-Waas / Stekene	WAASLAND NOORD	€ 5.111.704,05	€ 209.846,05	€ 0,00	€ 209.846,05	€ 2.131,11	€ 1.304.448,98	€ 643.562,02
5905	Beersel / Halle / Sint-Pieters-Leeuw	ZENNEVALLEI	€ 5.715.834,57	€ 242.007,75	€ 0,00	€ 242.007,75	€ 4.068,76	€ 1.276.893,49	€ 936.730,54
5907	Hasselt / Zonhoven / Diepenbeek / Halen / Herk-de-Stad / Lummen	LIMBURG REGIO HOOFDSTAD	€ 9.505.863,22	€ 582.099,59	€ 0,00	€ 582.099,59	€ 6.934,57	€ 2.358.492,96	€ 1.266.426,68
5908	Bertem / Huldenberg / Oud-Heverlee / Tervuren	VOEREN DIJLE	€ 2.433.555,58	€ 112.097,67	€ 0,00	€ 112.097,67	€ 1.937,63	€ 533.538,17	€ 320.438,55
5909	Genk / Zutendaal / As / Oudsbergen / Houthalen-	CARMA	€ 10.668.082,02	€ 1.198.326,62	€ 0,00	€ 1.198.326,62	€ 7.419,67	€ 2.869.130,22	€ 1.394.415,45

	Helchteren / Bocholt / Bree / Kinrooi																				
5910	Landen / Linter / Zoutleeuw / Hoegaarden / Tienen				€ 5.082.232,99	€ 267.436,39	€ 0,00	€ 267.436,39	€ 267.436,39	€ 3.099,94	€ 1.079.262,36	€ 447.608,61									
5911	Deinze / Zulte / Lievegem				€ 4.630.637,76	€ 263.500,99	€ 0,00	€ 263.500,99	€ 263.500,99	€ 2.131,11	€ 1.231.096,72	€ 589.340,16									
5912	Anderlues / Binche/Erquelinnes / Estinnes / Lobbes / Merbes-Le-Château				€ 5.740.965,09	€ 434.361,72	€ 0,00	€ 434.361,72	€ 434.361,72	€ 2.421,35	€ 1.527.846,06	€ 327.120,20									
5913	Mechelen / Willebroek/Bornem/ Puurs-Sint-Amands				€ 9.666.338,96	€ 425.408,71	€ 0,00	€ 425.408,71	€ 425.408,71	€ 8.872,21	€ 2.135.842,68	€ 1.056.897,19									

I.	INLEIDING	3
II.	ONDERRICHTINGEN VAN ALGEMENE AARD	3
1.	TOTSTANDKOMING VAN DE BEGROTING	3
1.1.	Wettelijk kader	3
1.2.	Model van de begroting	3
1.3.	Financiële meerjarenplanning	3
2.	STEMMEN VAN DE BEGROTING	4
3.	HET GEBRUIK VAN 'VOORLOPIGE KREDIETEN' IN AFWACHTING VAN DE GOEDKEURING VAN DE BEGROTING DOOR DE TOEZICHTHOUDENDE OVERHEID	5
4.	BEGROTINGSWIJZIGINGEN	5
5.	SPECIFIEK GOEDKEURINGSTOEZICHT OP DE BEGROTING, DE BEGROTINGSWIJZIGINGEN, DE BIJDRAGE VAN EEN GEMEENTE EN DE ERIN AANGEBRACHTTE WIJZIGINGEN	5
5.1.	Wettelijk kader	5
5.2.	Doorzending van de begroting en de bijlagen	6
III.	ONDERRICHTINGEN BETREFFENDE DE GEWONE DIENST	8
1.	GEWONE UITGAVEN – PERSONEEL (70)	8
1.1.	Algemeen	8
1.2.	De wedde van de personeelsleden	8
1.2.1.	De vooruitzichten van de evolutie van de gezondheidsindex	8
1.2.2.	De wedde van de maand december	8
1.2.3.	Onregelmatige prestaties van de maand december	9
1.2.4.	Vakantiegeld	9
1.3.	Sociale zekerheids- en pensioenbijdragen (RSZ / FPD)	9
1.3.1.	Percentages pensioen- en sociale zekerheidsbijdragen voor het jaar 2024 en volgende Erreur ! Signet non défini.	
1.3.2.	De responsabiliseringsbijdrage	11
1.3.3.	De vergoedingen van de bijzondere rekenplichtige en van de secretaris van de politiezone	11
1.4.	Het eindeloopbaanregime en de non-activiteit voorafgaand aan pensionering (NAVAP) voor personeelsleden van het operationeel kader	12
1.4.1.	Federale subsidie	12
1.4.2.	Begrotingsartikel en economische codes	13
1.5.	Berekeningsmodule personeelskosten 2024	13
1.6.	Mogelijke subfuncties inzake personeelsuitgaven	14
2.	DE GEWONE UITGAVEN - WERKINGSKOSTEN (71)	15
2.1.	Vergoedingen	15
2.2.	Aankopen individuele basis- en functieuitrusting	15
2.3.	Huur federale gebouwen	15
3.	DE GEWONE UITGAVEN - OVERDRACHTEN (72)	16
4.	DE GEWONE UITGAVEN - SCHULD (7X)	16
4.1.	Intrest- en aflossingslasten	16
4.2.	Correctiemechanisme inzake overdracht federale gebouwen naar de politiezones	16
5.	DE GEWONE UITGAVEN - OVERBOEKINGEN (78)	17
6.	DE GEWONE ONTVANGSTEN - PRESTATIES (60)	17

7. DE GEWONE ONTVANGSTEN – OVERDRACHTEN (61)	17
7.1. Federale dotatie voorgaande dienstjaren aan de politiezones (66) - Indexatie federale basistoelage 2023 - 330/465-48/2023	18
7.2. Federale dotaties en toelagen eigen dienstjaar (2024) aan de politiezones (61)	18
7.2.1. Federale basisdotatie voor het jaar 2024 - 330/465-48	18
7.2.2. Bijkomende federale dotatie voor het jaar 2024 - 33004/465-48	19
7.2.3. Federale sociale toelage I 2024 - 330/465-02.....	19
7.2.4. Federale sociale toelage II 2024 - 33001/465-02.....	19
7.2.5. Federale dotatie 2024 Uitrusting handhaving openbare orde - 33003/465-48.....	20
7.2.6. Federale toelage inzake federaal overgedragen huurovereenkomsten aan sommige politiezones (huurtoelage) – 33001/465-01	21
7.2.7. Bijkomende federale toelage “verkeersveiligheid” – 33005/465-48.....	21
7.2.8. De federale toelage aan de lokale politiezones ter stimulering van bepaalde initiatieven – 33007/465-48.....	21
7.2.9. De federale dotatie met betrekking tot de uitvoering van de wet “Salduz” – 33008/465-48	21
7.2.10. De federale dotatie in het kader van het sectoraal akkoord 2018 - 33009/465-48	22
7.2.11. De federale dotatie in het kader van het sectoraal akkoord 2022- 33009/465-48	23
7.3. De gemeentelijke dotatie(s) (61)	23
8. DE GEWONE ONTVANGSTEN - SCHULD (62)	23
IV. ONDERRICHTINGEN BETREFFENDE DE BUITENGEWONE DIENST	24
V. CONCLUSIE.....	234
VI. BIJLAGEN.....	245
1. BEWIJSSTUKKEN.....	245
1.1. Lijst met bewijsstukken toe te voegen aan de begroting	245
1.2. Lijst met bewijsstukken toe te voegen aan de begrotingswijzigingen	256
2. LINK ECONOMISCHE CODES - LOONCOMPONENTEN AAN DE HAND VAN SUFFIXEN	267
3. BEGROTINGSARTIKELS MET BETREKKING TOT DE FEDERALE EN GEMEENTELIJKE BIJDAGEN.....	299
4. TOEZICHT 1 : DE BEGROTINGSKREDIETEN PER BEGROTINGSARTIKEL MET DE BEREKENING VAN DE SOCIALE TOELAGE II EN DE CONTROLE OP DE PATRONALE BIJDAGEN	323
5. TOEZICHT 2 : BEGROTINGSKREDIETEN GETOTALISEERD PER BEGROTINGSARTIKEL VOOR DE OPERATIONELEN, DE CALOG-PERSONEELSLEDEN, DE SECRETARIS EN DE BIJZONDERE REKENPLICHTIGE	40
6. FEDERALE DOTATIES EN TOELAGEN 2024 (ONDER VOORBEHOUD).....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.6

I. INLEIDING

Voor de toepassing van deze omzendbrief wordt verstaan onder:

- «WGP»: wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;
- «ARPC»: koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het algemeen reglement op de boekhouding van de lokale politie;
- «NGW»: nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988;
- «RAAD»: gemeenteraad in de eengemeentezones – politieraad in de meergemeentezones;
- «COLLEGE»: college van burgemeester en schepenen in de eengemeentezones – politiecollege in de meergemeentezones;
- «DIENSTJAAR N»: het jaar waarop de begroting slaat;
- «DIENSTJAAR N-1»: het jaar voorafgaand;

II. ONDERRICHTINGEN VAN ALGEMENE AARD

1. TOTSTANDKOMING VAN DE BEGROTING

1.1. WETTELIJK KADER

De begrotingsopmaak alsook de stemming en de goedkeuring ervan worden geregeld bij artikel 34 WGP dat het artikel 241 en gedeeltelijk de Titel VI, Hoofdstukken 1 en 2 NGW toepasbaar maakt.

De begrotings-, de financiële en de boekhoudkundige voorschriften van de politiezones zijn bepaald door het ARPC. Gelieve op te merken dat de uitgaven en de ontvangsten van de lokale politie bij voorkeur worden ingeschreven onder de functionele code 330xx. De functionele en economische classificatie, de classificatie van de algemene en individuele rekeningen, alsook van de minimale rekeningenstelsels en van de suffixen, worden bepaald in de bijlagen 1, 2, 3, 4 en 5 van het ARPC.

De inhoud/betekenis van de economische codes dient strikt te worden gerespecteerd, enkel de omschrijving mag vervangen worden door een duidelijkere omschrijving aangepast aan de lokale politiezone. Dat geldt evenwel niet voor de begrotingsartikels betreffende de federale dotaties waarvan de omschrijving moet toegepast worden in de oorspronkelijke vorm.

1.2. MODEL VAN DE BEGROTING

Het model van de politiebegroting is deze van de gemeentebegroting. Ik verzoek u dit model en de navolgende begrotingswijzigingen ervan strikt te willen respecteren.

Het schutblad en het samenvattend bestand (inputmodule) van de politiebegroting staan ter beschikking op de website van de Algemene Directie Veiligheid en Preventie (www.besafe.be).

1.3. FINANCIËLE MEERJARENPLANNING

De meerjarenplanning wordt meer en meer een referentie-instrument op lokaal vlak om op middellange termijn een begrotingsvisie te ontwikkelen tegenover de beschikbare financiële capaciteiten. Een identieke aanpak op vlak van de politiezones lijkt mij dan ook aangewezen omwille van de impact van de begroting van de lokale politie of de gemeentelijke dotatie op de meerjarenplanning en de begroting van de gemeenten.

2. STEMMEN VAN DE BEGROTING

Vooraleer de raad beraadslaagt over de begroting van de uitgaven en inkomsten, bespreekt het college het project (rapport) dat het heeft opgesteld na ontvangst van het advies van de commissie waarin minstens één lid van het college, de korpschef van de lokale politie en de bijzondere rekenplichtige zetelen.

Wij herinneren er aan dat er voor de meergemeentezones in begrotingsaangelegenheden een afwijking bestaat op de algemene regel, volgens dewelke ieder lid van de politieraad over één stem beschikt bij de stemmingen (art. 26, eerste lid, WGP). Voor de vaststelling van de begroting, de begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen beschikt elke groep vertegenwoordigers van één gemeente in de politieraad over evenveel stemmen als waarover de burgemeester van de gemeente die hij vertegenwoordigt, beschikt in het politiecollege (artikel 26, tweede lid WGP). Deze stemmen worden gelijk verdeeld onder de groep vertegenwoordigers van een gemeente.

Bovendien beschikt ieder politieraadslid het hele jaar over een identiek aantal stemmen, wat ook het aantal vertegenwoordigers van zijn gemeente is tijdens de zitting(en) van de raad waar een beslissing genomen wordt inzake begroting(swijzigingen) en jaarrekeningen. Bijgevolg is de stem van een afwezig raadslid onherroepelijk verloren en kan deze niet herverdeeld worden onder de aanwezige vertegenwoordigers van de gemeenten waartoe hij behoort.¹

In het K.B. van 20 december 2000 (B.S. 29 december 2000) wordt meer informatie verstrekt over de precieze berekeningswijze van het aantal stemmen waarover een burgemeester beschikt in het politiecollege, verder verduidelijkt door de ministeriële omzendbrief PLP 6 van 19 maart 2001 (B.S. 13 april 2001) en PLP 43 van 12 oktober 2007 (B.S. 29 oktober 2007).

Elke burgemeester beschikt over een aantal stemmen naar evenredigheid van de minimum politiedotatie die zijn gemeente in de meergemeentezone inbrengt (art. 24 WGP). Het begrip “minimum politiedotatie” verwijst naar de bijdrage die elke gemeente stort aan de meergemeentepolitiezone voor de verwezenlijking door de lokale politie van de basispolitiezorg samen met de minimale dienstverlening die wordt gewaarborgd aan de overheden en de burgers (art. 3 WGP). De wetgever heeft duidelijk gewenst dat een eventuele verhoging van de bijdrage van een gemeente aan de begroting van de politiezone met het oog op de uitvoering van de opdrachten en doelstellingen die eigen zijn aan de gemeente (art. 36, 4° en 40, derde lid WGP), geenszins invloed mag hebben op de verdeling van de stemmen binnen het politiecollege en bij uitbreiding binnen de politieraad². Een gemeente die de lokale politie zou financieren met het oog op het nastreven van dergelijke bijzondere doelstellingen (bijvoorbeeld: een verscherpt toezicht in de omgeving van de scholen in sommige wijken van de gemeente; oprichten van een hondenbrigade, zelfs indien de andere gemeenten er geen wensen, enz.) mag zich hier dus niet op beroepen om een groter stemmenaantal te verkrijgen.

Deze verdeling van de stemmen binnen het politiecollege moet jaarlijks worden herzien door zich te baseren op de bijdrage van elk van de gemeenten, zoals bepaald in de zonale rekeningen die werden goedgekeurd door de toezichhoudende overheid. De stemmenverdeling dient immers een weerspiegeling te zijn van de financiële bijdrage die elke gemeente reëel investeert ten gunste van de politiezone, vandaar de verwijzing naar de zonale rekeningen. Bij ontstentenis van de afgesloten en door de toezichhoudende overheid goedgekeurde rekening 2023 zal de stemmenverdeling worden herzien en gebaseerd zijn op de financiële bijdrage van elk van de gemeenten aan de meergemeentezone, zoals bepaald in de laatste gemeentelijke rekening goedgekeurd door de toezichhoudende overheid.

¹ Zie hieromtrent het punt V van de ministeriële omzendbrief PLP 32 van 15 oktober 2003 betreffende de werking van de politieraad en het politiecollege, B.S. 27 oktober 2003.

² Zie Memorie van toelichting bij de WGP (art. 24).

3. HET GEBRUIK VAN 'VOORLOPIGE KREDIETEN' IN AFWACHTING VAN DE GOEDKEURING VAN DE BEGROTING DOOR DE TOEZICHTHOUDENDE OVERHEID

Zolang de begroting 'dienstjaar N' nog niet is goedgekeurd door de Gouverneur, conform artikel 13 ARPC, passen de lokale politieoverheden de regel van de 'voorlopige kredieten' of 'voorlopige twaalfden' toe om hun uitgaven te verrichten in het dienstjaar N, zonder dat deze kunnen worden aangewend voor nieuwe uitgaven.

Er kunnen zich hierbij **twee mogelijkheden** voordoen:

- a) De begroting 'dienstjaar N' werd door de raad NIET GOEDGEKEURD vóór 1 januari 'dienstjaar N':

De raad dient in dit geval in 'dienstjaar N-1' en op gemotiveerde wijze vast te stellen dat er een beroep werd gedaan op de voorlopige kredieten 'dienstjaar N' via een afzonderlijke beraadslaging; het is evenwel mogelijk om één of meer voorlopige twaalfden goed te keuren. De aanwending van voorlopige kredieten op de gewone dienst mag per verlopen of begonnen maand niet meer bedragen dan één twaalfde van het begrotingskrediet van het vorige dienstjaar ('dienstjaar N-1'); deze beperking is niet van toepassing op de uitgaven voor de bezoldiging van het personeel, voor de betaling van verzekeringspremies, voor de betaling van belastingen en voor de betaling van aflossingen en intresten op leningen (art.13, §2 ARPC).

- b) De begroting 'dienstjaar N' werd door de raad GOEDGEKEURD vóór 1 januari 'dienstjaar N', maar werd nog niet door de gouverneur goedgekeurd vóór 1 januari 'dienstjaar N':

De raad dient GEEN afzonderlijk raadsbesluit te treffen. De aanwending van voorlopige kredieten op de gewone dienst mag per verlopen of begonnen maand niet meer bedragen dan één twaalfde van het begrotingskrediet van het lopende dienstjaar ('dienstjaar N') of van het begrotingskrediet van het vorige dienstjaar ('dienstjaar N-1') als dit kleiner is dan het krediet van het lopende dienstjaar ('dienstjaar N'). Deze beperking is niet van toepassing op de uitgaven voor de bezoldiging van het personeel, voor de betaling van verzekeringspremies, voor de betaling van belastingen en voor de betaling van aflossingen en interesten op leningen (art.13, §2 ARPC).

4. BEGROTINGSWIJZIGINGEN

De begrotingswijzigingen betreffende het dienstjaar N moeten tegen uiterlijk 15 november worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid, om zodoende de regelmatige vastlegging van de uitgaven niet in het gedrang te brengen.

De raad heeft er eveneens alle belang bij de laatste begrotingswijziging zeer nauwkeurig te ramen zodat de laatste begrotingscijfers zo dicht mogelijk de begrotingsrekening benaderen. Dit laat toe de eerstkomende begroting realistischer op te stellen.

5. SPECIFIEK GOEDKEURINGSTOEZICHT OP DE BEGROTING, DE BEGROTINGSWIJZIGINGEN, DE BIJDRAGE VAN EEN GEMEENTE EN DE ERIN AANGEBRACHTTE WIJZIGINGEN

5.1. WETTELIJK KADER

Het specifiek toezicht op de begroting, de begrotingswijzigingen en de financiële bijdrage van de gemeenten aan de meergemeentezone wordt geregeld door de artikelen 71 tot 76 van de WGP. Voor meer informatie betreffende de toezichtsprocedures en de desbetreffende termijnen, verwijzen we naar de omzendbrief PLP 12 van 8 oktober 2001.

Hierbij wens ik de gemeente- en politieraden eraan te herinneren dat de raadsbesluiten betreffende de begroting van de politiezone en de erin aangebrachte wijzigingen, alsook de raadsbesluiten betreffende de bijdrage aan de politiezone van de gemeente die deel uitmaakt van een meergemeentezone en de erin aangebrachte wijzigingen, aan de

gouverneur moeten worden toegezonden in het kader van het specifiek administratief toezicht ingesteld door de WGP, en wel binnen de twintig dagen na het nemen van de beslissing (artikel 71 WGP).

5.2. DOORZENDING VAN DE BEGROTING EN DE BIJLAGEN

De begroting, de begrotingswijzigingen en de bijlagen worden uitsluitend verzonden naar de Gouverneur, bij voorkeur elektronisch. De bijlagen moeten gelijktijdig met de begroting worden overgemaakt, met uitzondering van het bewijs van aanplakking en van bepaalde bewijsstukken waarover de politiezone nog niet beschikt bij het overmaken van de begroting.

De volledige lijst van die documenten wordt opgenomen in de **bijlage 1** bij deze omzendbrief.

Bij de begroting hoort eveneens een samenvattend overzicht dat elektronisch aan de Gouverneur dient te worden overgemaakt. De "lay-out" van het samenvattend overzicht (inputmodule) van de politiebegroting kan worden gedownload op de website www.besafe.be van de Algemene Directie Veiligheid en Preventie.

Wanneer de begroting krachtens de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, haar uitvoeringsbesluiten of andere regelgevende teksten, in twee talen moet worden opgesteld, wordt ze in de twee talen voorgelegd. Hetzelfde geldt voor de stukken die aan de begroting zijn gevoegd en die in twee talen zijn opgesteld.

Tot slot is het de taak van de Gouverneur om erop toe te zien dat het elektronisch bestand en de papieren versie van de goedgekeurde begroting uitsluitend de door hem/haar goedgekeurde en gecontroleerde cijfers bevatten, eventueel aangevuld met de geformuleerde opmerkingen.

5.3. DOORZENDING VAN DE TRIMESTERIËLE GEGEVENS

Artikel 3.2 van de Europese richtlijn 2011/85/EU bepaalt dat de lidstaten verplicht zijn vanaf 2014 regelmatig gegevens te publiceren over de uitvoering van de begroting van de verschillende overheidsniveaus. Deze begrotingsgegevens bestaan uit een samenvatting van de ontvangsten, de uitgaven en het saldo.

De termijnen waarbinnen de bedoelde data moeten worden aangeleverd zijn als volgt bepaald :

Vanaf het jaar 2024 en voor het elk daarop volgend jaar zal het Excel-bestand met de data van het

- Eerste trimester, door de politiezones ten laatste de eerste maandag van de maand juni van hetzelfde jaar aan de provinciaal financieel expert worden overgemaakt. Deze stuurt het ten laatste op de voorlaatste maandag van de maand juni van hetzelfde jaar aan budgetpzp@ibz.be.
- Tweede trimester, door de politiezones ten laatste de eerste maandag van de maand september van hetzelfde jaar aan de provinciaal financieel expert worden overgemaakt. Deze stuurt het ten laatste op de voorlaatste maandag van de maand september van hetzelfde jaar aan budgetpzp@ibz.be.
- Derde trimester, door de politiezones ten laatste de eerste maandag van de maand december van hetzelfde jaar aan de provinciaal financieel expert worden overgemaakt. Deze stuurt het ten laatste op de voorlaatste maandag van de maand december van hetzelfde jaar aan budgetpzp@ibz.be.
- Vierde trimester, door de politiezones ten laatste de eerste maandag van de maand maart van het daarop volgende jaar aan de provinciaal financieel expert worden overgemaakt. Deze stuurt het ten laatste op voorlaatste maandag van de maand maart van hetzelfde jaar aan budgetpzp@ibz.be.

Provincie	E-mail	Contactpersoon
Brussel-Hoofdstad	financienpz@gob.brussels	BIARENT Angéline
Antwerpen	toezichtlokalepolitie@fdgantwerpen.be	DE FRE Marie-France
Limburg	federaaltoezicht@limburg.be	LANNAERT Rebekka
Oost-Vlaanderen	toezicht.OVL@ibz.fgov.be	FOCKE Ina
Vlaams-Brabant	politietoezicht@vlaamsbrabant.be	VAN HERCK Ronny
West-Vlaanderen	politietoezichtwvl@ibz.fgov.be	MAES Sarah VANBORM Sabine
Henegouwen	veronique.cambier@ibz.fgov.be	CAMBIER Veronique
Luik	brigitte.maes@provincedeliege.be	MAES Brigitte
Luxemburg	nathalie.herman@ibz.fgov.be	HERMAND Nathalie
Namen	tutelle@sfgnamur.be	PAULUS Bernard
Waals-Brabant	corine.sermeus@gouverneurbw.be	SERMEUS Corine

III. ONDERRICHTINGEN BETREFFENDE DE GEWONE DIENST

Wat de minimale begrotingsnormen betreft, verzoek ik u om in de gewone uitgavenbegroting 'dienstjaar N' minimaal de begrotingskredieten in te schrijven die noodzakelijk zijn voor de correcte bezoldiging van het personeel en voor een goede werking van de politiezone.

1. GEWONE UITGAVEN – PERSONEEL (70)

1.1. ALGEMEEN

De personeelsuitgaven dienen realistisch te worden geraamd rekening houdend met volgende factoren:

- Naleving van het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie, *B.S.*, 12 oktober 2001;
- Toekenning van periodieke verhogingen en het tijdstip ervan;
- De reële of de waarschijnlijke stijging of daling van het aantal personeelsleden;
- De maandvooruitzichten voor de gezondheidsindex (zie infra);
- De begrotingskredieten nodig om te voldoen aan de verplichtingen/uitgaven betreffende de niet-prestatiegebonden toelagen, vergoedingen en premies in de loop van het dienstjaar 'dienstjaar N';
- De nodige begrotingskredieten voor de laatste referentieperiode 'dienstjaar N-1' tot en met de voorlaatste referentieperiode 'dienstjaar N' om te voldoen aan de verplichtingen/uitgaven inzake prestatiegebonden toelagen, vergoedingen en premies.

1.2. DE WEDDE VAN DE PERSONEELSLEDEN

1.2.1. De vooruitzichten van de evolutie van de gezondheidsindex

In november 2022 werd de spilindex voor de overheidswedden en sociale uitkeringen laatst bereikt. Overeenkomstig de maandvooruitzichten van het Federaal Planbureau voor de gezondheidsindex (3 oktober 2023) zou de volgende overschrijding van de spilindex (momenteel 125.60 punten³) door de afgevlakte gezondheidsindex (zoals gedefinieerd in de wet van 23 april 2015 tot verbetering van de werkgelegenheid, Belgisch Staatsblad van 27 april 2015) plaatsvinden in oktober 2023. Als gevolg daarvan zouden de sociale uitkeringen in november 2023 en de wedden van het overheidspersoneel in december 2023 met 2% aangepast worden aan de gestegen levensduurte.

In maart 2024 zou de volgende spilindex bereikt worden : 128,11. Als gevolg daarvan zouden de sociale uitkeringen in april 2024 en de wedden van het overheidspersoneel in mei 2024 met 2% aangepast worden aan de gestegen levensduurte.

De daaropvolgende spilindex 130,67 zou bereikt worden in september 2024. Als gevolg daarvan zouden de sociale uitkeringen in oktober 2024 en de wedden van het overheidspersoneel in november 2024 opnieuw met 2% aangepast worden aan de gestegen levensduurte.

Voor de meest actuele informatie hierover kan u terecht op de website van het Federaal Planbureau (www.plan.be) .

1.2.2. De wedde van de maand december

In uitvoering van artikel XI.II.13. §1, RPPol, worden alle leden van de geïntegreerde politie betaald na vervallen termijn. Er werd evenwel een overgangsmaatregel ingevoerd voor de voormalige personeelsleden van het operationeel kader

³ Spilindex basis 2013.

die op 30 maart 2001 het statuut van personeelslid van het operationeel korps van een gemeentelijk politiekorps hadden.

Voordien werden de kredieten voor de wedden van december 'dienstjaar N-1' en de niet-prestatiegebonden toelagen, vergoedingen en premies van december 'dienstjaar N-1' begroot in het financieel dienstjaar N "vorig dienstjaar", zelfs als de betaalbaarstelling ervan pas op de eerste werkdag van de volgende maand januari moest plaatsvinden. Sinds het arrest nr. 226.189 van 23 januari 2014 van de Raad van State dienen de kredieten voor de wedden van december 'dienstjaar N-1' en de niet-prestatiegebonden toelagen, vergoedingen en premies van december 'dienstjaar N-1' te worden begroot in het financieel dienstjaar 'N-1', zelfs als de betaalbaarstelling ervan pas op de eerste werkdag van de volgende maand januari moet plaatsvinden (art. 2 van het koninklijk besluit nr. 279).

Aangezien deze aanpassing een zekere financiële impact heeft voor de politiezones, omdat er een 13^{de} maand wedde moet worden geregulariseerd, werd er een overgangperiode van vier jaar ingesteld (cf. PLP 54 van 15 december 2015 betreffende de onderrichtingen voor het opstellen van de politiebegroting 2016 ten behoeve van de politiezones). Deze overgangperiode liep af op 31 december 2019. Sinds 1 januari 2020 is het dan ook niet meer mogelijk om de maand wedde van december van het dienstjaar 'N-1' in te schrijven in de begroting van het "dienstjaar N". Alle politiezones moeten dus voor alle personeelsleden de maanden wedde van januari 2024 tot december 2024 inschrijven in de begroting van het jaar 2024.

Voor wat betreft de uitbetaling van de wedde van december, verwijs ik naar de communicatie van het SSGPI van 27 juli 2017 (SSGPI-RIO-2017/556).

1.2.3. Onregelmatige prestaties van de maand december

Onregelmatige prestaties van de maand december van het dienstjaar N worden idealiter geboekt op het dienstjaar N+1 (vorig dienstjaar). De begroting van de politiezones is immers gebaseerd op vastgestelde rechten en de vaststelling van het recht voor deze onregelmatige prestaties gebeurt op basis van het model 9 bis. Aangezien het pas mogelijk is om op 1 januari van het dienstjaar N+1 het model 9 bis, met de volledige gegevens, te registreren, wordt het recht van de onregelmatige prestaties december van het dienstjaar N pas in het dienstjaar N+1 vastgesteld.

1.2.4. Vakantiegeld

Overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 april 2009 houdende vaststelling van het vakantiegeld van het personeel van de politiediensten is het percentage van 92% van de maandwedde van toepassing op het vakantiegeld van alle personeelsleden van de politiediensten.

1.3 SOCIALE ZEKERHEIDS- EN PENSIOENBIJDRAGEN (RSZ / FPD)

1.3.1. Percentages pensioen- en sociale zekerheidsbijdragen voor het jaar 2024 en volgende

De wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen, werd gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 3 november 2011.

Die wet hervormt het pensioensysteem van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten die inzake pensioen aangesloten zijn bij het Gesolidariseerd pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen dat de ex-pensioenpools 1 en 2 bevat, alsook het luik betreffende de lokale politie van de ex-pool 5 (= ex-pensioenfonds van de geïntegreerde politie) en de nieuwe leden.

De pensioenbijdragevoeten voor de lokale politie voor de periode 2022-2024 zijn als volgt bepaald⁴:

	Lokale politiezones
2022	43% waarvan 7,50% persoonlijke bijdrage
2023	44% waarvan 7,50% persoonlijke bijdrage
2024	45% waarvan 7,50% persoonlijke bijdrage

In tegenstelling tot de jaren tot en met 2015, wordt er sinds 2016 geen enkele vermindering meer voorzien van de basispensioenbijdrage voor de administraties van ex-pool 5 (lokale politiezones). Voor 2024 zal een pensioenbijdragevoet van 45% gelden.

De pensioenbijdragevoet voor 2025 werden voorlopig vastgelegd op respectievelijk 45%. Hierbij moet worden benadrukt dat, zolang deze percentages niet geformaliseerd zijn bij koninklijk besluit, het moet worden beschouwd als louter indicatieve percentages.

Hierna de percentages van de sociale zekerheids- en pensioenbijdragen die van toepassing zijn in 2024 op de vastbenoemden, contractuelen en Gesco's⁵.

	VASTBENOEMDEN		CONTRACTUELEN		GESCO'S	
	Bijdrage		Bijdrage		Bijdrage	
	Werkgever	Werknemer	Werkgever	Werknemer	Werkgever	Werknemer
Gezondheidszorg	-	3,55%	-	3,55%	-	3,55%
Saldo basiswerkgeversbijdrage	9,10%	-	21,77%	-	21,77%	-
Pensioenen contractanten	-	-	-	7,50%	-	7,50%
Beroepsziekten	0,17%	-	0,17%	-	0,17%	-
Asbestfonds	0,01%	-	0,01%	-	0,01%	-
Loonmatiging	6,20%	-	6,91%	-	6,91%	-
Ziekte-uitkeringen	-	-	-	1,15%	-	1,15%
Werkloosheid	-	-	-	0,87%	-	0,87%
SUBTOTAAL	15,48%	3,55%	28,86%	13,07%	28,86%	13,07%

⁴ Koninklijk besluit van 29 november 2019 tot uitvoering van artikel 16, eerste lid, 1), van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen voor het jaar 2022, BS 6 december 2019.

Koninklijk besluit van 16 februari 2022 tot uitvoering voor het jaar 2023 van artikel 16, eerste lid, 1), van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen, BS 2 maart 2022.

Koninklijk besluit van 17 juni 2022 tot uitvoering voor het jaar 2024 van artikel 16, eerste lid, 1), van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen, BS 30.06.2022

⁵ Gesco: gesubsidieerd contractueel personeelslid.

Pensioenen	37,50%	7,50%	-	-	-	-
TOTAAL	52,98%	11,05%	28,86%	13,07%	28,86%	13,07%
Arbeidsongevallen	Contract (raming 1,7 %)		Contract (raming 1,7 %)		Contract (raming 1,7 %)	
Gemeenschappelijke sociale dienst	0,15%		0,15%		0,15%	

Het saldo van de basiswerkgeversbijdrage van de vastbenoemden (9,10%) is het verschil tussen de basiswerkgeversbijdrage voor een lokaal bestuur (23,07%) enerzijds en de som van de werkgeversbijdragen voor beroepsziekten privésector (1%), arbeidsongevallen privésector (0,30%), ZIV uitkeringen (2,35%), werkloosheid (1,46%) en pensioenen (8,86%) anderzijds.

Het saldo van de basiswerkgeversbijdrage van de contractant of een gesco (21,77%) is het verschil tussen de basiswerkgeversbijdrage voor een lokaal bestuur (23,07%) enerzijds en de som van de werkgeversbijdragen voor beroepsziekten privésector (1%) en arbeidsongevallen privésector (0,30%) anderzijds.

De gesco's zijn sinds 1 januari 2014 de volledige sociale zekerheidsbijdragen verschuldigd, maar kunnen evenwel genieten van een doelgroepvermindering. In de Dmfa moeten de gesco's aangeduid worden met de werknemerskengetallen 024 en 484. Om deze vermindering van de patronale sociale zekerheidsbijdragen van 23,18% te kunnen genieten, moet men de verminderingcode «4001» opgeven in het blok «Vermindering van de tewerkstellingslijn» (90109). Door de vermindering wordt het aan de RSZ verschuldigde patronale bijdragepercentage voor een gesco gelijk aan 5,68% (=28,86% - 23,18%).

Tevens dient te worden onderstreept dat de verminderingcode « 4001 » enkel nog kan gebruikt worden voor de gesubsidieerde contractuelen die tewerkgesteld zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Voor de politiezones van het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap is niet meer toegestaan om de verminderingcode « 4001 » te gebruiken.

1.3.2. De responsabiliseringsbijdrage

De voornoemde wet van 24 oktober 2011 voorziet in de invoering van een responsabiliseringsbijdrage ten laste van de lokale besturen waarvan de individuele gesolidariseerde pensioenlasten hoger zijn dan de ontvangsten van de gestorte basispensioenbijdragen.

Deze eventuele bijdrage zal de vorm aannemen van een vastgelegd percentage (= responsabiliseringscoëfficiënt) van het verschil tussen enerzijds de individuele pensioenlasten – gedragen door het gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen – en anderzijds de door het bestuur gestorte basisbijdragen voor hetzelfde jaar met het oog op de financiering van dat fonds. Deze responsabiliseringscoëfficiënt (voor het jaar N) wordt jaarlijks vastgelegd door de FPD tijdens het derde trimester van het volgende burgerlijke jaar (jaar N+1).

Op de responsabiliseringsbijdrage moeten voorschotten worden betaald onder de vorm van maandelijkse termijnen. Met name dienen de besturen die voor 2022 een responsabiliseringsbijdrage verschuldigd waren in 2024 maandelijkse termijnen te betalen die betrekking hebben op de responsabiliseringsbijdrage voor het jaar 2024 zelf.

Met andere woorden, de politiezones die voor 2022 een responsabiliseringsbijdrage verschuldigd waren, moeten de responsabiliseringsbijdrage voor het jaar 2024 via maandelijkse stortingen in 2024 betalen aan de RSZ. Zij zullen

bovendien eind september 2024 van de RSZ de notificatie met het definitieve bedrag van de voor 2023 verschuldigde responsabiliseringsbijdrage en met, in voorkomend geval, het nog te betalen saldo ontvangen.

Het is bijgevolg de taak van de politiezones om in het budget N (vorige dienstjaar), onder het begrotingsartikel 330/113-48/2021, de nodige kredieten te voorzien voor de betaling van de responsabiliseringsbijdrage.

Ik verzoek u de bedragen opgenomen in de simulaties van de FPD, in te schrijven in uw begroting 2024.

De algemene informatie aangaande de pensioen-, sociale zekerheids- en responsabiliseringsbijdragen is eveneens terug te vinden in de administratieve instructies van de RSZ die driemaandelijks worden bijgewerkt en gepubliceerd op de website van de sociale zekerheid: www.socialsecurity.be

.1.3.3. De vergoedingen van de bijzondere rekenplichtige en van de secretaris van de politiezone

Wij herinneren eraan dat de vergoedingen van de bijzondere rekenplichtige en van de secretaris van de politiezone uitsluitend onderworpen zijn aan de sociale zekerheidsbijdragen en niet aan de pensioenbijdrage.

1.4 HET EINDELOOPBAANREGIME EN DE NON-ACTIVITEIT VOORAFGAAND AAN PENSIONERING (NAVAP) VOOR PERSONEELSLEDEN VAN HET OPERATIONEEL KADER

1.4.1. Federale subsidie

Om toe te laten de meerkost op te vangen die te wijten is aan een verlenging van de loopbaan van personeelsleden van het operationeel kader, besloot de Ministerraad van 11 oktober 2015 om te voorzien in een tijdelijk financieringsmechanisme voor de begrotingsjaren 2016-2019. Deze financiële steun, in de vorm van een subsidie, werd toegekend aan de politiezones voor elk van hun personeelsleden die aan de voorwaarden voldoen van art. XII.XIII.1 RPPol.

Het betreft personeelsleden van het operationeel kader die vóór 10 juli 2014 een preferentiële vervroegde pensioenleeftijd van 54, 56 of 58 jaar genoten en die voldoen aan volgende bijkomende voorwaarden:

- a) het personeelslid heeft de leeftijd bereikt die vereist is om de NAVAP te kunnen genieten. De agenten van politie, de inspecteurs, de hoofdinspecteurs en de officieren, met uitzondering van de officieren die een preferentiële pensioenleeftijd van 58 jaar hadden, kunnen de NAVAP genieten vanaf de leeftijd van 58 jaar. De officieren die een preferentiële pensioenleeftijd van 58 jaar hadden, kunnen de NAVAP genieten vanaf de leeftijd van 60 jaar;
- b) het personeelslid telt bij de aanvang van de non-activiteit, ten minste 20 aanneembare dienstjaren in de openbare sector voor de opening van het recht op pensioen, met uitsluiting van de bonificaties voor studies en van andere periodes die voor de vaststelling van de wedde in aanmerking worden genomen;
- c) het personeelslid voldoet, op het einde van de NAVAP, die een maximale duur van 4 jaar heeft, aan de voorwaarden om aanspraak te maken op vervroegd pensioen, vermeld in artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

De subsidie bestaat enerzijds uit de reële kost (met inbegrip van vakantiegeld en eindejaarstoelage) van de personeelsleden die genieten van de non-activiteit voorafgaand aan de pensionering (NAVAP) en anderzijds uit de reële kost (met inbegrip van vakantiegeld en eindejaarstoelage maar met uitsluiting van andere toelagen en vergoedingen) van de personeelsleden die aan de voorwaarden voldoen om te kunnen genieten van de non-activiteit maar die ervoor kiezen om langer te werken.

Het koninklijk besluit van 22 februari 2016 houdende de wijze van toekenning van de subsidies ter ondersteuning van het eindeloopbaanregime voor personeelsleden van het operationeel kader van de lokale politie voor het jaar 2016 voorzagt in de toekenning van subsidies voor het jaar 2016⁶. Voor de jaren 2017 tot en met 2023 werden soortgelijke koninklijke besluiten getroffen.

De kennisgevingen van de begroting 2024 van 13 oktober 2023 bevestigen de verlenging van de financiering van de eindeloopbaanmaatregelen voor de leden van de lokale politie voor het jaar 2024. Voor 2024 werd een begroting van 38.300kEUR vastgelegd.

Aan de politiezones wordt echter gevraagd om de inschrijvingen tot de eerste drie trimesters te beperken. Er zullen later preciseringen worden verschaft met betrekking tot het vierde trimester.

1.4.2. Begrotingsartikel en economische codes

De subsidie, zowel voor de personeelsleden die genieten van de non-activiteit voorafgaand aan pensionering als voor de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden voor non-activiteit voorafgaand aan het pensionering maar die ervoor kiezen om langer te werken, dient te worden ingeschreven onder het begrotingsartikel 33002 465-02.

Het wachtgeld toegekend aan de personeelsleden in de periode van non-activiteit voorafgaand aan het pensionering moeten worden ingeschreven onder de economische code 111-10, het vakantiegeld onder de code 112-10 en de eindejaarspremie onder de code 111-10/12.

Het loon, het vakantiegeld en de eindejaarspremie toegekend aan de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden voor non-activiteit voorafgaand aan het pensionering maar die ervoor kiezen om langer te werken moet worden ingeschreven onder de normale codes voor het loon (111-01/00), vakantiegeld (112-01) en eindejaarspremie (111-01/12).

1.4.3. Sectoraal akkoord geïntegreerde politie

Gevolg gevend aan de beslissing van de ministerraad van 1 april 2022, werd met ingang van 1 oktober 2023 de pecuniaire herwaardering aan 45% ter uitvoering van het sectoraal akkoord GPI geïmplementeerd. Op 1 oktober 2024 zal een tweede stap genomen worden inzake de uitvoering van het sectoraal akkoord (100%).

Voor 2024 zal dit bedrag € 57.016.000 zijn.

Zodra de individuele bedragen bekend zijn, zullen ze aan de politiezones worden megedeeld.

1.5. BEREKENINGSMODULE PERSONEELSKOSTEN 2024

Om de politiezones te helpen bij het realistisch ramen van de personeelsuitgaven 2024 wordt u de berekeningsmodule “**BudgPersPZAutom_NL**” ter beschikking gesteld via de website www.ssgpi.be (zie rubriek “Handleidingen” – Downloaden van de Budgettaire Module).

⁶ Koninklijk besluit van 25 december 2016 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 2016 houdende de wijze van toekenning van de subsidies ter ondersteuning van het eindeloopbaanregime voor personeelsleden van het operationeel kader van de lokale politie voor het jaar 2016 en tot vaststelling van de wijze van toekenning van deze subsidies voor het jaar 2017.

Met de login in “Themis” kunnen de zones -via “Processen” – “Begrotingsmodule Lokaal”- permanent de voor de begrotingsmodule noodzakelijke bestanden -“baremische elementen “ en “supplementen”- aanmaken en downloaden. Sinds 2019 kan u de beide bestanden alleen nog via deze weg bekomen.

Aandachtspunten voor de uitwerking van de begroting 2024:

- In het kader van het begrotingsakkoord van de federale regering zal een pecuniaire herwaardering met het oog op de uitvoering van het sectoraal akkoord in 2 fasen worden doorgevoerd. Vanaf oktober 2024 zal een loonsverhoging van 55%, die aanvankelijk gepland was, worden toegepast.

De manier waarop de begrotingsmodule werkt, betekent dat er slechts 1 bedrag per salaristrap en per schaal kan worden berekend. In 2024 zullen er echter 2 bedragen per schaal zijn (het 1e voor de periode van januari tot september en het 2e voor de periode van oktober tot december).

Daarom moesten er schalen met "fictieve bedragen" worden gecreëerd, die voor elke salaristrap 9/12e van het oude bedrag en 3/12e van het nieuwe bedrag vertegenwoordigen, dat vanaf oktober 2024 zal worden toegepast.

- Voor operationeel personeel kunnen salarisstijgingen van het vorige jaar automatisch worden overgezet vanaf de versie voor 2019.
- Inflatievooruitzichten 2024: de module wordt aangepast aan de voorspellingen van het Federaal Planbureau.
- Er zijn 2 mogelijke afwerkingen ter beschikking
 - 1) afwerking van de begrotingsraming met X (2024) en X-1 (2023) ;
 - 2) afwerking van alle rechten die zijn begroot tijdens X (2024) (ook wat is betaald voor X-1 of eerder).
- Behouden van de statutcode (5) voor personeelsleden NAVAP met afzonderlijke economische codes op de bladen Toezicht (de economische opsplitsing is beschikbaar in het blad “AlgemeenTotaal” na activatie van de procedure “Update bladen Toezicht”. De opsplitsing is echter niet specifiek aanwezig in de onderliggende bladen Totaal of Totaal-code, het percentage recht MOET ten allen tijde overschreven worden.
- De telewerkvergoeding is nog niet opgenomen in de schattingen die door de begrotingsmodule worden berekend.

De uitleg voor de uitvoering van deze nieuwe functionaliteiten is beschikbaar op de site van het SSGPI (Rubriek: Handleidingen > Nieuwigheden Module). De op de website in zelfde rubriek beschikbare Powerpoint-presentatie is bruikbaar als ingekorte handleiding.

Eventueel bijkomende ondersteuning kan aangevraagd worden via het Contactcenter van het SSGPI op het nummer 02/554.43.16.

1.6. MOGELIJKE SUBFUNCTIONIES INZAKE PERSONEELSUITGAVEN

Conform de ter beschikking gestelde berekeningsmodule zijn de subfuncties 33001 tot en met 33069 voorbehouden voor de budgettering van de personeelsuitgaven van het operationeel kader. De marge laat toe om een bijkomende uitsplitsing te maken volgens de behoeften van de zone. De subfuncties 33070 tot en met 33097 worden voorbehouden voor het administratief en logistiek personeel (CaLog).

De personeelsuitgaven in verband met de gesubsidieerd contractueel personeelsleden (Gesco's) die naar de politiezones werden overgeheveld, dienen in de politiebegroting te worden gebudgetteerd, evenals de eraan verbonden premie. De premie van de hogere overheden voor de Gesco's dient te worden gebudgetteerd onder artikel 330/465-05.

De subfunctie 33098 wordt voorbehouden voor de budgettering van de toelage aan de secretaris van de politiezone. Die toelage (facultatief) wordt, conform artikel 32bis WGP, vastgesteld door de gemeenteraad -en in de meergemeentezones door de politieraad- rekening houdend met de voorwaarden van het K.B. van 29 november 2001 tot vaststelling van de toelage van de bijzondere rekenplichtige van de politiezone (B.S. 12 december 2001). De toelage is alleen onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdrage, dus niet aan een pensioenbijdrage.

De subfunctie 33099 wordt voorbehouden voor de budgettering van de toelage aan de bijzondere rekenplichtige. Het betreft hier het geval waarbij een gemeenteontvanger, een ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn (OCMW) of een personeelslid van een gemeente, OCMW of politiezone, conform artikel 30 van de WGP, optreedt als bijzondere rekenplichtige. Indien het gaat om een gewestelijke ontvanger dient u te kijken naar III.3. van huidige omzendbrief.

De subfunctie 33000 (voorbehouden voor de raadsleden) mag niet worden gebruikt.

2. DE GEWONE UITGAVEN - WERKINGSKOSTEN (71)

2.1. VERGOEDINGEN

In verband met de vergoeding voor telefoon, onderhoud van uniform, maaltijd- en verblijfskost, dienstverplaatsingen wordt een economische code uit de reeks "121-xx" aangewend. Aan de loonelementen die moeten worden begroot op deze economische codes wordt eveneens, naar analogie met de personeelsuitgaven, een suffix toegevoegd.

De gedetailleerde berekening van de gebudgetteerde bedragen ingeschreven onder de economische codes 121-XX wordt bijkomend, per soort vergoeding, vermeld in de tabel van het personeel van de politiezone. Hierbij kan de berekeningsmodule voor de personeelskosten vermeld in punt III.1.4 van huidige omzendbrief als basis dienen.

2.2. AANKOPEN INDIVIDUELE BASIS- EN FUNCTIEUITRUSTING

De aankopen dienen te worden begroot onder de economische code 124-05 "Aankoop individuele basis- en functieuitrusting". Bij voorkeur wordt een onderscheid gemaakt tussen de basisuitrusting en de functieuitrusting.

Bij de opmaak van de begroting 'dienstjaar N' moet, overeenkomstig de omzendbrief GPI 31⁷, rekening worden gehouden met de overgang bij mobiliteit van personeelsleden tussen de zones van de lokale politie, van de federale naar de lokale politie en van de lokale naar de federale politie. Hierbij staat de plaats van bestemming in voor de financiering van de functieuitrusting.

2.3. HUUR FEDERALE GEBOUWEN

Het K.B. van 9 november 2003 (B.S. 29 december 2003) tot regeling van de voorwaarden en modaliteiten van de eigendomsoverdracht van administratieve en logistieke gebouwen van de Staat naar de gemeenten of meergemeentepolitiezones voorziet de bepalingen inzake de eventuele huur van federale gebouwen.

Die federale gebouwen worden voor een bepaalde tijd ter beschikking gesteld van de politiezones die hebben afgezien van de overdracht ervan, in ruil voor de betaling van de marktconforme huurprijs. Die huurprijs wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de formule die wordt aangegeven op de bijakten van het huurcontract en moet onder de economische code 126-01 worden geraamd.

⁷ In de omzendbrief GPI 31 van 20 december 2002 betreffende de overdracht van de functieuitrusting bij mobiliteit worden de begrippen basisuitrusting en functieuitrusting duidelijk omschreven (BS 21 januari 2003).

De huur die de gemeenten en meergemeentezones verschuldigd zijn voor het tijdelijk gebruik van de gebouwen waarvan zij afstand hebben gedaan, moet op de eerste van elke maand worden gestort op rekening: **BE25 6792 0041 0282**, Correctiemechanisme – Handelstraat 96, 1040 Brussel. Gelieve als mededeling te vermelden: **nummer van de zone - locatie van het gebouw - "HUUR"- maand - jaar**.

3. DE GEWONE UITGAVEN - OVERDRACHTEN (72)

Indien de functie van bijzondere rekenplichtige wordt waargenomen door een gewestelijke ontvanger dient de tussenkomst in zijn wedde en werkingsuitgaven te worden voorzien onder de economische code 415-01.

Bij de budgettering van de betreffende tussenkomst dient rekening te worden gehouden met volgende waardering van de taak van gewestelijke ontvanger in een politiezone:

- de politiezone wordt in aanmerking genomen voor 1/10 punt per inwoner;
- met een minimum evenwel van 3000 punten en een maximum van 13.000 punten.

Het is mogelijk dat naast een bijdrage in de personeelskost ook een bijdrage in de kantoor- en reiskosten van de gewestelijke ontvanger wordt aangerekend. Andere gebudgetteerde toelagen dienen te worden gemotiveerd.

4. DE GEWONE UITGAVEN - SCHULD (7X)

4.1. INTREST- EN AFLOSSINGSLASTEN

De intrest- en aflossingslasten, zowel van de opgenomen als van de op te nemen leningen, worden globaal voorzien op de functie 330.

De intresten en aflossingen 'dienstjaar N' met betrekking tot overgedragen leningen dienen realistisch te worden gebudgetteerd op basis van lijsten die door de betreffende financiële instellingen ter beschikking worden gesteld. Betreffende lijsten worden als bijlage bij de politiebegroting gevoegd.

De rentevoeten van de nieuw op te nemen leningen worden realistisch geraamd in functie van de geldende marktvoorwaarden. Voor de nieuwe leningen voorziet men in de begroting 'dienstjaar N' een intrestlast van zes maanden. Een kapitaalsaflossing wordt al dan niet voorzien in functie van het type van financiering dat wordt gepland, waarbij steeds de meest gunstige financiering dient te worden beoogd.

Het verdient aanbeveling via samenwerkingsverbanden (met gemeente(n), met andere politiezones,...) gezamenlijk te onderhandelen over leningsvoorwaarden met het oog op het bedingen van betere voorwaarden. De tabel betreffende de evolutie van de schuld van de politiezone, aangevuld met de nieuw op te nemen leningen, dient eveneens te worden bijgevoegd.

Indien de politiezone een negatieve rentevoet heeft bekomen voor een lening, dient deze te worden beschouwd als een kapitaalopbrengst en te worden geboekt onder de economische code 330/264-03.

4.2. CORRECTIEMECHANISME INZAKE OVERDRACHT FEDERALE GEBOUWEN NAAR DE POLITIEZONES

De zones dienen het bedrag voor 2024 te ramen op basis van het bedrag van het hierop betrekking hebbende correctiemechanisme dat staat vermeld in de bijlage 2 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 (gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 november 2008). Dit bedrag wordt vermenigvuldigd met de gezondheidsindex van de maand januari 2024 zoals blijkt uit de vooruitzichten van het Federaal planbureau (www.plan.be) (zie ook punt III.1.2.1.) gedeeld door de gezondheidsindex van de maand januari 2006 (102,82 punten).

Voor meer informatie betreffende het correctiemechanisme betreffende de overdracht van de gebouwen, verwijs ik u naar de begrotingsomzendbrief PLP 48 ten behoeve van de politiezones.

5. DE GEWONE UITGAVEN - OVERBOEKINGEN (78)

Het artikel 8 van het ARPC bepaalt onder meer dat wanneer de begrotingsmiddelen op de gewone dienst toereikend zijn, de raad op de gewone politiebegroting kredieten kan uittrekken om die middelen te bestemmen voor het dekken van buitengewone uitgaven.

Een overboeking van middelen van de gewone naar de buitengewone dienst is gebruikelijk voor de financiering van buitengewone uitgaven van geringe waarde. Een andere mogelijke financiering van buitengewone uitgaven van geringe waarde is uiteraard een rechtstreekse tussenkomst door de gemeente(n) in de buitengewone dienst van de politiebegroting via een buitengewone gemeentelijke toelage.

De eventuele voorziene overboekingen van de gewone naar de buitengewone dienst dienen voor het einde van het dienstjaar te worden geboekt in functie van de werkelijk vastgelegde uitgaven buitengewone dienst waarvoor conform de politiebegroting werd voorzien in een financiering via overboekingen. Immers met betrekking tot de overboekingen van de gewone naar de buitengewone dienst is geen eventuele overdracht van uitgavenkredieten naar een volgend dienstjaar mogelijk.

Indien de politiezone middelen van de gewone dienst wenst aan te wenden ter prefinanciering van buitengewone uitgaven, onder meer in afwachting van het bekomen van een aangevraagde lening, dienen hiertoe (1) in de begroting de nodige kredieten inzake overboeking van de gewone naar de buitengewone dienst en inzake de terugboeking van de buitengewone naar de gewone dienst te worden ingeschreven en dienen (2) de nodige boekingen conform het ARPC in de politieboekhouding te worden geboekt op het ogenblik van de aanwending van de middelen van de gewone dienst.

6. DE GEWONE ONTVANGSTEN - PRESTATIES (60)

Het artikel 90 van de WGP bepaalt dat de raad een reglement kan vaststellen betreffende de inning van een vergoeding voor opdrachten van bestuurlijke politie van de lokale politie en dat de Koning de voorwaarden en de nadere regels van deze inning regelt bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

In afwachting van de publicatie van dit koninklijk besluit herneemt artikel 90 van de WGP dus de bepalingen van het door de WGP opgeheven artikel 223bis van de NGW (ingevoegd bij wet van 15 juli 1992). De gemeenteraadsbesluiten die voorafgaand aan 1 januari 2002 werden genomen op grond van artikel 223bis van de NGW kunnen verder worden uitgevoerd in de eengemeentepolitiezones.

De opbrengsten komende van opdrachten gepresteerd door de politiezone ten voordele van "ondernemingen en gezinnen" dienen te worden geboekt onder de economische code 161-01, ingeval van eventuele opbrengsten uit diensten ten voordele van "overheidssectoren" is de economische code 162-01 aangewezen.

Een verhuring door de politiezone van een onroerend goed dat door de politiezone niet wordt gebruikt (bijvoorbeeld een aan de politiezone federaal of gemeentelijk overgedragen gebouw) dient in de politieboekhouding te worden geboekt onder de economische code 163-01 ingeval van een verhuring aan "bedrijven of gezinnen" of onder de economische code 164-01 ingeval van een verhuring aan de "overheidssector". Ik verzoek u in geval van verhuring een marktconforme huurprijs te bedingen waarbij minimaal de boekhoudkundige lasten voor de politiezone worden aangerekend.

Conform artikel 33 van de WGP, waarbij artikel 232 van de NGW van toepassing wordt verklaard op de politiezone, bepaalt de raad de voorwaarden van de huur.

7. DE GEWONE ONTVANGSTEN – OVERDRACHTEN (61)

Zoals eerder vermeld werd de ARPC aangepast om rekening te houden met de invoering van de suffixen met betrekking tot de looncomponenten gekoppeld aan de economische codes voor de personeelsuitgaven, voor de terugbetaling van kosten en dienstvergoedingen of voor de erelonen en vergoedingen van niet-politiepersoneel. Om een eenvormige transparante boekhouding te kunnen voeren werden de artikelnummers betreffende de federale en gemeentelijke dotaties met hun omschrijving in het ARPC eveneens op eenduidige wijze vastgelegd (bijlage 2).

7.1. FEDERALE DOTATIE VOORGAANDE DIENSTJAREN AAN DE POLITIEZONES (66) - INDEXATIE FEDERALE BASISDOTATIE 2023 - 330/465-48/2023

Hoewel de indexatie van de federale basisdotatie voor het jaar 2023 niet met zekerheid zal kunnen bepaald worden tot op het moment dat de waarde van de gezondheidsindex van december 2023 definitief wordt vastgesteld (zijnde begin januari 2024), heb ik desondanks mijn diensten belast met het opmaken van een prognose van de bijkomende indexering van de basisdotatie 2023, waarvan de resultaten aangeven dat deze negatief zal zijn voor het jaar 2023.

Ik verzoek u aldus om geen enkel cijfer in te schrijven m.b.t. dit onderwerp in de begroting voor het jaar 2024.

7.2. FEDERALE DOTATIES EN TOELAGEN EIGEN DIENSTJAAR 2024 AAN DE POLITIEZONES (61)

7.2.1. **Federale basisdotatie voor het jaar 2024 - 330/465-48**

Ter herinnering, de federale basisdotatie is opgebouwd uit drie componenten, met name 1) de federale basisdotatie sensu stricto die overeenstemt met de toepassing van de KUL-norm eigen aan elke politiezone en de afzwakking van het effect van die toepassing door het solidariteitsmechanisme (supra- en intrazonaal), 2) het geleidelijke herstel van de solidariteit aan de politiezones die een positief saldo vertoonden in toepassing van de forfaitaire financiering gebaseerd op de KUL-norm en 3) de financiering van de toelage «Brussels Hoofdstedelijk Gewest».

Er dient op te worden gewezen dat het structurele herstel van 0,25/12de dat jaarlijks wordt toegekend aan de politiezones die een positief saldo vertoonden in toepassing van de forfaitaire financiering gebaseerd op de KUL-norm, niet werd weerhouden.

De federale basisdotatie 2024 wordt gebudgetteerd onder het artikel 330/465-48 - "federale basisdotatie" volgens de bedragen die zijn opgenomen in bijlage 6. Het opgenomen bedrag is het bedrag zonder verhoging met 0,25/12de voor het 2de component.

Ik herinner u eraan dat dit bedrag een vooropgesteld bedrag is, gebaseerd op een raming van de evolutie van de gezondheidsindex voor 2023 en 2024. De geraamde bedragen zullen worden gecorrigeerd, wanneer de gezondheidsindex van 2024 zal zijn vastgesteld.

In het verleden is het al voorgevallen dat de door het Federaal Planbureau vooropgestelde indexering van de gezondheidsindex, die gebruikt wordt voor de berekening van de federale basisdotatie, wegens een weinig gunstige economische conjunctuur, te hoog werd geschat ten opzichte van de reële evolutie van de gezondheidsindex. Deze overschatting van de inflatie heeft er meermaals voor gezorgd dat de politiezones een federale basisdotatie toegekend kregen die hoger was dan die verantwoord door de reële stijging van de gezondheidsindex.

Daarom werd 'het te veel door de politiezones geïnde bedrag' van de federale basisdotatie (N) systematisch afgetrokken van de federale basisdotatie van het volgende jaar (N+1), op basis van de goedkeuring, in de Staatsbegroting, van een bijzondere bepaling tot instelling van het compensatiemechanisme.

Teneinde het compensatiemechanisme stop te zetten, werd in de omzendbrief PLP 54 bepaald dat het bedrag dat maandelijks aan de politiezones toegekend wordt, bij wijze van voorschot op de federale basisdotatie diende te worden verminderd met 3%, en dit om de creatie mogelijk te maken van een voldoende financiële reserve om de eventuele overschatting te dragen.

De creatie van deze reserve zal elk jaar worden voortgezet om ook in de toekomst een correctie van de indexatie van de federale basisdotatie door compensatie op de federale basisdotatie N+1 te vermijden.

Sinds 2017 wordt het bedrag van de maandelijks voorschotten van de federale basisdotatie dan ook uitbetaald aan de politiezones ten belope van 98% van het bedrag van de federale basisdotatie N-1, zoals bekend gemaakt bij koninklijk besluit.

Ook voor het jaar 2024 zal het bedrag van de voorschotten evenwel aan de politiezones gestort worden ten bedrage van 98% van de bedragen van de basisdotatie 2023.

7.2.2. Bijkomende federale dotatie 2024 - 33004/465-48

De bijkomende federale dotatie 2024 wordt gebudgetteerd onder het artikel 33004/ 465-48 - "bijkomende federale dotatie" volgens de bedragen toegevoegd in bijlage 6.

7.2.3. Federale sociale toelage I 2024 - 330/465-02

De berekeningswijze is identiek aan deze vermeld in het koninklijk besluit van 6 januari 2003 houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale sociale toelage voor het jaar 2003 (B.S. 21/01/2003). Er dient hier evenwel te worden opgemerkt dat het bedrag, naast de indexering van deze toelage, ook werd aangepast in functie van het percentage van de werkgeversbijdrage voor de pensioenen van toepassing in 2024 (cf. III. 1.3.1. van de huidige omzendbrief).

De federale sociale toelage I 2024 wordt gebudgetteerd onder artikel 330/465-02 "federale sociale toelage I" volgens de bedragen toegevoegd in bijlage 6.

7.2.4. Federale sociale toelage II 2024 - 33001/465-02

Wettelijke basis⁸:

Onder de federale sociale toelage II dient te worden verstaan de federale tegemoetkoming inzake de meerkost met betrekking tot de patronale sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen, premies en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezones verschuldigd door toepassing van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, verder RPPol genoemd.

Raming:

De raming van de federale sociale toelage II dient gelijk te zijn aan de in de begroting 'dienstjaar N' langs uitgavenzijde geraamde patronale sociale zekerheidsbijdragen op toelagen, premies en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezone verschuldigd door toepassing van de RPPol minus het jaarplafondbedrag, zoals berekend en meegedeeld door de RSZ aan de politiezone, geïndexeerd naar 'dienstjaar N'.

Onder jaarplafondbedrag dient te worden verstaan het door de gemeente(n) van de politiezone verschuldigde jaarbedrag 2000 inzake patronale sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen, premies en vergoedingen van het

⁸ De wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid bepaalt onder artikel 15: "Inzake de sociale zekerheidsbijdragen op de vergoedingen, premies en toelagen van de personeelsleden, is de last die door de gemeenten en de meergemeentezones wordt gedragen, beperkt tot de sociale zekerheidsbijdragen op de vergoedingen, premies en toelagen die door de gemeenten voor het politiepersoneel werden gedragen voor het jaar 2000." In uitvoering van artikel 15 en artikel 16 van voormelde wet werd het koninklijk besluit van 14 mei 2002 getroffen tot regeling van de meerkost die betrekking heeft op het gedeelte van de sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen, premies en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezones.

politiepersoneel van de gemeenten op basis van de aangiften voor het jaar 2000 ingediend door de gemeente(n) van de politiezone vóór 1 april 2002. Het geïndexeerde jaarplafondbedrag blijft dus verschuldigd door de politiezone.

De berekeningsmodule inzake personeelskosten genereert automatisch een **raming** inzake de federale sociale toelage II op basis van de geraamde personeelsuitgaven. Hiertoe dient nog wel via het tabblad "Para"(meters) het jaarplafond 2000 te worden ingebracht in de cel B6. De berekeningsmodule voorziet in een automatische indexatie.

Praktische modaliteiten:

De RSZ berekent elk kwartaal de federale sociale toelage II voor dat kwartaal op basis van de aangifte driemaandelijks ingediend door het SSGPI.

Deze toelage voor een bepaald kwartaal is gelijk aan de voor de betreffende kwartaal verschuldigde patronale sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen, premies en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezone verschuldigd door toepassing van de RPPol minus het geïndexeerde kwartaalplafond-bedrag.

De RSZ brengt elk kwartaal de voor dat kwartaal berekende federale sociale toelage II in mindering van het totaal bedrag dat de politiezone verschuldigd is inzake sociale zekerheidsbijdragen. Gelet op het beginsel van de volledigheid (of universaliteit) van de begroting, houdende dat alle ontvangsten en alle uitgaven in de begroting dienen te worden opgenomen, boekt de politiezone op het ogenblik van de ontvangst van de kwartaalfactuur van de RSZ de federale sociale toelage II voor dat kwartaal in ontvangst op het budgettair artikel 33001/465-02 - " federale sociale toelage II " (cf. III.7.2.3 van huidige omzendbrief) en in uitgave op de AR 45400 "Bijdragen aan de RSZ".

De federale sociale toelage II wordt door de federale overheid rechtstreeks gestort aan de Sociale Zekerheid.

De percentages inzake de patronale sociale zekerheidsbijdragen (zonder de pensioensbijdrage) zijn, zoals vermeld in de tabel onder punt III.1.3.1. van huidige omzendbrief, 15,48% voor de vastbenoemden, 28,86% voor de contractuelen en 28,86% voor de Gesco's.

We vestigen nogmaals uw aandacht op het feit dat:

- de eventuele zitpenningen aan de raadsleden, de vergoeding aan de bijzondere rekenplichtige en de eventuele vergoeding aan de secretaris van de politiezone niet worden uitbetaald aan de begunstigden op grond van de RPPol en bijgevolg NIET onder de toepassing vallen van de federale sociale toelage II;
- onder personeelsleden van de politiezone dient te worden verstaan alle operationele en CaLog-personeelsleden van de politiezone, zonder onderscheid naar herkomst (ex-gemeente, ex-federaal of nieuwe indiensttredingen).

De begrotingsraming van de patronale sociale zekerheidsbijdragen verschuldigd op de toelagen, premies en vergoedingen met toepassing van de RPPol minus het plafond op jaarbasis meegedeeld door de RSZ (geïndexeerd conform art. 4 van het K.B. van 14 mei 2002 tot regeling van de meerkost die betrekking heeft op het gedeelte van de sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen, premies en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezones) vormt de begrotingsraming voor de federale sociale toelage II.

7.2.5. Federale dotatie uitrusting handhaving openbare orde - 33003/465-48

De federale dotatie uitrusting handhaving openbare orde 2024 wordt gebudgetteerd onder het artikel 33003/465-48 "federale dotatie uitrusting handhaving openbare orde" volgens de bedragen toegevoegd in bijlage 6.

Conform de ministeriële richtlijn MFO-2 van 23 november 2017 betreffende het solidariteitsmechanisme tussen de politiezones inzake versterkingen voor opdrachten van bestuurlijke politie, wordt deze dotatie sinds 2019 alleen toegekend aan de politiezones van de categorie Hycap B en aan de politiezones van de categorie Hycap A die ervoor opteren om via een associatie of structureel samenwerkingsverband te worden ingedeeld in de categorie Hycap B.

7.2.6. Federale toelage inzake federaal overgedragen huurovereenkomsten aan sommige politiezones (huurtoelage) – 33001/465-01

De huurtoelage toegekend aan de politiezones in ruil voor de huurovereenkomsten die de Regie had afgesloten voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen die federale ambtenaren huisvesten die werden overgeheveld naar de politiezones, moet worden gebudgetteerd onder de economische code 465-01.

U vindt het bedrag van deze huurtoelage in bijlage 2 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 (gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 november 2008). Het bedrag ervan moet worden aangepast volgens dezelfde modaliteiten dan diegene die gelden voor het correctiemechanisme en waaraan in deze omzendbrief wordt herinnerd in het punt III.4.2. De toelage waarvan hier sprake wordt gestort op hetzelfde moment als het correctiemechanisme.

7.2.7. Bijkomende federale toelage “verkeersveiligheid” – 33005/465-48

De federale toelagen ter verdeling van een deel van de federale ontvangsten inzake verkeersveiligheid dienen in de begroting te worden ingeschreven onder het artikelnummer 33005/465-48: federale toelage verkeersveiligheid. Dit geldt zowel voor de eerste schijf als voor de tweede schijf die in het begrotingsjaar 2024 wordt uitbetaald aan de politiezones.

Het bedrag van de eerste schijf, ingeschreven op de begroting, mag niet hoger zijn dan het bedrag van 2023. Zodra de cijfers voor het jaar 2024 gekend zijn, dient het eerder ingeschreven bedrag te worden aangepast via een begrotingswijziging.

De bedragen van de tweede schijf die in het begrotingsjaar 2024 worden uitbetaald, meer bepaald van de meerinkomsten van het jaar 2019 (zoals bedoeld in art. 6, 2° van de Wet van 6 december 2005 betreffende de verdeling van een deel van de federale ontvangsten inzake verkeersveiligheid), worden in bijlage 6 onder voorbehoud meegedeeld.

7.2.8. De federale dotatie aan de lokale politiezones ter stimulering van bepaalde initiatieven – 33007/465-48

Deze dotatie wordt ingeschreven onder het artikel 33007/465-48.

De bedragen van deze dotatie zijn nog niet gekend. Het is aldus aangewezen om nog geen enkel bedrag in te schrijven in de begroting voor het jaar 2024.

7.2.9. De federale dotatie met betrekking tot de uitvoering van de wet “Salduz” – 33008/465-48

Deze dotatie dient te worden ingeschreven onder het artikel 33008/465-48 “federale dotatie Salduz” (zie bijlage 3-1/1.1). Deze dotatie werd opgenomen in de begroting van 2024 voor een totaalbedrag van 2.074.099,84 EUR. Dit totaalbedrag zal verhoudingsgewijs worden verdeeld onder de politiezones van het Koninkrijk in functie van het aantal interventies Salduz van categorie III en IV.

Zodra de individuele bedragen bekend zijn, zullen deze worden meegedeeld aan de politiezones, die ze dan kunnen inbrengen via een begrotingswijziging.

7.2.10. De federale dotatie in het kader van het sectoraal akkoord 2018 – 33009/465-48

De dotatie dient te worden ingeschreven onder het artikel 33009/465-48 “federale dotatie sectoraal akkoord 2018”. Het globale krediet van deze dotatie voor het jaar 2024 bedraagt 4.500.000,00 EUR.

Zodra de individuele bedragen bekend zijn, zullen ze aan de politiezones worden meegedeeld.

7.2.11. De federale dotatie in het kader van het sectoraal akkoord 2022 – 33010/465-48

De dotatie dient te worden ingeschreven onder het artikel 33010/465-48 “federale dotatie sectoraal akkoord 2022”.

Het globale krediet van deze dotatie voor het jaar 2024 bedraagt € 57.016.000,00EUR.

Zodra de individuele bedragen bekend zijn, zullen ze aan de politiezones worden meegedeeld.

7.3. DE GEMEENTELIJKE DOTATIE(S) (61)

Conform artikel 208 van de WGP houdende wijziging van artikel 255 NGW, is de gemeenteraad verplicht om de kosten ten laste van de gemeente door of krachtens de WGP, met inbegrip van de gemeentelijke dotatie aan de meergemeentepolitiezone, in te schrijven in de gemeentebegroting. De geraamde gemeentelijke dotatie - gewone dienst - wordt in de politiebegroting gebudgetteerd onder artikel 330/485-48. In de meergemeentezone wordt per gemeente die deel uitmaakt van de zone een afzonderlijk begrotingsartikel 330xx/485-48 voorzien. De ARPC werd overeenkomstig aangepast.

Overeenkomstig het artikel 40, vijfde lid WGP dient de bijdrage door de gemeenten van een meergemeentezone op zijn minst in twaalfden te worden uitbetaald.

De respectievelijke bijdrage van de gemeenten van een meergemeentezone in de globale gemeentelijke dotatie wordt in onderling overleg en bij algemeen akkoord bepaald. Het is pas in tweede instantie en bij ontstentenis van een dergelijke consensus dat men beroep moet doen op de verdeelsleutel die is bepaald bij koninklijk besluit van 7 april 2005 houdende de nadere regels inzake de berekening en verdeling van de gemeentelijke dotaties in de schoot van een meergemeentepolitiezone.

Vanaf het begrotingsjaar 2024 wordt het bijdragepercentage van de gemeenten aan het budget van de meergemeentezone, bij gebrek aan onderling akkoord en onder voorbehoud van artikel 4, bepaald door de volgende factoren:

- de politionele norm bepaald overeenkomstig de bijlage 2 bij het K.B. van 7 april 2005;
- het totaal netto belastbaar inkomen binnen de gemeente,
- het belastbaar kadastraal inkomen in de schoot van de gemeente

Om de in het tweede en derde lid beoogde inkomens te bepalen, houden de gemeenten van de meergemeentezone rekening met de laatste gegevens gepubliceerd door het Belgische statistiekbureau, Statbel.”.

De voornoemde elementen worden als volgt gewogen: 6, 2, 2.

Ik verzoek de lokale beleidsverantwoordelijken om over de politiebegroting en de eruit voortvloeiende gemeentelijke dotatie(s) grondig en in een goede verstandhouding te overleggen. Om geschillen te vermijden, dient de gemeentelijke bijdrage goedgekeurd te zijn door de gemeenteraad vooraleer de begroting van de politiezone wordt gestemd door de politieraad.

Het spreekt vanzelf dat er steeds een overeenstemming dient te zijn tussen de gemeentelijke dotatie zoals respectievelijk opgenomen in de politiebegroting, de gemeenteraadsbeslissing in uitvoering van artikel 40 WGP en de gemeentebegroting. Ik verzoek de gouverneurs dan ook hierover te waken. Derhalve dienen de gemeenteraadsbesluiten betreffende de bijdrage van de gemeente aan de politiezone als bijlage van de begroting worden overgemaakt aan de Gouverneur (cfr. bijlage 1 van de omzendbrief).

8. DE GEWONE ONTVANGSTEN - SCHULD (62)

Omvatten onder meer de bruto-intresten op de financiële rekeningen en op de eventuele termijnrekeningen van de politiezone. De roerende voorheffing wordt geboekt onder de economische groep 71 - gewone uitgaven – werkingskosten.

IV. ONDERRICHTINGEN BETREFFENDE DE BUITENGEWONE DIENST

Een eventuele gemeentelijke toelage - buitengewone dienst - dient in de politiebegroting te worden gebudgetteerd onder artikel 330/685-51. In de meergemeentezone wordt aanbevolen om per gemeente die er deel van uitmaakt een afzonderlijk begrotingsartikel 330xx/685-51 te voorzien.

In verband met de eventuele verkoop door de lokale politiekorpsen van gebouwen van de territoriale brigades van de federale politie, welke in volle eigendom worden overgedragen naar het lokale politiekorps, dient te worden opgemerkt dat de opbrengst uit deze verkopen dient te worden aangewend ter financiering van de investeringen van het lokale politiekorps.

V. CONCLUSIE

Indien de politiebegroting 'dienstjaar N' reeds is goedgekeurd door de raad op het ogenblik van het verschijnen van huidige omzendbrief dient de politiezone, conform artikel 14 van het ARPC, zonder verwijl de begroting 'dienstjaar N' via begrotingswijziging in overeenstemming te brengen met huidige omzendbrief.

Hetzelfde geldt voor de federale toelagen wanneer die in het Belgisch Staatsblad worden gepubliceerd.

Huidige omzendbrief en aanvullende actuele informatie kan worden geraadpleegd via de volgende webpagina : www.besafe.be

Mijn administratie staat steeds ter beschikking voor verdere toelichtingen in verband met deze omzendbrief:

Directie Politiebeheer (ADVP)

✉ vpsgpb@ibz.be

Gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, Mijnheer de Minister-president van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, de datum waarop deze omzendbrief in het Belgisch Staatsblad wordt gepubliceerd, in het bestuursmemoriaal te willen vermelden.

Annelies VERLINDEN
Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing

VI. BIJLAGEN

1. BEWIJSSTUKKEN

1.1. LIJST MET BEWIJSSTUKKEN TOE TE VOEGEN AAN DE BEGROTING

1. Besluit in extenso van de gemeente- of politieraad met de samenvatting van de totalen van de economische groepen en de gemeenteraadsbesluiten van de gemeente(n) die deel uitmaken van de politiezone betreffende de dotatie van de gemeente aan de politiezone;
2. Verslag met een synthese van de begroting, het algemeen en financieel beleid van de politiezone (met name wat het aanwervingsplan betreft) en een overzicht van alle gegevens die van invloed kunnen zijn op de organisatie en de werking van de politiezone;
3. Gedetailleerd advies van de begrotingscommissie (artikel 11 van het ARPC);
4. Bewijs van aanplakking;
5. Tabellen van het personeel met minimale vermelding van de loonschaal, de geldelijke anciënniteit, de bedragen van de vaste vergoedingen en toelagen, de berekening van de onregelmatige prestaties en/of de berekeningsmodule van de personeelskosten door de federale overheid ter beschikking gesteld van de politiezones;
6. Banktabellen van de leningen en de evolutie van de schuld en wijze van berekening van de intresten voor de nieuwe leningen;
7. Financieringstabel van de buitengewone dienst (financieringswijze en middelen);
8. Tabel met de bewegingen van de voorzieningen en reservefondsen;
9. Projectie van de evolutie van de kredieten op 3 jaar (meerjarenplan);
10. Lijst van de aan derden door de politiezone toegekende subsidies;
11. Elektronische versie bevattende de pagina met algemene gegevens over de politiezone en met name het minimale en reële effectief. Deze bijlage kan gedownload worden vanaf de website van de ADVP: : www.besafe.be
12. Overzicht van de begrotingskredieten per begrotingsartikel met de berekening van de sociale toelage II en de controle op de patronale bijdragen (bijlage 4: Toezicht 1).

Wij herinneren eraan dat het werkblad “Toezicht 1” zowel aan de politiezones als aan de toezichthoudende overheid toelaat de sociale toelage II en de berekening van de patronale bijdragen te verifiëren.
13. Overzicht van de begrotingskredieten getotaliseerd per begrotingsartikel voor de operationelen, de CaLog-personeelsleden, de secretaris en de bijzondere rekenplichtige (bijlage 5 Toezicht 2).

Het werkblad “Toezicht 2” geeft per begrotingsartikel de begrotingskredieten weer voor de personeelsuitgaven en vergoedingen van zowel het operationeel als het administratief en logistiek personeel. Daarnaast wordt voor de vergoeding of bezoldiging van de secretaris en de bijzondere rekenplichtige en de bijhorende patronale bijdragen het begrotingskrediet samengesteld.

Wij wijzen erop dat gelijkaardige toelagen en/of vergoedingen die dezelfde lading dekken als een bepaalde suffix, onder diezelfde suffix moeten worden geboekt (bijv.: nachturen in het oud statuut).

Tot slot dienen de politiezones die geen gebruik maken van deze begrotingsmodule (toezicht 1 en toezicht 2) een gelijkwaardig controledocument aan de gouverneur over te maken dat als verantwoording dient voor de samenstelling van de begrotingskredieten, de sociale toelage II en de patronale bijdragen.
14. Elk nuttig bewijsstuk: enkele voorbeelden (niet-exhaustieve lijst):
 - overeenkomst inzake verkeersveiligheid en/of tabel van de toekenning van kredieten⁹;

⁹ In de begroting zullen de aan de overeenkomst inzake verkeersveiligheid verbonden begrotingsartikelen voor de uitgaven door de bewoordingen ofwel door de functionele code verduidelijkt worden.

- document ter rechtvaardiging van het bedrag in het kader van de procedure inzake transfer van gebouwen;
- berekening van de sociale toelage II (met name voor het plafond dat afgetrokken moet worden van de sociale bijdragen op de toelagen);
- documenten opgestuurd door andere instanties (bijvoorbeeld het Gewest) waarbij de inschrijving van de ontvangsten wordt gemotiveerd.

1.2. LIJST MET BEWIJSSTUKKEN TOE TE VOEGEN AAN DE BEGROTINGSWIJZIGINGEN

1. Een verslag bevattende een synthese van de begrotingswijziging; het verslag bevat conform artikel 14 van het ARPC een behoorlijke rechtvaardiging voor elk krediet en bevat eventueel de wijzigingen inzake het algemeen en financieel beleid van de politiezone;
2. Het advies van de begrotingscommissie zoals bedoeld in artikel 11 van het ARPC;
3. Ingeval van wijziging van de personeelskosten, een gewijzigde tabel bevattende alle personeelsgegevens die de nieuwe begrotingscijfers verantwoorden; zij bevat minstens de vermelding van de loonschaal, de geldelijke anciënniteit en de vergoedingen en toelagen van elk personeelslid (desgevallend volgens stamnummer, intern nummer...); hierbij kan de berekeningsmodule voor de raming van de personeelskosten, welke federaal ter beschikking wordt gesteld als basis dienen;
4. Ingeval van wijziging van de leningen of leninglast, een gewijzigde tabel van de leningen en de evolutie van de schuld;
5. Ingeval van wijziging van de buitengewone uitgaven of van de voorziene financiering, een aangepaste financieringstabel;
6. Ingeval van wijziging van de voorschotten en/of reservefondsen, een aangepaste tabel met de bewegingen;
7. Ingeval van wijziging van de begrotingskredieten inzake personeelskosten: een aangepast overzicht van de begrotingskredieten per begrotingsartikel met de berekening van de sociale toelage II en de controle op de patronale bijdragen (Toezicht 1);
8. Ingeval van wijziging van de begrotingskredieten inzake personeelskosten: een aangepast overzicht van de begrotingskredieten voor de operationelen, de CaLog-personeelsleden, de secretaris en de bijzondere rekenplichtige (Toezicht 2);
9. Bewijs van aanplakking.

2. LINK ECONOMISCHE CODES - LOONCOMPONENTEN AAN DE HAND VAN SUFFIXEN

Officiële Code en uitbreiding			Omschrijving
GESCO	CaLog Vervanger contract 4/5	Operationeel	Omschrijving loonelement
<u>Vaste delen bezoldiging</u>			
111-02/00	111-01/00	111-01/00	Wedde
		111-10	Wachtgeld (NAVAP)
-	111-01/00	111-01/00	Toelage vergoeding bijzonder rekenplichtige & secretaris
-	-	111-01/01	Mandaattoelage (Korpschef)
111-02/02	111-01/02	111-01/02	Haard- of standplaatstoelage
111-02/04	111-01/04	111-01/04	Supplement vrijwillige vierdagenweek
112-02	112-01	112-01	Vakantiegeld + Copernicuspremie
		112-10	Vakantiegeld (NAVAP)
111-02/12	111-01/12	111-01/12	Eindejaarstoelage (EJT)
		111-10/12	Eindejaarstoelage (EJT - NAVAP)
<u>Variabele Toelagen</u>			
111-09/00	111-08/00	111-08/00	Overuren
111-09/01	111-08/01	111-08/01	Weekenduren
111-09/20	111-08/20	111-08/20	Nachturen 19:00-22:00
111-09/21	111-08/21	111-08/21	Nachturen 22:00-06:00
111-09/03	111-08/03	111-08/03	Bereikbaar & terugroepbaar - bereikbaar
-	-	111-08/04	24-uur Ononderbroken dienst
-	-	111-08/05	Toelage immigratie (volledig - half)
-	-	111-08/06	Toelage luchtvaartobservator
111-09/07	111-08/07	111-08/07	Toelage mentor – Leeropdracht
<u>Vaste toelagen (samen met wedde betaald)</u>			
-	-	111-01/05	Nabijheidtoelage
-	-	111-01/06	Toelage motorrijder
111-02/07	111-01/07	111-01/07	Toelage strategisch- of misdrijfanalist
-	-	111-01/08	Onderrichter
-	-	111-01/09	Aanvullende- en/of compenserende toelage
111-02/40	111-01/40	111-01/40	Premie Brussel
-	-	111-01/41	Verbindingstoelage – Brussel
111-02/50	111-01/50	111-01/50	Tweetaligheid
111-02/51	111-01/51	111-01/51	Toelage kennis andere talen
-	111-01/78	-	Meesterschapstoelage
-	111-01/79	-	Vormingstoelage
-	111-01/80	-	Toelage voor de geselecteerde
111-02/81	111-01/81	-	Toelage kledij militairen
111-02/82	111-01/82	-	Premie leidinggevende

<u>Enmalige toelagen of premies</u>			
111-02/14	111-01/14	-	Integratiepremie Niveau D
111-09/90	111-08/90	-	Competentieontwikkelingstoelage
111-02/99	111-01/99	111-01/99	Andere "vaste" toelage vrij
111-09/99	111-08/99	111-08/99	Andere "variabele of prestatiegebonden" toelage
<u>Vaste vergoedingen</u>			
-	-	121-03	Vergoeding onderhoud kledij
121-48/01	121-48/01	121-48/01	Vergoeding telefoon
-	-	121-48/02	Vergoeding gerechtelijk onderzoek - Maand
-	-	121-48/04	Vergoeding politiehond
121-48/05	121-48/05	121-48/05	Vergoeding telewerk
121-48/06	121-48/06	121-48/06	Kantoorvergoeding
<u>Variabele vergoedingen</u>			
115-02/10	115-01/10	115-01/10	Vergoeding verplaatsingskosten van/naar werk/ KM
115-02/11	115-01/11	115-01/11	Vergoeding verplaatsingskosten van/naar werk/Soc Abt
121-01	121-01	121-01	Vergoeding verplaatsingen (reiskosten)
-	-	121-48/03	Vergoeding gerechtelijk onderzoek - Dag
121-48/20	121-48/20	121-48/20	Maaltijdvergoedingen : Model 9BIS
121-48/21	121-48/21	121-48/21	Maaltijdvergoedingen & verblijfskosten : Model L021
		121-48/22	Maaltijdvergoedingen : Model LO96
115-41/02	115-41/01	115-41/02	Maaltijdcheck
121-48/99	121-48/99	121-48/99	Andere vergoedingen
113-02	113-01	113-01	Gewone patronale bijdragen vaste toelagen, wedde, mandaat & supplement vrijwillige vierdagenweek
	113-21	113-21	Patronale pensioenbijdragen op wedde, mandaat enz
113-09	113-08	113-08	Gewone patronale bijdragen op prestatiegebonden toelagen
117-01	117-01	117-01	Premie arbeidsongevallen
118-01	118-01	118-01	Bijdrage sociale dienst
<u>Element noodzakelijk voor berekening Patronale Bijdrage en Sociale Toelage II</u>			
111-02/12	111-01/12	111-01/12	Vast gedeelte eindejaarstoelage (EJT) Basis patronale bijdrage -& basis Sociale Toelage II
<u>Andere</u>			
111-21	111-21	111-21	Wedden raadsleden
111-22	111-22	111-22	Presentiegelden raadsleden
112-21	112-21	112-21	Vergoeding voor laatste ziekte- en begrafeniskosten
117-02	117-02	117-02	Bijdragen arbeidsgeneeskundige dienst



3. BEGROTINGSARTIKELS MET BETREKKING TOT DE FEDERALE EN GEMEENTELIJKE BIJDRAGEN

1. Federale dotaties en toelagen aan de politiezones - Les dotations et allocations fédérales aux zones de police

1.1. Voor alle politiezones - Pour toutes les zones de police		
F/E	Omschrijving	Libellé
330/465-48/20XX	Indexatie federale basisdotatie XXXX	Indexation dotation fédérale de base "exercice XXXX"
330/465-48	Federale basisdotatie	Dotation fédérale de base
33004/465-48	Bijkomende federale dotatie	Dotation fédérale complémentaire
330/465-02	Federale sociale toelage I	Subvention sociale fédérale I
33001/465-02	Federale sociale toelage II	Subvention sociale fédérale II
33003/465-48	Federale dotatie uitrusting handhaving openbare orde	Dotation fédérale équipement maintien de l'ordre public
33005/465-48	Federale toelage verkeersveiligheid	Subvention fédérale sécurité routière
33006/465-48	Enmalige bijkomende specifieke toelage	Allocation fédérale complémentaire spécifique et unique
33007/465-48	Federale dotatie ter stimulering van bepaalde initiatieven	Dotation destinée à stimuler certaines initiatives
33008/465-48	Federale dotatie "Salduz"	Dotation fédérale "Salduz"
33009/465-48	Federale dotatie sectoraal akkoord 2018	Dotation fédérale accord sectoriel 2018
33010/465-48	Federale dotatie sectoraal akkoord 2022	Dotation fédérale accord sectoriel 2022
33001/465-01	Overgedragen huurovereenkomsten	Subvention fédérale en matière de baux de location fédéraux transférés
33002/465-02	Subsidie NAVAP	Subside NAPAP
33003/465-02	Kosten sociale promotie agenten van politie naar basiskader	Coûts promotion sociale des agents de police vers le cadre de base

1.2. Voor enkele zones - Pour quelques zones		
F/E	Omschrijving	Libellé
33002/465-48	Federale toelage aan boventallige politiezones	Subvention fédérale aux zones de police excédentaires

1.3. Politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Zones de police de la Région Bruxelles Capitale		
F/E	Omschrijving	Libellé
33020/485-48	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om uitgaven te dekken die verbonden zijn aan de financiering van inspecteurs in het kader van de versterking van de veiligheid in het openbaar vervoer	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale destinée à couvrir les dépenses liées au financement d'inspecteurs dans le cadre du renforcement de la sécurité dans les transports en commun
33021/485-48	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om bepaalde uitgaven te dekken die verbonden zijn aan de veiligheid voortvloeiend uit de organisatie van de Europese Toppen in Brussel en van de functie van Brussel als nationale en internationale hoofdstad (gewone dienst)	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale destinée à couvrir certaines dépenses liées à la sécurité découlant de l'organisation des Sommets européens à Bruxelles et de la fonction de capitale nationale et internationale de Bruxelles (service ordinaire)
33021/685-51	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om bepaalde uitgaven te dekken die verbonden zijn aan de veiligheid voortvloeiend uit de organisatie van de Europese Toppen in Brussel en van de functie van Brussel als nationale en internationale hoofdstad (buitengewone dienst)	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale destinée à couvrir certaines dépenses liées à la sécurité découlant de l'organisation des Sommets européens à Bruxelles et de la fonction de capitale nationale et internationale de Bruxelles (service extraordinaire)
33022/485-48	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar aanleiding van de terroristische dreiging (gewone dienst)	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la menace terroriste (service ordinaire)
33022/685-51	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar aanleiding van de terroristische dreiging (buitengewone dienst)	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la menace terroriste (service extraordinaire)
33023/485-48	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – andere initiatieven (gewone dienst)	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale – autres initiatives (service ordinaire)
33023/685-51	Financiële hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – andere initiatieven (buitengewone dienst)	Aide financière de la Région de Bruxelles-Capitale – autres initiatives (service extraordinaire)
1.4. Overdracht van federale gebouwen aan de politiezones - Transfert des bâtiments fédéraux aux zones de police		
F/E	Omschrijving	Libellé
33001/891-01	Correctiemechanisme ten gunste van de PZ	Mécanisme de correction au bénéfice de la zone de police
33001/261-03	Indexatie op correctiemechanisme ten gunste van de PZ	Indexation du mécanisme de correction au bénéfice de la zone de police
33001/911-01	Correctiemechanisme ten laste van de PZ	Mécanisme de correction à charge de la zone de police
33001/211-01	Indexatie op correctiemechanisme ten laste van de PZ	Indexation du mécanisme de correction à charge de la zone de police
33001/301-02	Terugbetaling van onwaardes op geïnde vastgestelde rechten van de gewone dienst	Remboursement de non valeurs sur droits constatés perçus du service ordinaire

2. Overzicht gemeentelijke dotaties - Relevé des dotations communales

2.1. Gewone dienst - Service ordinaire		Libellé
F/E	Omschrijving	
330/485-48	Gemeentelijke dotatie	Dotation communale (zone unicommunale)
330XX/485-48	Meergemeentezone: het wordt aanbevolen om per gemeente een afzonderlijk begrotingsartikel te voorzien	Zone pluricommunale: il est recommandé de prévoir un article budgétaire pour chaque commune.

2.2. Buitengewone dienst - Service extraordinaire		Libellé
F/E	Omschrijving	
330/685-51	Gemeentelijke dotatie (eengemeentezone)	Dotation communale (zone unicommunale)
330XX/685-51	Gemeentelijke dotatie van de gemeente xxxx (meergemeentezone)	Dotation de la commune xxxx (zone pluricommunale)

3. Toelage GESCO - Subventions APE (RW) / ACS (RB)

F/E	Omschrijving	Libellé
330XX/465-05	Premie van de hogere overheden voor het gesubsidieerd personeel (GESCO)	Contribution de l'autorité supérieure pour le personnel contractuel subventionné

4. Overzicht dotaties andere overheidsinstellingen - Relevé des subventions des autres pouvoirs publics

F/E	Omschrijving	Libellé
330XX/485-05	-	Subvention personnelle pour accompagnement social (perçu par la commune et ristourné à la ZP)



4. TOEZICHT 1 : DE BEGROTINGSKREDIETEN PER BEGROTINGSARTIKEL MET DE BEREKENING VAN DE SOCIALE TOELAGE II EN DE CONTROLE OP DE PATRONALE BIJDRAGEN

Functionele Code	Economische Code	Artikel N°	Groep	Politiezone : 5XXX Benaming van de Zone	Bedrag		Sociale Toelage II & Controle van de berekeningen der Patronale Lasten
					2024	2023	
Statuaire Personeelsleden – Ops							
33001	111-01/	33001/111-01	70	Bezoldiging van het operationeel personeel (onderworpen patronale bijdrage pensioenen)	a)	a')	
33001	111-01/01	33001/111-01	STII	Mandaattoelage (Onderworpen Pat Pens) - basis soc toel II	a)	a')	
33001	111-01/02	33001/111-01	70	Haard- of standplaats van het operationeel personeel	a)	a')	
33001	111-01/	33001/111-01	70	Vaste toelagen van het operationeel personeel	a)	a')	
33001	111-01/12	33001/111-01	70	Eindejaarstoelage van het operationeel personeel (gedeelteijk onderworpen)	a)	--	
33001	111-01/12	33001/111-01	X	Vastgedeelte EJT basis patronale & basis soc toel II C)	a)	--	
33001	111-08	33001/111-08	70	Variabele toelagen voor prestaties van het operationeel personeel	a)	a')	b)
33001	111-10	33001/111-10		Non-activiteit voorafgaand aan de pensioering (NAVAP)			b')
33001	111-10/12	33001/111-10/12		Eindejaarspremie NAVAP			
33001	112-01	33001/112-01	70	Vakantiegeld van het operationeel personeel	a)	--	
33001	112-10	33001/112-10		Vakantiegeld NAVAP			

							a)	a')	c)	c')
33001	113-01	33001/113-01	70	Gewone patronale bijdragen aan de R.S.Z. (wedde en vaste toelagen van het operationeel personeel)	a)	a')	c)	c')		
33001	113-21	33001/113-21	70	Patronale bijdragen pensioenen van het operationeel personeel	a)	a')	c)	c')		
33001	113-08	33001/113-08	70	Gewone patronale bijdragen aan de R.S.Z. op variabele toelagen voor prestaties van het operationeel personeel	a)	a')	c)	c')		
33001	115-01	33001/115-01	70	Vergoeding voor verplaatsingskosten van en naar het werk van het operationeel personeel	a)	a')				
33001	117-01	33001/117-01	70	Premies voor verzekering van arbeidsongevallen van het operationeel personeel	a)	a')				
33001	118-01	33001/118-01	70	Bijdragen aan de sociale dienst van het operationeel personeel	a)	a')				
33001	121-01	33001/121-01	71	Vergoeding van de reis- en verblijfskosten van het operationeel personeel	a)	a')				
33001	121-03	33001/121-03	71	Vergoeding voor onderhoud kledij van het operationeel personeel	a)	a')				
33001	121-48	33001/121-48	71	Andere vergoedingen van het operationeel personeel	a)	a')	D)	D')		
Einde statutaire personeelsleden - Ops										
Contractuele personeelsleden – Ops										
33001	111-01/	33001/111-01	70	Bezoldiging van het operationeel personeel onderworpen patronale bijdrage pensioenen)	a)	a')				
33001	111-01/01	33001/111-01	STII	Mandaattoelage (onderworpen Pat Pens) basis soc toel II	a)	a')				
33001	111-01/02	33001/111-01	70	Haard- of standplaats van het operationeel personeel	a)	a')				
33001	111-01/	33001/111-01	70	Vaste toelagen van het operationeel personeel	a)	a')				
33001	111-01/12	33001/111-01	70	Eindejaarstoelage van het operationeel personeel (gedeeltelijk onderworpen)	a)	--				
33001	111-01/12	33001/111-01	X	Vastgedeelte EJT basis patronale & basis soc toel 2 C)	a)	--				
33001	111-08	33001/111-08	70	Variabele toelagen voor prestaties van het operationeel personeel	a)	a')	b)	b')		
33001	112-01	33001/112-01	70	Vakantiegeld van het operationeel personeel	a)	--				

33001	113-01	33001/113-01	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. (wedde en vaste toelagen) van het operationeel personeel	a)	a')	c)	c')
33001	113-08	33001/113-08	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. op variabele toelagen voor prestaties van het operationeel personeel	a)	a')	c)	c')
33001	115-01	33001/115-01	70	Vergoeding voor verplaatsingskosten van en naar het werk van het operationeel personeel	a)	a')		
33001	117-01	33001/117-01	70	Premies voor verzekering van arbeidsongevallen van het operationeel personeel	a)	a')		
33001	118-01	33001/118-01	70	Bijdragen aan de sociale dienst van het operationeel personeel	a)	a')		
33001	121-01	33001/121-01	71	Reis- en verblijfskosten van het operationeel personeel en mandatarissen	a)	a')		
33001	121-03	33001/121-03	71	Vergoeding voor kledijkosten van het operationeel personeel	a)	a')		
33001	121-48	33001/121-48	71	Andere vergoedingen van het operationeel personeel	a)	a')	F)	F)
				Einde contractuele personeelsleden – Ops			G)	G) 0,00%

SUBTOTAAL GROEP I		H =D+F		H'=D'+F'		I	I'
						100%	100%

Statutaire Personeelsleden van het Administratief en Logistiek Kader – CALog		2024	2023	Totaal	Pct
33091	111-01/	33091/111-01	70	Bezoldiging van het administratief en logistiek kader	a)
33091	111-01/02	33091/111-01	70	Haard- of standplaats van het administratief en logistiek kader	a)
33091	111-01/	33091/111-01	70	Vaste toelagen van het administratief en logistiek kader	a)
33091	111-01/12	33091/111-01	70	Eindejaarstoelage van het administratief en logistiek kader (gedeeltelijk onderworpen)	a)
33091	111-01/12	33091/111-01	X	Vastgedeelte EJT basis patronale & basis soc toel 2 C)	--
33091	111-08	33091/111-08	70	Variabele toelagen voor prestaties van het administratief en logistiek kader	a)
		33091/111-08		Compententieontwikkelingstoelage	z)

33091	112-01	33091/112-01	70	Vakantiegeld van het administratief en logistiek kader	a)	a')		
33091	113-01	33091/113-01	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. (wedde en vaste toelagen) voor het administratief en logistiek kader	a)	--	c)	c')
33091	113-21	33091/113-21	70	Patronale bijdragen pensioenen van het administratief en logistiek kader	a)	a')	c)	c')
33091	113-08	33091/113-08	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. op variabele toelagen voor prestaties van het administratief en logistiek kader	a)	a')	c)	c')
33091	115-01	33091/115-01	70	Vergoeding voor verplaatsingskosten van en naar het werk van het administratief en logistiek kader	a)	a')		
33091	117-01	33091/117-01	70	Premies voor verzekering arbeidsongevallen voor het administratief en logistiek kader	a)	a')		
33091	118-01	33091/118-01	71	Bijdragen aan de sociale dienst voor het administratief en logistiek kader	a)	a')		
33091	121-01	33091/121-01	71	Reis- en verblijfskosten voor het administratief en logistiek kader	a)	a')		
33091	121-48	33091/121-48	71	Andere vergoedingen voor het administratief en logistiek kader	a)	a')	0,00	0,00
Einde : statutaire personeelsleden van het administratief en logistiek kader – CaLog								

		Contractuele Personeelsleden van het Administratief en Logistiek Kader – CaLog			2023	2024	Totaal	Pct
33091	111-01/	33091/111-01	70	Bezoldiging van het administratief en logistiek kader	a)	a)		
33091	111-01/02	33091/111-01	70	Haard- of standplaats van het administratief en logistiek kader	a)	a)		
33091	111-01/	33091/111-01	70	Vaste toelagen van het administratief en logistiek kader	a)	a)		
33091	111-01/12	33091/111-01	70	Eindejaarstoelage van het administratief en logistiek kader (gedeeltelijk onderworpen)	a)	--		
33091	111-01/12	33091/111-01	X	Vastgedeelte EJT basis patronale & basis soc toel 2 C)	a)	--		
33091	111-08	33091/111-08	70	Variabele toelagen voor prestaties van het administratief en logistiek kader	a)	a')	b)	b')
		33091/111-08		Competentieontwikkelingstoelage	z)	--		

33091	112-01	33091/112-01	70	Vakantiegeld van het administratief en logistiek kader	a)	--		
33091	113-01	33091/113-01	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. (wedde en vaste toelagen) voor het administratief en logistiek kader	a)	a')	c)	c')
33091	113-21	33091/113-21	70	Patronale bijdragen pensioenen van het administratief en logistiek kader	0,00	0,00	0,00	0,00
33091	113-08	33091/113-08	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. op variabele toelagen voor prestaties van het administratief en logistiek kader	a)	a')	c)	c')
33091	115-01	33091/115-01	70	Vergoeding voor verplaatsingskosten van en naar het werk van het administratief en logistiek kader	a)	a')		
33091	117-01	33091/117-01	70	Premies voor verzekering arbeidsongevallen voor het administratief en logistiek kader	a)	a')		
33091	118-01	33091/118-01	71	Bijdragen aan de sociale dienst voor het administratief en logistiek kader	a)	a')		
33091	121-01	33091/121-01	71	Reis- en verblijfskosten voor het administratief en logistiek kader	a)	a')		
33091	121-48	33091/121-48	71	Andere vergoedingen voor het administratief en logistiek kader	a)	a')	0,00	0,00
Einde : Contractuele Personeelsleden van het administratief en logistiek kader – Calog							0,00%	0,00%

Contractuele Personeelsleden van het Administratief en Logistiek Kader Contract vervanger 4/5				2023	2024	Totaal	Pct	
33091	111-01/	33091/111-01	70	Bezoldiging van het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')		
33091	111-01/02	33091/111-01	70	Haard- of standplaats van het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')		
33091	111-01/	33091/111-01	70	Vaste toelagen van het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')		
33091	111-01/12	33091/111-01	70	Eindejaarstoelage van het administratief en logistiek kader - Verv 4/5 (gedeeltelijk onderworpen)	a)	--		
33091	111-01/12	33091/111-01	X	Vastgedeelte EJT basis patronale & basis soc toel 2 C)	a)	--		
33091	111-08	33091/111-08	70	Variabele toelagen voor prestaties van het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')	b)	b')
33091	112-01	33091/112-01	70	Vakantiegeld van het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	--		

33091	113-01	33091/113-01	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. (wedde en vaste toelagen) voor het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')	c)	c')
33091	113-21	33091/113-21	70	Patronale bijdragen pensioenen van het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	0,00	0,00	0,00	0,00
33091	113-08	33091/113-08	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. op variabele toelagen voor prestaties van het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')	c)	c')
33091	115-01	33091/115-01	70	Vergoeding voor verplaatsingskosten van en naar het werk van het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')		
33091	117-01	33091/117-01	70	Premies voor verzekering arbeidsongevallen voor het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')		
33091	118-01	33091/118-01	71	Bijdragen aan de sociale dienst voor het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')		
33091	121-01	33091/121-01	71	Reis- en verblijfskosten voor het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')		
33091	121-48	33091/121-48	71	Andere vergoedingen voor het administratief en logistiek kader - Verv 4/5	a)	a')	0,00	0,00
Einde : Contractuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader Contract vervanging 4/5								
SUB TOTAAL GROEP II					0,00	0,00	100,00%	100,00%

SUB TOTAAL GROEP II					0,00	0,00	100,00%	100,00%
----------------------------	--	--	--	--	-------------	-------------	----------------	----------------

Gesubsidieerde Contractuelen – GesCo van het Administratief en Logistiek Kader								
					2024	2023	Totaal	Pct
33091	111-02	33091/111-02	70	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen	a)	a')		
33091	111-02/02	33091/111-02	70	Haard- of standplaats van gesubsidieerde contractuelen	a)	a')		
33091	111-02/	33091/111-02	70	Vaste toelagen van gesubsidieerde contractuelen	a)	a')		
33091	111-02/12	33091/111-02	70	Eindejaarstoelage van gesubsidieerde contractuelen	a)	--		
33091	111-02/12	33091/111-02	X	Vastgedeelte EJT basis patronale & basis soc toel 2 C)	a)	--		
33091	111-09	33091/111-09	70	Variabele toelagen voor prestaties van gesubsidieerde contractuelen	a)	a')	b)	b')
33091	112-02	33091/112-02	70	Vakantiegeld van gesubsidieerde contractuelen	a)	--		

33091	113-02	33091/113-02	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. (wedde en vaste toelagen) van gesubsidieerde contractuelen	a)	a')	c)	c')
33091	113-09	33091/113-09	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. op variabele toelagen voor prestaties van gesubsidieerde contractuelen	a)	a')	c)	c')
33091	--	--	--	Patronale bijdragen pensioenen van Gesubsidieerde Contractuelen	-	-	-	-
33091	115-02	33091/115-02	70	Vergoeding voor verplaatsingskosten van en naar het werk van gesubsidieerde contractuelen	a)	a')		
33091	117-01	33091/117-01	70	Premies voor verzekering arbeidsongevallen van gesubsidieerde contractuelen	a)	a')		
33091	118-01	33091/118-01	71	Bijdragen aan de sociale dienst van gesubsidieerde contractuelen	a)	a')		
33091	121-01	33091/121-01	71	Reis- en verblijfskosten van gesubsidieerde contractuelen	a)	a')		
33091	121-48	33091/121-48	71	Andere vergoedingen van gesubsidieerde contractuelen	a)	a')	0,00	0,00
Einde Gesubsidieerde Contractuelen - - GesCo van het Administratief en Logistiek Kader							0,00%	0,00%
SUB-TOTAAL GROEP III					0,00	0,00	100,00%	100,00%
33098	111-01	33098/111-01	70	Bezoldiging van de secretaris van de zone	a)	a')		
33098	113-01	33098/113-01	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. voor de secretaris van de zone	a)	a')		
33098	118-01	33098/118-01	71	Bijdragen aan de sociale dienst - y)	a)	a')		
33098	121-01	33098/121-01	71	Reis- en verblijfskosten - x)	a)	a')		
33099	111-01	33099/111-01	70	Bezoldiging van de bijzondere rekenplichtige	a)	a')		
33099	113-01	33099/113-01	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. voor de bijzondere rekenplichtige	a)	a')		
33099	118-01	33099/118-01	71	Bijdragen aan de sociale dienst - y)	a)	a')		
33099	121-01	33099/121-01	71	Reis- en verblijfskosten - x)	a)	a')	0,00	0,00

ALGEMEEN TOTAAL & SOCIALE TOELAGE II						
	J	0,00	J'	0,00	STII) 0,00	STII') 0,00

Verklarende
legende

Alle bedragen worden in euro en eurocent weergegeven			D, F & D', F'		Subtotalen per categorie van een groep	
Percentages worden weergegeven met twee DECIMALEN			H & H'		Som van de Subtotalen	
a) & a')	Som van de bedragen per lijn voor het begrotingsjaar of het begrotingsjaar -1		E, G & E', G'		Percentage van de categorie tov de groep	
b) & b')	Som van de bedragen van de sociale toelage II		I & I'		Som van de percentage E/G =100	
c) & c')	Bedrag ter controle van de berekening van de patronale bijdragen		J & J'		Algemeen totaal van de begroting of begrotingswijziging	
z)			STII & STII'		Algemeen totaal van sociale toelage II	
y)	Afgesplitst bedrag van 111-08 om de controleberekening van patronale pensioenrechten toe te laten					
x)	De bijdragen sociale dienst worden voor de bijzondere rekenplichtige/ontvanger en secretaris berekend					
	In bepaalde gevallen kan de terugbetaling van de reiskosten voorkomen voor rekenplichtige of secretaris. Bijgevolg is deze rubriek opgenomen.					

5. TOEZICHT 2 : BEGROTINGSKREDIETEN GETOTALISEERD PER BEGROTINGSARTIKEL VOOR DE OPERATIONELEN, DE CALOG-PERSONEELSLEDEN, DE SECRETARIS EN DE BIJZONDERE REKENPLICHTIGE

POLITIEZONE 5XXX : Benaming van de zone		2024	2023
---	--	------	------

Operationeel personeel – Ops						
33001	111-01	33001/111-01	70	Bezoldiging van het operationeel personeel	a	a'
33001	111-08	33001/111-08	70	Variabele toelagen voor prestaties van het operationeel personeel	a	a'
33001	111-10	33001/111-10		Non-activiteit voorafgaand aan de pensionering (NAVAP)		
33001	111-10/12	33001/111-10/12		Eindejaarspremie NAVAP		
33001	112-01	33001/112-01	70	Vakantiegeld van het operationeel personeel	a	-
33001	112-10	33001/112-10		Vakantiegeld NAVAP		
33001	113-01	33001/113-01	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. (wedde en vaste toelagen) van het operationeel personeel	a	a'
33001	113-21	33001/113-21	70	Patronale bijdragen pensioenen van het operationeel personeel	a	a'
33001	113-08	33001/113-08	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. op variabele toelagen voor prestaties van het operationeel personeel	a	a'
33001	115-01	33001/115-01	70	Vergoeding voor verplaatsingskosten van en naar het werk van het operationeel personeel	a	A
						A'

Administratief en Logistiek personeel (CaLog)						
33091	111-01	33091/111-01	70	Bezoldiging van het CaLog-personeel	b	b'
33091	111-08	33091/111-08	70	Variabele toelagen voor prestaties van het operationeel & CaLog-personeel	b	b'
33091	112-01	33091/112-01	70	Vakantiegeld van het CaLog-personeel	b	-

33091	113-01	33091/113-01	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. (wedde en vaste toelagen) van het CaLog-personeel	b	b'		
33091	113-21	33091/113-21	70	Patronale bijdragen pensioenen van het CaLog-personeel	b	b'		
33091	113-08	33091/113-08	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. op variabele toelagen voor prestaties van het CaLog-personeel	b	b'		
33091	115-01	33091/115-01	70	Vergoeding voor verplaatsingskosten van en naar het werk van het CaLog-personeel	b	b'	B	B'

Gesubsidieerde Contractuelen (GesCo)

33091	111-02	33091/111-02	70	Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen	c	c'		
33091	111-09	33091/111-09	70	Variabele toelagen voor prestaties van gesubsidieerde contractuelen	c	c'		
33091	112-02	33091/112-02	70	Vakantiegeld van gesubsidieerde contractuelen	c	c'		
33091	113-02	33091/113-02	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. (wedde en vaste toelagen) van gesubsidieerde contractuelen	c	c'		
33091	113-09	33091/113-09	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. op variabele toelagen voor prestaties van gesubsidieerde contractuelen	c	c'		
33091	115-02	33091/115-02	70	Vergoeding voor verplaatsingskosten van en naar het werk van gesubsidieerde contractuelen	c	c'	C	C'

Operationeel personeel – Ops

33001	117-01	33001/117-01	70	Premies voor verzekering van arbeidsongevallen van het Operationeel personeel	d	d'		
-------	--------	--------------	----	---	---	----	--	--

33001	118-01	33001/118-01	70	Bijdragen aan de sociale dienst van het Operationeel personeel	d	d'	
33001	121-01	33001/121-01	71	Reis- en verblijfskosten van het Operationeel personeel	d	d'	
33001	121-03	33001/121-03	71	Vergoeding voor kledingskosten van het Operationeel personeel	d	d'	
33001	121-48	33001/121-48	71	Andere vergoedingen van het Operationeel personeel	d	d'	D

Administratief en Logistiek personeel - CaLog & GesCo							
33091	117-01	33091/117-01	70	Premies voor verzekering van arbeidsongevallen van het CaLog personeel	e	e'	
33091	118-01	33091/118-01	70	Bijdragen aan de sociale dienst van het CaLog personeel	e	e'	
33091	121-01	33091/121-01	71	Reis- en verblijfskosten van het CaLog personeel	e	e'	
33091	121-48	33091/121-48	71	Andere vergoedingen van het CaLog personeel	e	e'	E

Operationeel en personeel van het Administratief en Logistiek Kader (CaLog)							
33001	117-01	33001/117-01	70	Premies voor verzekering van arbeidsongevallen van het operationeel & CaLog-personeel	c	c'	
33001	118-01	33001/118-01	70	Bijdragen aan de sociale dienst van het operationeel & CaLog-personeel	c	c'	
33001	121-01	33001/121-01	71	Reis- en verblijfskosten van het operationeel & CaLog-personeel	c	c'	
33001	121-03	33001/121-03	71	Vergoeding voor kledijkosten van het operationeel & CaLog-personeel	c	c'	

33001	121-48	33001/121-48	71	Andere vergoedingen van het operationeel & CaLog-personeel	c	c'	C	C'
-------	--------	--------------	----	--	---	----	---	----

Gesubsidieerde Contractuelen								
33091	117-01	33091/117-01	70	Premies voor verzekering van arbeidsongevallen van de gesubsidieerde contractuelen	d	d'		
33091	118-01	33091/118-01	70	Bijdragen aan de sociale dienst van de gesubsidieerde contractuelen	d	d'		
33091	121-01	33091/121-01	71	Reis- en verblijfskosten van de gesubsidieerde contractuelen	d	d'		
33091	121-48	33091/121-48	71	Andere vergoedingen van de gesubsidieerde contractuelen	d	d'	D	D'

Bijzonder Rekenplichtige en Secretaris van de zone								
33098	111-01	33098/111-01	70	Bezoldiging van de secretaris van de politiezone	f	f'		
33098	113-01	33098/113-01	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. voor de secretaris van de politiezone	f	f'		
33098	118-01	33098/118-01	71	Bijdragen aan de sociale dienst	f	f'		
33098	121-01	33098/121-01	71	Reis- en verblijfskosten van het politiepersoneel en de mandatarissen	f	f'		
33099	111-01	33099/111-01	70	Bezoldiging van de rekenplichtige van de politiezone	f	f'		
33099	113-01	33099/113-01	70	Patronale bijdragen aan de R.S.Z. voor de bijzonder rekenplichtige van de politiezone	f	f'		
33099	118-01	33099/118-01	71	Bijdragen aan de sociale dienst	f	f'		
33099	121-01	33099/121-01	71	Reis- en verblijfskosten van het politiepersoneel en de mandatarissen	f	f'	F	F'

Totaal 2024:						G (=A+B+C+D+E+F)	
Totaal 2023:						G' (=A'+B'+C'+D'+E'+F')	
Sociale Toelage II							
Geplafonneerd bedrag patronale bijdrage toelagen							
			Calog	Ops			
2024	X	Y	Z	Y+Z-X	-		
2023		Y'	Z'	-	Y'+Z'		

6. DOTATIONS ET ALLOCATIONS FEDERALES 2024 (SOUS RESERVE)

De bedragen worden meegedeeld onder voorbehoud van hun goedkeuring bij koninklijk besluit Les montants sont communiqués sous réserve de leur effective confirmation par arrêté royal										
		Federale basisdotatie	Federale bijkomende dotatie - algemeen	Federale bijkomende dotatie - contract	Federale bijkomende dotatie TOTAAL	Dotatie HHOO	Sociale dotatie I	VVF saldo 2019		
		Dotation fédérale de base	Dotation fédérale complémentaire - Général	Dotation fédérale complémentaire - Contrat	Dotation fédérale complémentaire TOTAL	Dotation MROP	Dotation sociale I	Solde 2019 FSR		
totaal / total		€899.218.616,66	€52.699.477,10	€5.241.801,03	€57.941.278,13	€424.823,80	€199.431.147,66	€68.824.946,12		
Nr Zone										
5267	Genappe / Nivelles	€ 3.569.583,98	€ 341.409,12	€ 0,00	€ 341.409,12	€ 2.421,35	€ 698.599,77	€ 202.402,44		
5268	Braine-Le-Château / Ittre / Rebecq / Tubize	€ 2.798.451,63	€ 363.677,00	€ 0,00	€ 363.677,00	€ 1.162,30	€ 709.504,81	€ 174.638,38		
5269	La Hulpe / Lasne / Rixensart	€ 2.318.671,63	€ 130.132,81	€ 0,00	€ 130.132,81	€ 1.162,30	€ 570.779,11	€ 175.343,02		
5270	Chastre / Court-Saint-Etienne / Mont-Saint-Guibert / Villers-La- Ville / Walhain	€ 1.948.677,16	€ 149.258,97	€ 0,00	€ 149.258,97	€ 0,00	€ 606.236,90	€ 196.456,44		
5271	Wavre	€ 2.577.095,51	€ 122.012,42	€ 0,00	€ 122.012,42	€ 0,00	€ 551.282,73	€ 165.304,46		
5272	Beauvechain / Chaumont- Gistoux / Grez-Doiceau / Incourt	€ 1.753.778,51	€ 58.319,40	€ 0,00	€ 58.319,40	€ 0,00	€ 353.649,53	€ 186.189,59		
5273	Braine-l'Alleud	€ 1.949.031,43	€ 112.988,16	€ 0,00	€ 112.988,16	€ 0,00	€ 414.838,69	€ 156.742,05		
5274	Waterloo	€ 1.941.164,80	€ 111.037,19	€ 0,00	€ 111.037,19	€ 0,00	€ 414.208,99	€ 177.176,03		
5275	Ottignies-Louvain-La-Neuve	€ 1.985.176,52	€ 82.940,95	€ 598.807,17	€ 681.748,12	€ 0,00	€ 488.684,08	€ 153.532,12		

5276	Hélécine / Jodoigne / Orp-Jauche / Perwez / Ramillies	JODOIGNE	€ 2.623.940,98	€ 155.020,04	€ 0,00	€ 155.020,04	€ 0,00	€ 155.020,04	€ 0,00	€ 638.439,60	€ 196.026,14
5277	Liège	LIEGE	€ 31.333.283,47	€ 254.373,00	€ 0,00	€ 254.373,00	€ 0,00	€ 254.373,00	€ 18.612,31	€ 6.738.612,17	€ 479.264,67
5278	Neupré / Seraing	SERAING - NEUPRE	€ 6.064.488,51	€ 118.836,28	€ 0,00	€ 118.836,28	€ 0,00	€ 118.836,28	€ 4.514,63	€ 1.472.031,06	€ 276.944,10
5279	Herstal	HERSTAL	€ 2.814.430,64	€ 253.987,01	€ 0,00	€ 253.987,01	€ 0,00	€ 253.987,01	€ 1.452,53	€ 609.142,84	€ 176.981,79
5280	Beayne-Heusay / Fléron / Soumagne	BEYNE-FLERON-SOUMAGNE	€ 2.417.757,37	€ 90.325,25	€ 0,00	€ 90.325,25	€ 0,00	€ 90.325,25	€ 1.162,30	€ 595.170,40	€ 158.361,65
5281	Bassenge / Blégny / Dalhem / Juprelle / Oupeye / Visé	BASSE-MEUSE	€ 4.276.866,80	€ 916.560,78	€ 0,00	€ 916.560,78	€ 0,00	€ 916.560,78	€ 2.421,35	€ 1.052.820,83	€ 222.835,73
5282	Flémalle	FLEMALLE	€ 1.858.869,82	€ 168.645,92	€ 0,00	€ 168.645,92	€ 0,00	€ 168.645,92	€ 0,00	€ 432.534,82	€ 162.581,59
5283	Aywaille / Chaudfontaine / Esneux / Sprimont / Trooz	SECOVA	€ 4.058.249,39	€ 235.477,62	€ 0,00	€ 235.477,62	€ 0,00	€ 235.477,62	€ 2.421,35	€ 949.988,54	€ 341.583,65
5284	Ans / Saint-Nicolas	ANS - SAINT-NICOLAS	€ 3.487.855,05	€ 85.644,65	€ 0,00	€ 85.644,65	€ 0,00	€ 85.644,65	€ 1.452,53	€ 858.592,75	€ 179.539,68
5285	Awans / Grâce-Hollogne	GRÂCE-HOLLOGNE / AWANS	€ 2.697.159,19	€ 123.165,36	€ 0,00	€ 123.165,36	€ 0,00	€ 123.165,36	€ 0,00	€ 654.928,40	€ 110.942,77
5286	Berloz / Crisnée / Donceel / Faimies / Fexhe-le-Haut-Clocher / Geer / Oreye / Remicourt / Waremmes	HESBAYE	€ 2.329.648,81	€ 148.636,03	€ 0,00	€ 148.636,03	€ 0,00	€ 148.636,03	€ 0,00	€ 592.001,30	€ 182.166,61
5287	Jalhay / Spa / Theux	FAGNES	€ 2.991.437,85	€ 152.047,45	€ 166.335,31	€ 152.047,45	€ 166.335,31	€ 318.382,76	€ 0,00	€ 680.085,02	€ 169.615,54
5288	Aubel / Baelen / Herve / Limbourg / Olne / Plombières / Thimister-Clermont / Welkenraedt	PAYS DE HERVE	€ 4.461.727,48	€ 474.034,33	€ 0,00	€ 474.034,33	€ 0,00	€ 474.034,33	€ 2.131,13	€ 1.257.414,71	€ 269.852,13
5289	Dison / Pepinster / Verviers	VEDRE	€ 6.617.655,74	€ 1.026.110,30	€ 0,00	€ 1.026.110,30	€ 0,00	€ 1.026.110,30	€ 5.482,05	€ 1.620.167,75	€ 289.924,29
5290	Lierneux / Malmédy / Stavelot / Stoumont / Trois-Ponts / Waimmes	STAVELOT-MALMEDY	€ 3.394.587,41	€ 579.176,33	€ 0,00	€ 579.176,33	€ 0,00	€ 579.176,33	€ 0,00	€ 963.467,48	€ 208.590,49

5291	Ambiève / Büllingen (Bullange) / Büthenbach (Butgenbach) / Burg-Reuland / Sankt Vith (Saint-Vith)	EIFEL	€ 3.666.923,59	€ 566.394,36	€ 0,00	€ 566.394,36	€ 0,00	€ 1.189.334,38	€ 184.006,03
5292	Eupen / Kelmis (La Calamine) / Lontzen / Raeren	WESER-GÖHL	€ 4.689.580,28	€ 905.615,19	€ 0,00	€ 905.615,19	€ 2.131,13	€ 1.756.121,01	€ 213.378,73
5293	Braives / Burdinne / Hannut / Héron / Lincent / Wasseiges	HESBAYE OUEST	€ 2.114.271,04	€ 210.539,17	€ 166.335,31	€ 376.874,48	€ 0,00	€ 548.145,62	€ 226.236,29
5294	Amay / Engis / Saint-Georges-Sur-Meuse / Verlhaine / Villers-Le-Bouillet / Wanze	AMAY	€ 3.419.594,95	€ 241.604,58	€ 166.335,31	€ 407.939,89	€ 1.162,30	€ 1.002.885,26	€ 227.461,51
5295	Huy	HUY	€ 2.111.277,91	€ 268.892,07	€ 632.074,23	€ 900.966,30	€ 0,00	€ 525.867,36	€ 163.997,43
5296	Anthisnes / Clavier / Comblain-Au-Pont / Ferrières / Hamoir / Marchin / Modave / Nandrin / Ouffet / Tinlot	CONDROZ	€ 3.851.474,69	€ 236.828,88	€ 166.335,31	€ 403.164,19	€ 0,00	€ 1.207.797,81	€ 300.941,37
5297	Arlon / Attert / Habay / Martelange	ARLON	€ 4.789.804,24	€ 497.450,26	€ 0,00	€ 497.450,26	€ 2.421,35	€ 1.492.613,39	€ 251.925,36
5298	Aubange / Messancy / Musson / Saint-Léger	SUD-Luxembourg	€ 2.423.666,38	€ 416.584,15	€ 0,00	€ 416.584,15	€ 0,00	€ 954.913,85	€ 206.709,04
5299	Chiny / Etalle / Florenville / Meix-Devant-Virton / Rouvrois / Tintigny / Virton	GAUME	€ 4.335.078,44	€ 654.863,66	€ 0,00	€ 654.863,66	€ 0,00	€ 1.366.636,12	€ 290.854,42
5300	Durbuy / Erezée / Gouvy / Hotton / Houffalize / La Roche-en-Ardenne / Manhay / Marche-en-Famenne / Nassogne / Rendeux / Tenneville / Vielsalm	FAMENNE-ARDENNE	€ 9.156.101,89	€ 1.207.166,97	€ 0,00	€ 1.207.166,97	€ 3.062,10	€ 2.814.310,63	€ 469.118,23
5301	Bastogne / Bertogne / Fauvillers / Léglise / Libramont-Chevigny / Neufchâteau / Sainte-Ode / Vaux-Sur-Sûre	CENTRE ARDENNE	€ 7.212.956,79	€ 490.756,23	€ 0,00	€ 490.756,23	€ 2.421,35	€ 2.147.574,37	€ 378.918,57

5302	Bertrix / Bouillon / Daverdisse / Herbeumont / Libin / Paliseul / Saint-Hubert / Tellin / Wellin	SEMOIS ET LESSE	€ 5.478.917,85	€ 560.605,31	€ 0,00	€ 560.605,31	€ 1.452,53	€ 1.680.144,62	€ 314.746,18
5303	Namur	NAMUR	€ 10.050.958,54	€ 541.112,14	€ 0,00	€ 541.112,14	€ 8.931,10	€ 2.406.883,98	€ 400.701,97
5304	Eghezée / Gembloux / La Bruyère	ORNEAU-MEHAIGNE	€ 2.409.810,29	€ 126.847,27	€ 0,00	€ 126.847,27	€ 0,00	€ 631.243,10	€ 311.693,10
5305	Andenne / Assesse / Fernelmont / Gesves / Ohey	ZONE DES ARCHES	€ 3.853.643,01	€ 635.797,32	€ 0,00	€ 635.797,32	€ 2.131,13	€ 1.119.457,69	€ 266.511,90
5306	Floreffe / Fosse-La-Ville / Mettet / Profondeville	ENTRE SAMBRE ET MEUSE	€ 2.998.188,36	€ 179.345,50	€ 0,00	€ 179.345,50	€ 0,00	€ 724.344,69	€ 263.285,28
5307	Sambreville / Sombrefe	SAMSOM	€ 2.334.816,89	€ 256.831,31	€ 299.403,58	€ 556.234,89	€ 1.162,30	€ 574.753,56	€ 244.697,55
5308	Jemeppe-Sur-Sambre	JEMEPPE S/SAMBRE	€ 1.070.782,55	€ 85.766,40	€ 0,00	€ 85.766,40	€ 0,00	€ 263.590,98	€ 110.798,16
5309	Florennes / Walcourt	FLOWAL	€ 2.347.200,09	€ 390.639,45	€ 0,00	€ 390.639,45	€ 0,00	€ 861.103,20	€ 200.560,83
5310	Beauraing / Bièvre / Gedinne / Vresse-Sur-Semois	HOUILLE-SEMOIS	€ 2.465.074,36	€ 433.263,51	€ 255.018,13	€ 688.281,64	€ 0,00	€ 834.903,52	€ 178.121,67
5311	Couvin / Viroinval	DES 3 VALLEES	€ 2.515.737,56	€ 215.851,38	€ 232.869,45	€ 448.720,83	€ 0,00	€ 779.184,33	€ 184.948,05
5312	Anhée / Dinant / Hastière / Onhaye / Yvoir	HAUTE-MEUSE	€ 5.129.882,81	€ 629.536,72	€ 0,00	€ 629.536,72	€ 2.421,35	€ 1.556.111,49	€ 277.028,64
5313	Houyet / Rochefort	LESSE ET LHOMME	€ 2.169.033,94	€ 427.447,59	€ 299.403,58	€ 726.851,17	€ 0,00	€ 817.301,67	€ 181.770,98
5314	Ciney / Hamois / Havelange / Somme-Leuze	CONDROZ-FAMENNE	€ 3.349.324,77	€ 572.297,53	€ 0,00	€ 572.297,53	€ 0,00	€ 1.261.078,69	€ 308.794,44
5315	Cerfontaine / Doische / Philippeville	HERMETON ET HEURE	€ 2.660.003,64	€ 466.264,51	€ 0,00	€ 466.264,51	€ 0,00	€ 966.830,45	€ 219.038,11
5316	Antoing / Brunehaut / Rumes / Tournai	DU TOURNAIS	€ 8.227.986,95	€ 929.327,17	€ 0,00	€ 929.327,17	€ 4.514,63	€ 2.079.623,14	€ 386.763,62
5317	Mouscron	DE MOUSCRON	€ 4.303.247,86	€ 733.494,11	€ 0,00	€ 733.494,11	€ 3.062,10	€ 1.045.466,33	€ 257.128,11
5318	Comines-Warнетon	COMINES-WARNETON	€ 2.228.726,74	€ 447.210,28	€ 0,00	€ 447.210,28	€ 0,00	€ 602.193,25	€ 88.091,97

5319	Beloeil / Leuze-en-Hainaut	BELOEIL / LEUZE-Ht	€ 2.620.438,16	€ 219.531,19	€ 0,00	€ 219.531,19	€ 0,00	€ 778.296,32	€ 124.603,03
5320	Celles / Estaimpuis / Mont-de-l'Enclus / Pecq	DU VAL DE L'ESCAUT	€ 2.018.360,04	€ 395.293,39	€ 0,00	€ 395.293,39	€ 0,00	€ 757.213,79	€ 134.977,46
5321	Bernissart / Péruwelz	PERUWELZ	€ 3.084.341,56	€ 285.142,82	€ 0,00	€ 285.142,82	€ 0,00	€ 892.973,70	€ 219.309,73
5322	Ath	VILLE DE ATH	€ 2.124.510,30	€ 139.339,48	€ 166.335,31	€ 305.674,79	€ 0,00	€ 550.221,07	€ 135.713,79
5323	Ellezelles / Flobecq / Frasnes-Lez-Anvaing / Lessines	DES COLLINES	€ 3.140.779,31	€ 249.808,69	€ 266.136,51	€ 515.945,20	€ 0,00	€ 892.973,89	€ 227.947,34
5324	Mons / Quévy	MONS - QUEVY	€ 10.942.523,27	€ 1.302.805,15	€ 0,00	€ 1.302.805,15	€ 7.418,29	€ 2.701.515,88	€ 481.585,11
5325	La Louvière	LA LOUVIERE	€ 6.620.463,12	€ 143.350,31	€ 0,00	€ 143.350,31	€ 3.872,48	€ 1.261.715,04	€ 267.029,23
5326	Bruglette / Chièvres / Enghien / Jurbise / Lens / Silly	DE SYLLE ET DENDRE	€ 3.141.707,00	€ 189.526,21	€ 0,00	€ 189.526,21	€ 0,00	€ 711.619,76	€ 221.751,58
5327	Boussu / Colfontaine / Frameries / Quaregnon / Saint-Ghislain	BORAINE	€ 7.954.548,41	€ 613.140,14	€ 0,00	€ 613.140,14	€ 5.482,05	€ 2.006.704,45	€ 409.219,10
5328	Braine-Le-Comte / Ecaussinnes / LeRoieux / Soignies	HAUTE SENNE	€ 5.248.709,02	€ 353.127,82	€ 0,00	€ 353.127,82	€ 2.421,35	€ 1.432.034,54	€ 237.985,35
5329	Dour / Hensies / Honnelles / Quiévrain	DES HAUTS-PAYS	€ 3.140.438,36	€ 248.542,79	€ 0,00	€ 248.542,79	€ 1.162,30	€ 933.158,14	€ 214.630,78
5330	Charleroi	CHARLEROI	€ 24.994.063,24	€ 327.469,68	€ 0,00	€ 327.469,68	€ 17.643,50	€ 4.919.175,78	€ 673.273,50
5331	Aiseau-Presles / Châtelet / Farciennes	CHATELET	€ 4.078.368,56	€ 323.139,71	€ 0,00	€ 323.139,71	€ 3.062,10	€ 895.445,55	€ 280.660,84
5334	Beaumont / Chimay / Froidchapelle / Momignies / Sivry-Rance	BOTTE DU HAINAUT	€ 3.197.326,84	€ 483.852,79	€ 0,00	€ 483.852,79	€ 0,00	€ 966.514,19	€ 326.585,00
5335	Chapelle-Lez-Herlaimont / Manage / Morlanwelz / Seneffe	MARIEMONT	€ 4.208.203,79	€ 83.276,45	€ 99.801,19	€ 183.077,64	€ 2.421,35	€ 1.022.191,58	€ 312.890,44
5336	Courcelles / Fontaine l'Évêque	ZONE DES TRIEUX	€ 3.540.644,35	€ 214.742,76	€ 0,00	€ 214.742,76	€ 2.421,35	€ 987.378,83	€ 160.247,20

5337	Fleurus / Les Bons Villers / Pont-à-Celles	PONT-A-CELLES	€ 3.119.991,54	€ 178.438,78	€ 166.335,31	€ 344.774,09	€ 1.162,30	€ 873.414,63	€ 256.041,34
5338	Gerpinnes / Ham-Sur-Heure-Nalines / Montigny-Le-Tilleul / Thuin	GERMINALT	€ 3.217.209,65	€ 543.810,81	€ 0,00	€ 543.810,81	€ 1.162,30	€ 703.624,60	€ 231.739,97
5339	Brusel / Elsene Bruxelles / Ixelles	BRUXELLES CAPITALE IXELLES BRUSSEL HOOFDSTAD ELSENE	€ 65.771.828,97	€ 21.733,26	€ 0,00	€ 21.733,26	€ 28.294,21	€ 7.770.824,59	€ 1.000.851,58
5340	Ganshoren / Iette / Koekelberg / Sint-Agatha-Berchem / Sint-Jans-Molenbeek Ganshoren / Iette / Koekelberg / Berchem-Sainte-Agathe / Molenbeek-Saint-Jean	BRUXELLES- OUEST BRUSSEL-WEST	€ 17.308.105,57	€ 21.733,26	€ 0,00	€ 21.733,26	€ 11.774,48	€ 1.641.208,48	€ 1.696.202,54
5341	Anderlecht / Sint-Gillis / Vorst Anderlecht / Sint-Gilles / Forest	MIDI ZUID	€ 22.204.141,63	€ 65.375,83	€ 0,00	€ 65.375,83	€ 14.195,84	€ 3.190.099,70	€ 1.689.794,45
5342	Oudergem / Ukkel / Watermaal-Bosvoorde Auderghem / Uccle / Watermaal-Boitsfort	UCCLE/W- B/AUDERGHEM UKKEL/W- B/OUDERGEM	€ 12.825.557,55	€ 20.391,71	€ 0,00	€ 20.391,71	€ 8.870,82	€ 1.986.362,03	€ 1.300.622,91
5343	Etterbeek / Sint-Lambrechts-Woluwe / Sint-Pieters-Woluwe Etterbeek / Woluwe-Saint-Lambert / Woluwe-Saint-Pierre	MONTGOMERY	€ 13.503.947,32	€ 64.034,27	€ 0,00	€ 64.034,27	€ 7.418,29	€ 1.720.173,79	€ 1.638.952,18
5344	Evere / Schaarbeek / Sint-Joost-Ten-Node Evere / Schaerbeek / Saint-Josse-Ten-Noode	BRUXELLES NORD BRUSSEL NOORD	€ 20.612.578,04	€ 65.375,83	€ 0,00	€ 65.375,83	€ 14.195,84	€ 1.755.966,83	€ 1.028.924,79
5345	Antwerpen	ANTWERPEN	€ 57.259.589,64	€ 465.559,16	€ 0,00	€ 465.559,16	€ 28.293,53	€ 7.617.908,00	€ 925.139,43
5346	Zwijndrecht	ZWIJNDRECHT	€ 1.045.497,31	€ 52.192,76	€ 0,00	€ 52.192,76	€ 0,00	€ 258.176,36	€ 152.874,87

5347	Boom / Hemiksem / Niel / Rumst / Schelle	RUPEL	€ 3.228.394,55	€ 123.086,14	€ 0,00	€ 123.086,14	€ 1.452,53	€ 794.722,57	€ 398.357,10
5348	Kapellen / Stabroek	NOORD	€ 1.924.798,89	€ 118.462,60	€ 0,00	€ 118.462,60	€ 0,00	€ 401.407,24	€ 336.338,04
5349	Aartselaar / Edegem / Hove / Kontich / Lint	HEKLA	€ 3.305.360,56	€ 432.425,21	€ 0,00	€ 432.425,21	€ 3.062,10	€ 824.487,59	€ 288.259,51
5350	Essen / Kalmthout / Wuustwezel	GRENS	€ 2.666.551,60	€ 147.974,29	€ 0,00	€ 147.974,29	€ 0,00	€ 764.205,72	€ 418.017,29
5351	Boechout / Borsbeek / Mortsel / Wijnegem / Wommelgem	MINOS	€ 4.093.887,55	€ 132.856,32	€ 0,00	€ 132.856,32	€ 2.421,35	€ 728.370,09	€ 341.350,36
5352	Brasschaat	BRASSCHAAT	€ 2.096.636,29	€ 33.241,81	€ 0,00	€ 33.241,81	€ 0,00	€ 516.121,35	€ 222.005,17
5353	Schoten	SCHOTEN	€ 1.859.476,25	€ 64.868,97	€ 0,00	€ 64.868,97	€ 0,00	€ 422.947,01	€ 378.677,75
5354	Ranst / Zandhoven	ZARA	€ 1.393.581,56	€ 140.481,15	€ 0,00	€ 140.481,15	€ 0,00	€ 482.199,35	€ 234.605,19
5355	Brecht / Malle / Schilde / Zoersel	VOORDERKEMPEN	€ 3.710.075,43	€ 139.901,73	€ 0,00	€ 139.901,73	€ 1.452,53	€ 842.994,92	€ 509.130,53
5359	Bonheiden / Duffel / Putte / Sint-Katelijne-Waver	BODUKAP	€ 3.099.304,76	€ 130.610,53	€ 0,00	€ 130.610,53	€ 1.452,53	€ 762.945,14	€ 385.798,43
5360	Lier	LIER	€ 2.441.781,60	€ 76.004,40	€ 0,00	€ 76.004,40	€ 1.162,30	€ 601.085,01	€ 355.826,15
5361	Benlaar / Nijlen	BERLAAR - NIJLEN	€ 1.657.265,22	€ 179.325,30	€ 0,00	€ 179.325,30	€ 0,00	€ 537.306,42	€ 223.468,69
5362	Heist-op-den-Berg	HEIST	€ 2.122.578,41	€ 297.342,06	€ 0,00	€ 297.342,06	€ 0,00	€ 556.658,36	€ 317.734,64
5363	Hoogstraten / Merksplas / Rijkevorsel	NOORDERKEMPEN	€ 2.330.754,54	€ 754.617,59	€ 0,00	€ 754.617,59	€ 0,00	€ 832.770,37	€ 395.627,21
5364	Baarle-Hertog / Beerse / Kasterlee / Lille / Oud-Turnhout / Turnhout / Vosselaar	REGIO TURNHOUT	€ 6.662.612,44	€ 613.331,71	€ 0,00	€ 613.331,71	€ 4.514,63	€ 1.854.903,18	€ 750.137,21
5365	Herselt / Hulshout / Westerlo	ZUIDERKEMPEN	€ 2.501.035,48	€ 139.734,08	€ 0,00	€ 139.734,08	€ 0,00	€ 585.510,17	€ 325.581,98
5366	Geel / Laakdal / Meerhout	GEEL	€ 4.000.939,31	€ 139.437,77	€ 0,00	€ 139.437,77	€ 2.421,35	€ 960.438,75	€ 541.772,18

5367	Arendonk / Ravels / Retie	KEMPEN N-O	€ 2.224.394,54	€ 308.588,34	€ 0,00	€ 308.588,34	€ 0,00	€ 308.588,34	€ 0,00	€ 772.056,19	€ 278.304,99
5368	Balen / Dessel / Mol	BALEN - DESSEL - MOL	€ 3.645.334,99	€ 166.083,73	€ 0,00	€ 166.083,73	€ 0,00	€ 166.083,73	€ 1.452,53	€ 917.547,46	€ 460.957,38
5369	Grobbedonk / Herentals / Herenthout / Olen / Vorselaar	NETELAND	€ 3.437.547,01	€ 205.504,36	€ 0,00	€ 205.504,36	€ 0,00	€ 205.504,36	€ 1.452,53	€ 849.104,88	€ 563.303,52
5371	Lommel	LOMMEL	€ 1.952.247,19	€ 289.980,87	€ 0,00	€ 289.980,87	€ 0,00	€ 289.980,87	€ 968,81	€ 480.577,49	€ 311.684,58
5372	Hamont-Achel / Pelt	HANO	€ 2.398.528,72	€ 125.497,42	€ 0,00	€ 125.497,42	€ 0,00	€ 125.497,42	€ 968,81	€ 670.969,57	€ 375.851,62
5373	Beringen / Ham / Tessenderlo	BERINGEN	€ 3.527.351,14	€ 414.941,73	€ 0,00	€ 414.941,73	€ 0,00	€ 414.941,73	€ 2.421,35	€ 912.027,56	€ 584.869,40
5375	Heusden-Zolder	HEUSDEN-ZOLDER	€ 1.710.466,68	€ 169.225,25	€ 218.242,07	€ 387.467,32	€ 0,00	€ 430.340,64	€ 0,00	€ 430.340,64	€ 288.555,46
5376	Gingelom / Nieuwerkerken / Sint-Truiden	SINT-TRUIDEN	€ 3.368.186,51	€ 318.066,25	€ 0,00	€ 318.066,25	€ 0,00	€ 318.066,25	€ 3.062,10	€ 794.390,35	€ 506.099,35
5377	Hechtel-Eksel / Leopoldsburg / Peer	KEMPENLAND	€ 4.534.388,55	€ 219.929,49	€ 0,00	€ 219.929,49	€ 0,00	€ 219.929,49	€ 1.162,30	€ 1.428.065,35	€ 419.271,70
5379	Alken / Borgloon / Heers / Kortesseem / Wellen	KANTON BORGLOON	€ 2.982.780,63	€ 201.549,91	€ 0,00	€ 201.549,91	€ 0,00	€ 201.549,91	€ 0,00	€ 1.005.045,94	€ 264.875,45
5380	Herstappe / Tongeren	TONGEREN - HERSTAPPE	€ 2.295.197,97	€ 380.032,52	€ 0,00	€ 380.032,52	€ 0,00	€ 380.032,52	€ 0,00	€ 1.050.547,54	€ 226.684,50
5381	Bilzen / Hoeselt / Riemst	BILZEN	€ 4.074.370,22	€ 261.036,35	€ 0,00	€ 261.036,35	€ 0,00	€ 261.036,35	€ 1.162,30	€ 1.173.901,36	€ 490.235,76
5382	Voeren	VOEREN	€ 1.029.365,10	€ 707.448,02	€ 0,00	€ 707.448,02	€ 0,00	€ 707.448,02	€ 0,00	€ 421.085,65	€ 148.653,06
5383	Dilsen-Stokkem / Maaseik	MAASLAND	€ 2.810.053,22	€ 260.055,92	€ 0,00	€ 260.055,92	€ 0,00	€ 260.055,92	€ 0,00	€ 1.095.353,62	€ 386.100,82
5388	Leuven	LEUVEN	€ 8.609.957,37	€ 299.596,85	€ 0,00	€ 299.596,85	€ 0,00	€ 299.596,85	€ 8.387,11	€ 1.486.563,77	€ 493.790,42
5389	Bekkevoort / Geethets / Glabbeek / Kortenaeken / Tielt-Winge	ZONE HAGELAND	€ 2.156.770,88	€ 200.084,82	€ 0,00	€ 200.084,82	€ 0,00	€ 200.084,82	€ 968,81	€ 786.174,60	€ 259.077,44
5391	Bierbeek / Boutersem / Holsbeek / Lubbeek	LUBBEEK	€ 1.628.415,95	€ 117.948,86	€ 0,00	€ 117.948,86	€ 0,00	€ 117.948,86	€ 968,81	€ 351.407,92	€ 220.587,61

5393	Herent / Kortenberg	HERKO	€ 1.511.964,61	€ 226.369,59	€ 0,00	€ 226.369,59	€ 968,81	€ 372.194,82	€ 180.949,18
5394	Aarschot	AARSCHOT	€ 1.794.444,08	€ 34.197,86	€ 0,00	€ 34.197,86	€ 968,81	€ 415.962,04	€ 198.161,00
5395	Boortmeerbeek / Haacht / Keerbergen	HAACHT	€ 1.407.330,20	€ 106.109,02	€ 0,00	€ 106.109,02	€ 968,81	€ 346.437,11	€ 135.332,48
5396	Diest / Scherpenheuvel-Zichem	DEMERDAL - DSZ	€ 2.941.723,10	€ 150.874,25	€ 0,00	€ 150.874,25	€ 1.162,30	€ 802.251,55	€ 453.786,95
5399	Begijnendijk / Rotselaar / Tremelo	BRT	€ 1.375.124,74	€ 60.443,62	€ 0,00	€ 60.443,62	€ 0,00	€ 338.509,36	€ 200.353,43
5400	Zaventem	ZAVENTEM	€ 2.291.996,41	€ 109.820,22	€ 0,00	€ 109.820,22	€ 968,81	€ 564.212,67	€ 301.502,85
5401	Kraainem / Wezembeek-Oppeem	WOKRA	€ 1.393.730,95	€ 22.408,08	€ 0,00	€ 22.408,08	€ 0,00	€ 343.089,66	€ 152.907,88
5402	Hoellaart / Overijse	DRUIVENSTREEK	€ 1.721.173,30	€ 59.800,22	€ 0,00	€ 59.800,22	€ 0,00	€ 423.694,91	€ 201.125,27
5403	Drogenbos / Linkebeek / Sint-Genesius-Rode	ZONE RODE / ZONE RHODE	€ 1.509.414,32	€ 37.554,68	€ 0,00	€ 37.554,68	€ 0,00	€ 371.567,08	€ 249.378,59
5405	Bever / Galmaarden / Gooik / Herne / Lennik / Pepingen	PAJOTTENLAND	€ 1.988.678,10	€ 154.681,33	€ 0,00	€ 154.681,33	€ 0,00	€ 401.377,35	€ 257.911,01
5406	Dilbeek	DILBEEK	€ 2.116.097,59	€ 87.516,09	€ 0,00	€ 87.516,09	€ 968,81	€ 520.911,86	€ 304.791,29
5407	Affligem / Liedekerke / Roosdaal / Termat	TARL	€ 2.366.258,41	€ 149.307,45	€ 0,00	€ 149.307,45	€ 1.162,30	€ 526.009,68	€ 356.364,23
5408	Asse / Merchtem / Opwijk / Wemmel	AMOW	€ 3.795.273,74	€ 162.089,59	€ 0,00	€ 162.089,59	€ 2.421,35	€ 881.643,90	€ 314.328,23
5409	Kapelle-op-den-Bos / Londerzeel / Meise	K - L - M	€ 1.843.477,19	€ 85.865,17	€ 0,00	€ 85.865,17	€ 0,00	€ 450.492,03	€ 344.575,19
5410	Grimbergen	GRIMBERGEN	€ 1.898.293,13	€ 104.864,05	€ 0,00	€ 104.864,05	€ 0,00	€ 467.295,71	€ 292.595,10
5411	Machelen / Vilvoorde	VILVOORDE - MACHELEN	€ 3.464.309,05	€ 99.486,17	€ 0,00	€ 99.486,17	€ 3.062,10	€ 738.555,97	€ 395.599,71
5412	Kampenhout / Steenokkerzeel / Zemst	KASTZE	€ 1.918.353,51	€ 89.354,79	€ 0,00	€ 89.354,79	€ 0,00	€ 420.845,27	€ 380.125,63

5415	Gent	GENT	€ 26.600.395,13	€ 498.577,20	€ 0,00	€ 498.577,20	€ 18.612,31	€ 4.516.911,38	€ 787.228,78
5416	Lochristi / Moerbeke / Wachtebeke / Zelzate	PUYENBROECK	€ 3.655.477,73	€ 175.066,74	€ 0,00	€ 175.066,74	€ 1.162,30	€ 1.042.378,44	€ 366.753,56
5417	Eeklo / Kaprijke / Sint-Laureins	MEETJESLAND CENTRUM	€ 3.277.658,65	€ 172.546,94	€ 0,00	€ 172.546,94	€ 1.162,30	€ 948.864,66	€ 432.194,00
5418	Destelbergen / Melle / Merelbeke / Oosterzele	REGIO RHODE & SCHELDE	€ 2.998.788,61	€ 97.053,41	€ 0,00	€ 97.053,41	€ 2.421,35	€ 738.201,30	€ 329.395,37
5419	De Pinte / Gavere / Nazareth / Sint-Martens-Latem	SCHELDE - LEIE	€ 1.818.560,82	€ 120.272,75	€ 0,00	€ 120.272,75	€ 0,00	€ 447.668,67	€ 374.888,17
5421	Assenede / Evergem	EVERGEM	€ 2.461.997,87	€ 107.307,43	€ 0,00	€ 107.307,43	€ 0,00	€ 719.311,98	€ 330.174,23
5423	Aalter	AALTER	€ 1.639.697,52	€ 90.419,43	€ 0,00	€ 90.419,43	€ 0,00	€ 421.530,15	€ 208.027,42
5424	Maldegem	MALDEGEM	€ 1.885.425,93	€ 197.569,09	€ 0,00	€ 197.569,09	€ 0,00	€ 485.443,95	€ 173.610,60
5425	Kluisbergen / Kruisem / Oudenaarde / Wortegem-Petegem	VLAAMSE ARDENNEN	€ 3.790.091,73	€ 339.818,33	€ 0,00	€ 339.818,33	€ 2.421,35	€ 962.425,12	€ 468.383,97
5426	Brakel / Horebeke / Maarkehal / Zwalm	BRAKEL	€ 2.150.055,86	€ 144.405,40	€ 0,00	€ 144.405,40	€ 0,00	€ 548.955,77	€ 226.366,25
5427	Ronse	RONSE	€ 2.102.393,90	€ 158.501,23	€ 0,00	€ 158.501,23	€ 0,00	€ 469.345,12	€ 169.409,06
5428	Geraardsbergen / Lierde	GERAARDSBERGEN - LIERDE	€ 2.260.385,12	€ 115.797,91	€ 0,00	€ 115.797,91	€ 0,00	€ 556.430,90	€ 399.790,92
5429	Herzele / Sint-Lievens-Houtem / Zottegem	ZOTTEGEM HERZELE SELHOUTEM	€ 3.206.444,69	€ 79.284,40	€ 0,00	€ 79.284,40	€ 1.162,30	€ 776.633,37	€ 313.693,53
5432	Sint-Niklaas	SINT-NIKLAAS	€ 5.241.336,85	€ 211.994,07	€ 0,00	€ 211.994,07	€ 4.514,63	€ 983.169,13	€ 573.149,99
5433	Kruibeke / Temse	TEMSE	€ 2.819.287,67	€ 146.034,38	€ 0,00	€ 146.034,38	€ 1.162,30	€ 624.384,80	€ 325.361,97
5434	Lokeren	LOKEREN	€ 2.633.201,45	€ 290.032,48	€ 0,00	€ 290.032,48	€ 1.162,30	€ 649.041,79	€ 373.993,11
5435	Hamme / Waasmunster	HAMME	€ 1.658.959,94	€ 94.112,29	€ 0,00	€ 94.112,29	€ 0,00	€ 388.758,85	€ 237.481,87
5436	Berlare / Zele	ZELE	€ 2.382.981,85	€ 188.349,38	€ 0,00	€ 188.349,38	€ 0,00	€ 640.635,26	€ 326.269,36

5437	Buggenhout / Lebbeke	BUGGENHOUT - LEBBEKE	€ 1.557.437,73	€ 69.154,91	€ 0,00	€ 69.154,91	€ 0,00	€ 0,00	€ 395.262,66	€ 143.654,60
5438	Laarne / Wetteren / Wichelen	WETTEREN LAARNE WICHELEN	€ 2.683.146,32	€ 129.658,79	€ 0,00	€ 129.658,79	€ 0,00	€ 1.162,30	€ 670.122,88	€ 406.953,43
5439	Denderleeuw / Haaltert	DENDERLEEUEW	€ 2.073.318,05	€ 64.121,57	€ 0,00	€ 64.121,57	€ 0,00	€ 0,00	€ 571.874,97	€ 146.558,56
5440	Aalst	AALST	€ 6.099.404,07	€ 241.727,62	€ 0,00	€ 241.727,62	€ 0,00	€ 5.482,05	€ 1.305.298,81	€ 557.720,88
5441	Erpe-Mere / Ledo	LEDE	€ 2.372.650,63	€ 96.570,31	€ 0,00	€ 96.570,31	€ 0,00	€ 968,81	€ 610.830,98	€ 317.949,44
5442	Ninove	NINOVE	€ 2.345.079,55	€ 116.787,29	€ 0,00	€ 116.787,29	€ 0,00	€ 0,00	€ 538.237,46	€ 350.424,05
5443	Dendermonde	DENDERMONDE	€ 3.339.817,13	€ 516.517,54	€ 0,00	€ 516.517,54	€ 0,00	€ 2.421,35	€ 895.434,45	€ 354.511,82
5444	Brugge	BRUGGE	€ 10.899.955,74	€ 1.011.086,54	€ 13.205,20	€ 1.024.291,74	€ 13.205,20	€ 7.418,29	€ 2.188.891,11	€ 748.691,36
5445	Blankenberge / Zuienkerke	BLANKENBERGE	€ 2.144.002,80	€ 184.113,14	€ 76.374,70	€ 260.487,84	€ 76.374,70	€ 1.162,30	€ 433.140,87	€ 283.463,31
5446	Damme / Knokke-Heist	KNOKKE-HEIST	€ 3.888.057,53	€ 188.971,32	€ 188.809,50	€ 377.780,82	€ 188.809,50	€ 1.452,53	€ 759.622,63	€ 483.291,20
5447	Beernem / Oostkamp / Zedelgem	HET HOUTSCHE	€ 4.032.908,51	€ 222.384,37	€ 0,00	€ 222.384,37	€ 0,00	€ 1.162,30	€ 1.094.657,73	€ 426.713,55
5448	Ardoioie / Lichtervelde / Pittrem / Ruiselede / Tielt / Wingene	REGIO TIELT	€ 4.393.529,17	€ 550.818,52	€ 0,00	€ 550.818,52	€ 0,00	€ 1.452,53	€ 1.269.662,58	€ 444.549,94
5449	Oostende	OOSTENDE	€ 7.065.501,48	€ 547.192,54	€ 22.436,40	€ 569.628,94	€ 22.436,40	€ 5.325,01	€ 1.123.387,39	€ 676.081,38
5450	Bredene / De Haan	BREDENE	€ 2.049.442,16	€ 190.362,82	€ 112.459,69	€ 302.822,51	€ 112.459,69	€ 1.162,30	€ 414.659,11	€ 291.380,69
5451	Middelkerke	MIDDELKERKE	€ 1.658.050,58	€ 418.929,39	€ 78.910,67	€ 497.840,06	€ 78.910,67	€ 0,00	€ 408.156,20	€ 241.728,76
5452	Gistel / Ichtegem / Jabbeke / Oudenburg / Torhout	KOUTER	€ 4.268.712,22	€ 309.309,62	€ 0,00	€ 309.309,62	€ 0,00	€ 2.421,35	€ 1.177.850,42	€ 490.506,46
5453	Hooglede / Izegem / Roeselare	RIHO	€ 5.506.437,28	€ 357.011,95	€ 0,00	€ 357.011,95	€ 0,00	€ 4.514,63	€ 1.355.500,21	€ 569.872,31
5454	Dentergem / Ingelmuinster / Meulebeke / Oostrozebeke / Wielsbeke	MIDOW	€ 2.349.078,61	€ 315.634,49	€ 0,00	€ 315.634,49	€ 0,00	€ 0,00	€ 620.265,14	€ 254.831,45

5455	Ledegem / Menen / Wevelgem	GRENSLEIE	€ 4.137.825,12	€ 573.992,64	€ 0,00	€ 573.992,64	€ 2.421,35	€ 1.068.275,25	€ 527.683,37
5456	Kortrijk / Kuurne / Lendelede	VLAS	€ 6.989.901,20	€ 235.696,36	€ 0,00	€ 235.696,36	€ 5.965,75	€ 1.510.513,06	€ 564.589,29
5457	Anzegem / Avelgem / Spiere-Helkijn / Waregem / Zwevegem	MIRA	€ 4.408.062,82	€ 215.483,78	€ 0,00	€ 215.483,78	€ 2.421,35	€ 1.117.184,21	€ 504.344,66
5458	Deerlijk / Harelbeke	GAVERS	€ 1.778.233,51	€ 68.476,60	€ 0,00	€ 68.476,60	€ 0,00	€ 360.541,45	€ 226.514,83
5459	Alveringem / Lo-Reninge / Veurne	SPOORKIN	€ 2.346.511,08	€ 135.718,12	€ 0,00	€ 135.718,12	€ 0,00	€ 870.230,04	€ 225.959,11
5460	Diksmuide / Houthulst / Koekelare / Kortemark	POLDER	€ 3.811.773,50	€ 238.571,92	€ 0,00	€ 238.571,92	€ 1.162,30	€ 1.245.786,50	€ 498.912,86
5461	De Panne / Koksijde / Nieuwpoort	WESTKUST	€ 4.021.711,06	€ 353.296,78	€ 398.805,57	€ 752.102,35	€ 2.421,35	€ 990.010,51	€ 461.984,79
5462	Heuvelland / Ieper / Langemark-Poelkapelle / Mesen / Moorslede / Poperinge / Staden / Vleteren / Wervik / Zonnebeke	ARRO IEPER	€ 9.993.547,86	€ 1.278.263,55	€ 0,00	€ 1.278.263,55	€ 5.482,05	€ 2.755.090,14	€ 834.899,54
5853	Lanaken / Maasmechelen	LANAKEN - MAASMECHELEN	€ 4.390.623,21	€ 404.497,30	€ 451.031,53	€ 855.528,83	€ 1.937,63	€ 1.604.246,23	€ 500.307,95
5904	Beveren / Sint-Gillis-Waas / Stekene	WAASLAND NOORD	€ 5.111.704,05	€ 209.846,05	€ 0,00	€ 209.846,05	€ 2.131,11	€ 1.304.448,98	€ 643.562,02
5905	Beersel / Halle / Sint-Pieters-Leeuw	ZENNEVALLEI	€ 5.715.834,57	€ 242.007,75	€ 0,00	€ 242.007,75	€ 4.068,76	€ 1.276.893,49	€ 936.730,54
5907	Hasselt / Zonhoven / Diepenbeek / Halen / Herk-de-Stad / Lummen	LIMBURG REGIO HOOFDSTAD	€ 9.505.863,22	€ 582.099,59	€ 0,00	€ 582.099,59	€ 6.934,57	€ 2.358.492,96	€ 1.266.426,68
5908	Bertem / Huldenberg / Oud-Heverlee / Tervuren	VOEREN DIJLE	€ 2.433.555,58	€ 112.097,67	€ 0,00	€ 112.097,67	€ 1.937,63	€ 533.538,17	€ 320.438,55
5909	Genk / Zutendaal / As / Oudsbergen / Houthalen-	CARMA	€ 10.668.082,02	€ 1.198.326,62	€ 0,00	€ 1.198.326,62	€ 7.419,67	€ 2.869.130,22	€ 1.394.415,45

	Helchteren / Bocholt / Bree / Kinrooi															
5910	Landen / Linter / Zoutleeuw / Hoegaarden / Tienen				€ 5.082.232,99	€ 267.436,39	€ 0,00	€ 267.436,39	€ 267.436,39	€ 3.099,94	€ 1.079.262,36	€ 447.608,61				
5911	Deinze / Zulte / Lievegem				€ 4.630.637,76	€ 263.500,99	€ 0,00	€ 263.500,99	€ 263.500,99	€ 2.131,11	€ 1.231.096,72	€ 589.340,16				
5912	Anderlues / Binche/Erquelinnes / Estinnes / Lobbes / Merbes-Le-Château				€ 5.740.965,09	€ 434.361,72	€ 0,00	€ 434.361,72	€ 434.361,72	€ 2.421,35	€ 1.527.846,06	€ 327.120,20				
5913	Mechelen / Willebroek/Bornem/ Puurs-Sint-Amands				€ 9.666.338,96	€ 425.408,71	€ 0,00	€ 425.408,71	€ 425.408,71	€ 8.872,21	€ 2.135.842,68	€ 1.056.897,19				